

EN JEU

HISTOIRE & MÉMOIRES VIVANTES

***RÉSISTANCES
AU MUSÉE***

EN JEU

HISTOIRE & MÉMOIRES VIVANTES

COMITÉ DE RÉDACTION :

Marie José CHOMBART DE LAUWE - Directeur de la publication

Yves LESCURE, Frédéric ROUSSEAU - Rédacteurs en chef

Jacques ARON, Charles HEIMBERG, Yannis THANASSEKOS - Rédacteurs en chef adjoints

Jean-Michel ANDRÉ - **Corinne BENESTROFF** - **Arnaud BOULLIGNY** - **Roger BORDAGE**

Vanina BRIÈRE - **Laurence DE COCK** - **Latefa FAÏZ** - **Thomas FONTAINE** - **Benjamin GILLES**

Bertrand HAMELIN - **Valérie IGOUNET** - **Peter KUON** - **Charlotte LACOSTE** - **Sébastien LEDOUX**

Carole LEMÉE - **Cyrille LE QUELLEC** - **Julien MARY** - **Jacques MOALIC** - **Albert MINGELGRÜN**

Christophe PÉCOUT - **Michel PIERRE** - **François RASTIER** - **Lionel RICHARD** - **Serge RAYMOND**

Tristan STORME - **Geneviève VAN CAUWENBERGE** - **Bruno VÉDRINES**

Caroline LANGLOIS - Secrétaire de rédaction

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION :

Serge WOLIKOW - Président

Jean Michel ANDRÉ - **Jacques ARON** - **Arnaud BOULLIGNY** - **Aleth BRIAT**

Claudine CARDON-HAMET - **Marie José CHOMBART de LAUWE** - **Joëlle DUSSEAU**

Gaël EISMANN - **Michel FABRÉGUET** - **Thomas FONTAINE** - **Bernard GARNIER** - **Jean GAVARD**

Patricia GILLET - **Charles HEIMBERG** - **Peter KUON** - **Cyrille LE QUELLEC**

Christine LEVISSE-TOUZÉ - **Bruno LEROUX** - **Yves LESCURE** - **Agnès MAGNIEN**

François MARCOT - **Michel PIERRE** - **Jean QUELLIEN** - **Serge RAYMOND** - **François ROUQUET**

Frédéric ROUSSEAU - **Robert STEEGMANN** - **Rita THALMANN** - **Yannis THANASSEKOS**

Laurent VEYSSIÈRE - **Barbara VORMEIER** - **Jean VIGREUX**

RÉSISTANCES AU MUSÉE

©Éditions de la Fondation pour la mémoire de la Déportation (FMD)

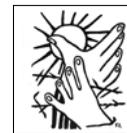
30, bd des Invalides - 75007 Paris

www.fmd.asso.fr - email : revue.en.jeu@gmail.com - téléphone : 01 47 05 81 50.

ISSN en cours

Pour toute commande libraire : veuillez contacter directement la FMD.

Création graphique : ©Isabelle Oziel - lesoziel@free.fr



FONDATION POUR
LA MÉMOIRE
DE LA DÉPORTATION

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS PAGE 6

Marie José **CHOMBART DE LAUWE**
Présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation

PLATEFORME ÉDITORIALE PAGE 8

DOSSIER PAGE 15

RÉSISTANCES AU MUSÉE

N°1 Frédéric ROUSSEAU
« Résistance ». Éléments pour la muséohistoire
d'une matière hautement dangereuse PAGE 21

N°2 Charles HEIMBERG
Morette, un musée de la Résistance de la première génération :
fidélités, temporalités et épopées narratives PAGE 49

N°3 Brice PASCAL
Une mémoire écrasée par l'évènement du 6 juin 1944 :
l'évocation de la Résistance dans les musées de Basse-Normandie PAGE 73

N°4 Claudio SILINGARDI
Les musées de la Résistance en Italie. Le cas de l'Émilie-Romagne PAGE 87

N°5 Olivier GLASSEY, Stéfanie PREZIOSO
Musées de la Résistance en ligne : vers la constitution
de nouveaux espaces symboliques ? PAGE 105

VARIA PAGE 119

**CONSTANTIN BRUNNER,
PHILOSOPHE ALLEMAND
D'ORIGINE JUIVE**

N°1 Jacques ARON
Constantin Brunner (1862-1937), créateur et passeur d'idées
universelles et transnationales PAGE 121

N°2 Jacques ARON
La position du philosophe Constantin Brunner dans le cadre
de l'antisionisme juif PAGE 129

VIE ASSOCIATIVE PAGE 153

Nouvelles du monde associatif lié à la mémoire de la déportation

**ABONNEMENT
À LA REVUE EN JEU** PAGE 167

AVANT-PROPOS

Marie José CHOMBART DE LAUWE

Présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation
Directeur de la publication

Lancer une nouvelle revue est un pari tout aussi audacieux que risqué. Nous avons pris la décision de faire franchir une nouvelle étape qualitative à la revue de la Fondation pour la mémoire de Déportation en en faisant un nouvel espace de réflexion et de débat ouvert à la fois aux chercheurs dans toutes les disciplines et au monde éducatif et associatif. Il va de soi que le comité de rédaction qui s'est déjà constitué reste ouvert à toutes celles et à tous ceux qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche et pourraient l'enrichir. Je remercie d'ores et déjà les membres du comité de leur travail, de leurs éclairages et de leurs critiques, qui sont les garants du sérieux et de la valeur de cette toute jeune publication.

Sortant résolument des sentiers battus, *En jeu. Histoire & mémoires vivantes* pourra surprendre, voire déconcerter un moment notre lectorat habituel. Au-delà, toutefois, de cette surprise bien naturelle, notre espoir est qu'il puisse y trouver un enrichissement personnel et un nouvel élan dans leur engagement citoyen. La plateforme éditoriale trace les contours de cette revue et de ce qui en est attendu. Il revient à nos lecteurs, anciens et nouveaux, de nous faire part de leurs réactions, de leurs critiques et de leurs observations, pour contribuer à rendre vivant et à améliorer ce projet.

La problématique de ce premier dossier est consacrée à la *muséohistoire* ayant comme objet spécifique la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale – et j'espère à cet égard qu'une démarche analogue, plus centrée

sur l'évocation de la déportation, sera entreprise dans un dossier futur. Les diverses contributions nous offrent à fois des études de cas et un regard croisé sur les démarches muséales relatives à la Résistance, à partir de leurs présupposés historiographiques et mémoriels propres, analysés dans leur ancrage géographique (local, régional et national). Les questions soulevées concernent tout autant les méthodes et les enjeux de cette *mise de l'Histoire au musée* que ses *usages publics*, notamment dans ses fonctions éducatives. Le dossier permettra, je le pense, à nos lecteurs de jeter désormais un regard nouveau, à la fois plus distancé et plus critique sur les musées d'histoire de la Seconde Guerre mondiale qu'ils auront l'occasion de visiter dans l'avenir.

La seconde partie de ce numéro, ou «Varia», nous plonge au cœur d'une réflexion historique et philosophique sur le judaïsme allemand de l'entre-deux-guerres et des débats internes que soulevait déjà à cette époque la difficile question du sionisme et de l'antisémitisme.

Enfin la dernière partie présente un panorama de la vie associative de la déportation et de sa mémoire à partir des différentes publications ou informations reçues du monde associatif de la déportation. La participation des associations à l'alimentation de cette rubrique d'intérêt général sera la bienvenue et je leur lance dès à présent un appel dans ce sens.

PLATEFORME ÉDITORIALE

Pourquoi une nouvelle revue ? Quelques constats et quelques perspectives

UNE THÉMATIQUE MAJEURE

Aussi bien dans l'espace savant que dans l'espace public, la thématique des crimes politiques de masse, au premier chef des crimes et génocides nazis, est désormais explorée sur le plan de la transmission mémorielle sous toutes ses formes. La bibliographie disponible à ce jour est immense, il est impossible de l'embrasser d'un seul regard, aussi expert soit-il. Peu d'événements d'histoire contemporaine ont suscité un tel emballement scientifique, pédagogique, voire culturel, en un laps de temps aussi court.

CONFRONTATIONS, CONTROVERSES, POLÉMIQUES

À côté de ce tableau qui atteste non seulement de l'importance de cet objet pour la mémoire collective, mais aussi de la vitalité de la recherche scientifique, il y a lieu

d'ajouter celui, particulièrement riche et fascinant, qui discute et confronte diverses interprétations de matériaux documentaires à partir desquels sont constituées les catégories de crimes et de génocides nazis. Sur le plan factuel et documentaire, la recherche semble avoir atteint une masse critique assurée, mais en revanche, sur le plan interprétatif, les controverses, voire les polémiques, prolifèrent sans cesse et se structurent en courants plus au moins institutionnalisés, voire labélisés. Les hypothèses interprétatives – des plus stimulantes aux plus dérisoires – occupent désormais une place de choix dans le paysage éditorial – ouvrages, articles, séminaires, colloques, etc., en manifestant une véritable effervescence. C'est un point très important. Sous ce rapport, la revue *En jeu* est non seulement attentive à ces grandes controverses interprétatives, mais

elle a pour ambition d'y participer activement en se démarquant d'une pensée molle et consensuelle que valorise *l'esprit du temps*. Par conséquent, elle n'entend pas éviter les questions historiographiques qui *fâchent*. Elle réaffirme par exemple la place essentielle du témoignage et le rôle irremplaçable des témoins dans la restitution et la transmission de l'expérience des passés douloureux et problématiques. L'évolution marquée de notre rapport à l'histoire qu'induit un certain type d'*histoire culturelle* et d'*histoire des représentations* – aujourd'hui très en vogue – sera interrogée aussi bien pour ses présupposés que pour ses effets sur notre compréhension de l'histoire et sur la projection de nos sociétés dans le futur. Très souvent, d'ailleurs, l'histoire des représentations se place sous la dépendance de la « communication » qui transforme tout en objet culturel et journalistique. La question de la vérité historique devient alors superflue : elle est intégrée à l'histoire des représentations alors même qu'elle doit sa dimension critique au fait qu'elle ne concorde pas avec ces représentations. Nous nous demanderons pourquoi la thématique des crimes et génocides nazis a acquis une place aussi *essentielle*, aussi *centrale* dans nos perceptions du passé, au point de constituer un

des éléments majeurs de notre environnement culturel. Cette *centralité* des crimes et génocides nazis ne s'impose ni de *fait* ni de *droit* : elle est *construite, fabriquée, élaborée* par l'intervention d'une multitude d'acteurs, institutionnels et associatifs : communautés scientifiques et éducatives, milieux de mémoires, dispositifs médiatiques, littérature, appareils politiques, et ce dans un contexte particulier, celui de notre époque caractérisée par les multiples crises contemporaines – crises sociales, idéologiques, économiques, politiques, identitaires ; crises des références d'une modernité se heurtant à ses propres limites. En tant qu'elle est *construite* – par nous et, peut-être aussi, *pour nous*, ce qui est déjà tout autre chose – cette *centralité* doit être interrogée, discutée, débattue. À force de ne pas se poser ces questions, la pensée consensuelle qui s'est emparée du sujet tourne en rond tant au plan historiographique que mémoriel et pédagogique. Une attention particulière sera ainsi accordée à l'analyse critique de tous les supports qui formatent et transmettent nos représentations des crimes et génocides nazis, des médias à l'école en passant par les productions cinématographiques et, bien évidemment, par les diverses formes de littérature dont on

connaît la place qu'elles occupent aujourd'hui dans la formation de nos imaginaires – et où le meilleur côtoie parfois le pire.

MISES EN PERSPECTIVES ET RE-CONTEXTUALISATIONS HISTORIQUES

De tels questionnements ouvrent aussi la voie vers d'autres approches des crimes et génocides nazis en tant que phénomène historique singulier, notamment par une mise en perspective, ou *recontextualisation historique* du phénomène (1933-1945) en amont et en aval : expansion et conquêtes de l'Occident, révolutions et contre-révolutions, guerres et guerres civiles, genèse, développement, stabilisation et effondrement des régimes de terreur de masse, guerres coloniales et guerres de libération, conflits armés et crimes contre l'humanité aujourd'hui même. Il s'agit par conséquent de mener un effort d'*historicisation élargie* du national-socialisme à l'échelle de la modernité, modernité posée comme processus combiné d'*émancipation* et de *destruction* – contre une certaine vulgate, dominante aujourd'hui, qui vise précisément à attribuer au national-socialisme une sorte d'extraterritorialité historique, un statut hors de l'histoire, de mal radical qui aurait frappé la société

de l'extérieur. Dans le cadre d'une telle recontextualisation historique (du phénomène fasciste et nazi, voire stalinien), tout semble indiquer que la Grande Guerre occupe une place historique charnière et décisive pour la compréhension à la fois du long XIX^e siècle (1789-1914) et du court XX^e siècle (1918-1989) – pour reprendre une périodisation consacrée. Cette conjoncture historique courte (14-18), mais décisive, nous livre un terreau particulièrement riche pour des questionnements historiographiques, sociologiques, politiques, anthropologiques et philosophiques sur le phénomène de la *violence* et de la *contre-violence* – qui traverse de part en part tout le processus de la *modernisation*. Dans le même sillage, des notions et des questions telles que la *terreur*, la *terreur blanche*, la *terreur noire*, la *terreur rouge*, le *terrorisme*, mais aussi le *consentement*, la *collaboration* et la *résistance*, doivent être pensées et repensées au sein des contextes et des processus politiques qui leur sont *historiquement* propres – ce qui ne manquera pas d'entraîner une cascade d'autres questions relatives aux concepts politiques et juridiques de *légalité*, de *légitimité*, etc. La Seconde Guerre mondiale, par ailleurs, ne doit pas être exclusivement abordée sous l'angle des crimes de masse et des destructions

dont elle fut le théâtre. Leur genèse et les évolutions historiques qui les ont rendus possibles doivent certes être sérieusement examinées. Mais cette guerre doit être aussi étudiée en tant qu'événement fondateur pour la conscience internationale : elle est à la source de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948), de la qualification pénale du génocide (1951) de même qu'elle a présidé à l'édification de la justice internationale, notamment de la Cour Pénale internationale. Cette prégnance du Droit et de la sphère juridique dans la régulation et la résolution des conflits – des conflits armés aux conflits de mémoires en passant par les poursuites pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocides – structure déjà un vaste champ de recherche que notre revue ne manquera pas d'interroger.

DÉCLOISONNEMENT SPATIAL

Pour être vraiment pertinente, cette *historicisation élargie* de la séquence historique 1914-1945-1989, doit être complétée par un autre élargissement, *spatial* cette fois-ci, afin d'éviter de sombrer dans un *eu-rocentrisme* réducteur. S'agissant, pour commencer, de la politique du Troisième Reich et du phénomène de la déportation en particulier, une

telle approche internationale nous semble en effet incontournable. D'abord, en raison de la diversité des nationalités parmi les détenus des camps de concentration. Ensuite, parce que la connaissance et les représentations de l'histoire de l'Allemagne des années 1930-1945, voire de l'histoire de l'Europe, se sont répandues sur les continents américain, asiatique et africain sous des formes parfois scientifiquement contestables. De façon plus générale, cette perspective élargie s'impose aussi en raison même du caractère international de deux guerres mondiales. Qu'est-ce qui se passe au même moment, dans d'autres continents, en Asie, dans les pays arabes, au Japon, en Amérique latine ? Soyons précis : il ne s'agit pas de mettre à notre programme éditorial une sorte d'*histoire monde*, très en vogue ces derniers temps. Nous n'avons pas une telle ambition. Il s'agit plutôt d'interroger les éventuelles connexions à établir entre l'histoire de ces sociétés et celle de l'Europe lors de conjonctures historiques particulières, marquées par des tensions et des contradictions similaires. Par exemple, la mise en discussion de deux *processus de modernisation économique* en Allemagne et au Japon à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle peut illustrer le type de

décloisonnement géographique proposé ici afin de mieux comprendre les *effets politiques* d'un certain type de modernisation économique.

ACTUALISATION DE LA CONNAISSANCE DU PASSÉ

Répété à l'infini, martelé sous de multiples versions et formes, le *Plus jamais ça !*, les *leçons du passé*, cet impératif de la vigilance a fini par n'être plus qu'un rituel, qu'une formule incantatoire. Il y a lieu de repenser de fond en comble cette question qui est à la fois de l'ordre de la pédagogie et de l'éducation à la citoyenneté. Les bonnes intentions ne suffisent pas. Comme il ne suffit pas non plus d'établir simplement des parallèles ou des similitudes entre les années 1920-1930 et aujourd'hui – souvent d'ailleurs d'une façon alarmiste et réductrice qui risque de tétaniser la réflexion. Certes, la *connaissance de l'histoire* peut nous instruire, mais nous restons toujours maîtres de nos comportements et de nos actions au présent. L'histoire nous fait *savoir*, nous fait *comprendre*, nous fait *sentir* le passé, elle ne nous dicte pas nos comportements. Il y aurait peut-être lieu d'inverser le dispositif consacré d'après lequel la connaissance du passé nous aide à comprendre le présent et de partir par conséquent

de nos questionnements et de nos inquiétudes face à un présent saturé de crises multiples pour essayer de comprendre les crises du passé et le comportement des acteurs d'alors. L'attention que nous entendons porter aux interactions entre l'histoire et les mémoires peut ainsi s'avérer utile à la fois pour réintégrer dans l'histoire celles et ceux qui n'y trouvent pas spontanément leur place et pour aiguïser une indispensable critique du présent et de ses horizons d'attente.

LE RÔLE DU COMITÉ DE RÉDACTION

Nous concevons le comité de rédaction comme un lieu de *travail collectif*, porteur du projet éditorial, lieu aussi d'ouverture, d'échanges, de débats et de discussions sur les dossiers et les contributions qui alimenteront les livraisons successives de la revue. Et nous souhaitons ouvrir cet espace à toutes celles et à tous ceux, du monde universitaire aux communautés éducatives en passant par le monde associatif, dont les préoccupations et les interrogations sont susceptibles de contribuer aux objectifs susmentionnés. Le comité de rédaction accueillera avec intérêt toute proposition et toute sollicitation à participer à la réalisation d'une telle ambition.

POURQUOI UNE NOUVELLE REVUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

Après quelques décennies de publication de la revue *Mémoire vivante*, sur un mode plus associatif que scientifique, le Conseil d'Administration de la Fondation a souhaité que soit mise en chantier une publication d'un nouveau genre et d'une nouvelle mouture, faisant largement appel au monde de la recherche et de l'enseignement et en partenariat avec un éditeur-distributeur qui puisse assurer son rayonnement. Il estime que le rôle d'une Fondation est d'alimenter la réflexion critique et l'engagement citoyen sur toutes les questions relatives à la transmission des valeurs, des mémoires, et de l'histoire dont elle est porteuse. Dans ce but, il considère que la nouvelle revue doit assumer le fait que ces mémoires doivent rester vivantes, c'est-à-dire réactives dans un environnement sociétal en perpétuelle évolution, ancrées dans le présent et en rapport avec ses questionnements sur le passé.

DOSSIER

RÉSISTANCES AU MUSÉE

*Coordonné par Charles HEIMBERG
et Frédéric ROUSSEAU*

Une histoire et des mémoires qui... résistent mal !

POUR UNE MUSÉOHISTOIRE DES MUSÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

Le premier dossier de ce numéro 1 d'*En Jeu. Histoire & mémoires vivantes* est consacré aux musées traitant de la Résistance et de la Déportation. Ce choix n'est évidemment pas neutre et revêt à la fois un caractère de nécessité et d'urgence. Nécessité tout d'abord, en ce sens que ces musées ne sont pas des « musées d'histoire » comme les autres ; ils assurent en effet la mission cruciale, selon nous, de transmettre une expérience étroitement reliée à l'histoire européenne mais de portée mondiale, celle de la lutte antifasciste et du combat mené contre le nazisme et le fascisme, et contre les collaborateurs. Urgence ensuite, en ce que nombre de ces structures muséales, fondées par d'anciens résistants et/ou déportés, se trouvent aujourd'hui à un moment particulièrement délicat de leur histoire dans un contexte où les représentants de la génération des acteurs de la Résistance et des fondateurs de ces musées sont de moins en moins nombreux ; soixante-dix ans après la Libération, cette situation soulève

la question délicate de la pérennité et du devenir de ces établissements. Certains n'ouvrent déjà plus que sur rendez-vous et quelques jours seulement durant la période estivale et touristique et la liste des musées menacés de fermeture pour raison budgétaire s'allonge. Sur ces problèmes matériels amplifiés encore par « la crise économique » que traversent nos sociétés, se greffent les effets préoccupants du relativisme, cette manière de tendre à placer sur un même plan les martyrs et leurs bourreaux, tous victimes d'une même guerre, qui gagne insidieusement, sous différentes formes, des parts de plus en plus importantes du marché mémoriel et idéologique. Autant dire que ce premier dossier consacré aux musées de la Résistance et de la Déportation s'inscrit particulièrement dans un contexte de crise existentielle, de sens et de brouillage de repères. Afin d'éclairer quelque peu la situation et de dresser un premier état des lieux en France et en Italie, ce dossier a fait appel à des chercheurs familiers de

l'étude des narrations muséales au croisement de plusieurs disciplines : histoire et didactique de l'histoire, sociologie et science politique. Toutefois, les cinq articles qui composent ce dossier ne relèvent ni de la muséographie, ni de la muséologie mais de la *muséohistoire*.

En effet, la *muséohistoire* a pour finalité l'étude des narrations des passés historiques présentées au public dans les espaces muséaux, indifféremment du nom porté par ces derniers : musée, mémorial, historial, centre d'interprétation, centre d'histoire, etc.*1 Elle prend en compte tous les éléments participant à la mise en scène et en récit du passé : textes (titres, cartels, légendes, chronologies, etc.) bien sûr, mais aussi tous les objets (armes, outils, etc.) et documents mobilisés (photographies, affiches, tracts, documents audiovisuels, documents authentiques et/ou reproductions, témoignages, œuvres d'art, etc.) ;

sont également pris en compte les dispositifs architecturaux et scénographiques conçus pour donner du sens à l'ensemble de l'exposition : pentes, étages, couloirs, jeux d'éclairage et de sons, couleurs, jeux d'échelle, bornes interactives, hologrammes, insertion d'éléments fictionnels, etc. La *muséohistoire* confronte ces narrations au savoir historien et tâche de repérer les chaînes de causalité retenues par l'exposition, les points de vue ; elle relève les erreurs factuelles, les oublis plus ou moins volontaires (amnésies) de même que les obsessions mémorielles (hypermnésies) ; elle distingue panthéons (les héros) et piloris (les bourreaux, traîtres). Ce faisant, elle mesure les airs du temps (les paradigmes dominants) : entre concurrence des mémoires héroïques (résistants) et victimaires (civils ordinaires, persécutés raciaux), « victimisation », « dépolitisation » du propos, « déconflictualisation » du récit et

*1 La *muséohistoire* a été définie lors d'un programme de recherches soutenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et conduit à l'université Paul Valéry de Montpellier entre 2009 et 2012 (programme Les Présents des Passés). Patrick Louvier, Julien Mary, Frédéric Rousseau (dir.), *Pratiquer la muséohistoire. La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique*, Outremont (Canada), Athéna Éditions, 2012 ; Frédéric Rousseau (dir.), *Les présents des passés douloureux. Essais de muséohistoire*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2012.

discours idéologiques plus ou moins implicites, etc. Enfin, la muséohistoire s'intéresse particulièrement au sens du propos, aux messages et aux valeurs qui sous-tendent les expositions ; elle questionne leur portée en replaçant systématiquement les différents éléments observés dans leurs contextes politiques, sociaux, culturels, économiques de production. À ce titre, le rôle des fondateurs et des initiateurs de projet muséal (les entrepreneurs de mémoire, les communautés mémorielles), celui des différentes tutelles, des financeurs, des administrateurs et des gestionnaires entre dans le questionnement.

Selon trois focales différentes, les trois premiers articles sont consacrés au paysage mémoriel muséal français : le N° 1 (F. Rousseau) traite d'un corpus composé d'une quinzaine d'établissements créés/refondés entre 1964 et 2012, répartis sur l'ensemble du territoire national, et dont la marque première est l'hétérogénéité, en termes de taille, de moyen, de contexte. Cette étude comparée questionne notamment les notions de « résistance »

et de « résistant », tâche d'en préciser les contours d'un site à l'autre. Ce parcours met également au jour les tentations présentes consistant à minorer la Résistance et à démonétiser, voire criminaliser certains actes de résistance par rapport à d'autres. L'article N° 2 (C. Heimberg) est quant à lui centré sur l'histoire du Musée de Morette élevé à la mémoire des combattants des Glières, ce haut lieu de la Résistance qui a effectué lors du dernier quinquennat une rentrée fracassante sur la scène publique. Dans ses lignes de force et ses faiblesses, la narration muséale aujourd'hui offerte aux publics est ici mise en perspective ; le rôle des entrepreneurs de mémoires successifs est éclairé ; et les enjeux proprement mémoriels et civiques liés à la transmission de cette histoire sont questionnés par-delà les controverses historiographiques où l'on croise à nouveaux tentatives révisionnistes et tentations relativistes. L'article N° 3 (B. Pascal), élargit la focale au « terroir mémoriel » normand, siège du débarquement allié du 6 juin 1944. L'étude menée fait percevoir à quel point

l'événement « débarquement allié » domine radicalement le champ mémoriel de Basse-Normandie au point de rendre quasiment invisible dans cette région toute mémoire de la Résistance locale excepté dans son seul lien avec le Débarquement. Ce phénomène d'éclipse de la mémoire résistante constitue une exception troublante dans le paysage mémoriel muséal de la Résistance. Avec l'article N° 4 que l'on doit à C. Silingardi, le directeur général de l'Institut national pour l'histoire du mouvement de libération en Italie, la situation des musées italiens consacrés à la Résistance et à la Déportation semble à bien des aspects comparable à celle connue en France : aux difficultés liées à la disparition des derniers acteurs et témoins de l'époque s'ajoutent là aussi les contraintes financières ; mais en Italie, plus qu'en France, la mémoire résistante ou partisane subit aujourd'hui les assauts et la concurrence acharnée menés contre elle par les porteurs décomplexés de la mémoire fasciste. Enfin, retour en France mais sur la toile, avec l'article N° 5 (O. Glassey et S. Prezioso),

qui complète ce premier dossier en abordant les faces virtuelles de 46 musées français consacrés à la Résistance et à la Déportation. Cette contribution questionne les investissements de l'internet par les musées et tente d'évaluer les effets de pratique et de sens induits par l'ouverture de ces nouveaux espaces. Entrent-ils en concurrence avec les musées réels ? Se substituent-ils à ceux-ci ? Ou tentent-ils d'attirer le chaland vers le musée réel ? Telles sont quelques-unes des questions abordées dans cet article.

Au total, ce dossier n'a pas la prétention de couvrir l'ensemble du panorama français ou italien et n'est pas clos. En effet, bien d'autres structures exigeraient des études spécifiques, et beaucoup d'autres problématiques pourraient être abordées et/ou approfondies. Par ailleurs, d'autres espaces, notamment en Europe orientale et balkanique, appellent d'autres études. Cela fera l'objet d'un second dossier... À suivre.

N°1 « Résistance ». Éléments pour la muséohistoire d'une matière hautement dangereuse*1

Frédéric ROUSSEAU - Professeur d'histoire contemporaine - Université Montpellier III
Ses recherches portent sur l'histoire et les mémoires des sociétés en guerre, sur les usages du témoignage et la muséohistoire.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE. UN PASSÉ TRÈS PRÉSENT

Depuis la Libération, le continent européen s'est couvert de nombreux espaces muséaux*2 consacrés à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale*3. Publié en 2007, un *Guide touristique d'histoire militaire en Europe* recensait près de 1 200 musées consacrés à cette période ; pour la France on dénombrait alors environ 200 espaces de ce type qualifiés de mémoriaux, de musées, de centres d'histoire, etc. Depuis ce recensement, plusieurs établissements ont renouvelé leur exposition permanente (Limoges, Lyon) et de nouveaux espaces muséaux se sont

ouverts à l'instar du Mémorial de l'Internement et de la Déportation Camp de Royallieu inauguré en 2008 à Compiègne ; d'autres évolutions sont annoncées pour les prochaines années. Tous ces musées ont en commun d'être des objets particulièrement vivants, leurs expositions évoluent, se complètent ou se transforment au gré des acquis de l'historiographie, au gré aussi d'éventuels changements de tutelle (voir les nombreux passages du statut associatif privé à celui de musée repris par les collectivités territoriales locales) mais aussi sous l'influence des régimes mémoriels qui dominent successivement les représentations du passé dans nos sociétés.

*1 Merci à Julien Mary pour sa relecture d'une première version du texte et ses suggestions nombreuses.

*2 Sont ici rassemblés sous le terme d'espaces muséaux tous les lieux fermés présentant au public une exposition permanente support d'une narration de la Seconde Guerre mondiale.

*3 Selon un Guide des musées publié en 2007, le nombre de ces musées dépasse les 120 ; depuis, il s'en est ajouté une bonne dizaine. Cf. Sébastien Hervouet, Luc et Marc Brauer, *1200 musées 39/45 Guide Europe*, Batz-sur-Mer, Éditions de la Poche de Saint-Nazaire Côte Sauvage, 2007.

Mais ce qui frappe de prime abord l'observateur, c'est l'extrême variété des traitements muséographiques de la Seconde Guerre mondiale. Les expositions diffèrent selon la localisation géographique des musées (zone urbaine ou rurale, voire montagnarde ; zone sud ou occupée, voire zone interdite), les spécificités de l'expérience locale de la guerre et les personnalités de leurs entrepreneurs ; certains ont fait le choix de se focaliser sur un aspect particulier, sur une bataille, comme en Normandie, ou sur un « grand homme », comme à Colombey-les-Deux-Églises*1 ; en France, ils sont relativement nombreux à avoir axé plus spécifiquement leur narration sur *la Résistance* à l'occupation allemande et au régime de Vichy, ainsi qu'à sa répression ; en témoigne d'ailleurs souvent, mais pas toujours, la dénomination adoptée par ces lieux fréquemment intitulés « Musée de la Résistance et de la Déportation ». C'est à ces derniers que sont consacrées les lignes qui suivent, à ceci près toutefois qu'il ne pouvait être question d'aborder en quelques pages, ni tous les espaces produisant en

France un récit centré sur la Résistance et sa répression (plus d'une soixantaine de sites recensés auxquels pourraient être ajoutés bien d'autres musées évoquant aussi, plus ou moins rapidement, cette dimension de la guerre), ni toutes les problématiques offertes à la muséohistoire de ces lieux d'histoire et de mémoires.*2 En conséquence, seul un certain nombre d'espaces muséaux — une quinzaine visités entre décembre 2009 et le printemps 2013 — composent le corpus analysé. Celui-ci, bien que très incomplet, apparaît suffisamment conséquent et hétérogène pour mener un essai d'analyse comparative ouvrant sur quelques problématiques clés. Précisément, considérant que s'il existe une *Histoire du Temps Présent**3 cette dernière est assurément inséparable de *Mémoires du Temps Présent*, cet article se concentre sur le concept même de « résistance », un concept moins stable qu'il n'y paraît et mettant particulièrement en tension passés et présents, histoire et mémoires. Tout en comparant les différentes expositions entre elles, l'analyse confronte systématiquement les

narrations muséales au savoir historique — ce qui est l'objet même de la *muséohistoire* —, le but étant de retrouver ce qu'il reste aujourd'hui de « la Résistance » française dans la mémoire muséale — partie intégrante de la mémoire sociale. Par-delà les différents usages muséaux du terme pouvant être répertoriés, il s'agit d'en repérer les lignes de force mais aussi les écarts pouvant exister d'un site à l'autre. Enfin soixante-dix ans après la Libération, derrière les figures d'un certain nombre d'acteurs de l'histoire, résistants, occupants, collaborateurs, ce sont autant de modèles et de contre-modèles — civiques et moraux — qui sont proposés aux publics. En cela, mais aussi parce qu'elles mêlent hypermnésies et amnésies, mises en valeur, réductions et quelques effacements, les expositions muséales de ce passé ne sont donc pas neutres ou sans effet politique ; au contraire, sous couvert de restitutions « scientifiques » du passé de plus en plus souvent cautionnées par des comités *ad hoc* où siègent des historiens « spécialistes », elles façonnent et diffusent non seulement des interprétations idéologiquement et politiquement engagées, mais aussi des messages porteurs de prescriptions normatives plus ou

moins explicites, pour notre présent et notre futur ; c'est tout cela que la pratique de la *muséohistoire* peut dénicher au creux de questions aussi simples que celles-ci : qu'est-ce que résister et qu'est-ce qu'un résistant ?

LE CORPUS

À titre indicatif, le corpus est présenté ci-dessous par ordre chronologique des années de création des expositions visitées. Il importe toutefois de ne pas sur-interpréter la portée explicative de ces dates car même entre deux refontes totales, nombre d'expositions permanentes sont l'objet d'ajouts et de retraits pouvant infléchir sensiblement le propos initial ; cela se vérifie particulièrement dans les établissements les plus « artisanaux » et les plus anciens, qui font régulièrement évoluer leur récit, notamment au fil des dons reçus, à mesure aussi des découvertes historiographiques et documentaires, sous l'influence également des traitements médiatiques (documentaires, magazines, films, etc.) qui à certains moments éclairent tel ou tel phénomène ; et enfin selon les attendus des discours associatifs et ceux d'autres réseaux de connaissance et d'expérience.

*1 Le Mémorial Charles de Gaulle.

*2 Patrick Louvier, Julien Mary, Frédéric Rousseau (dir.), *Pratiquer la muséohistoire. La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique*, Outremont (Canada), Athéna Éditions, 2012.

*3 Article d'Emmanuel Droit.

Date de l'exposition (ou date de fondation du musée).

Nom du musée : date de visite.

1980. Musée de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez (Hérault) : octobre 2012.

1982 (1974). Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon (Franche-Comté), [exposition refondue par l'historien François Marcot] : 9 août 2010.

1983. Musée de la Résistance en Morvan (Saint-Brisson) : 7 novembre 2012.

1984. Musée (départemental) de la Résistance en zone interdite de Denain (Nord-Pas de Calais) : 10 novembre 2011.

1985. Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) : 12 décembre 2012.

1986. Musée de la Résistance et de la Déportation de Nantua (Ain) : 3 décembre 2009.

1986. Musée de la Résistance et de la Déportation de Tergnier (Aisne) : 16 avril 2010.

1992. Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du département du Lot (Cahors) : 7 décembre 2010.

1994 (1974). Musée de la Résistance et de la Déportation de Romans-sur-Isère (Drôme) : 2 décembre 2009.

1994. Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (Grenoble) : 2 décembre 2009.

1994 (1974). Musée de la Résistance et de la Déportation de Toulouse (Haute-Garonne) : 7 décembre 2012.

2008. Mémorial de l'Internement et de la Déportation Camp de Royallieu (inauguré le 23 février 2008 ; première pierre 25 mai 2007) : 9 mai 2012.

2012 (1965 et 1992). Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon (Rhône) : 4 décembre 2009 et 25 janvier 2013.

2012. Musée de la Résistance de Limoges*¹ (Haute-Vienne ; exposition refondue sous l'égide des historiens Olivier Wieviorka et Pascal Plas) : 14 octobre 2010 et 22 octobre 2012.

1964. Musée départemental de la Résistance haut-savoyarde de Morette (Savoie) : 28 septembre 2011.

*¹ Initialement Musée de la Résistance et de la Déportation.

À plus d'un égard, cette présentation liminaire est trop succincte. Les musées retenus diffèrent en effet par leur localisation géographique mais aussi par leur histoire, leurs initiateurs, leurs inspirateurs, leur taille, leurs moyens, leur degré de fréquentation, leurs dates de fondation et/ou de re-fondation, leurs objectifs, leurs tutelles, leurs modes de gestion, leurs contraintes, etc., autant d'éléments susceptibles d'influer sur l'orientation du contenu d'une exposition à tel ou tel moment. Dans le cadre de cet article, il est impossible de renseigner tous ces points mais ponctuellement, on verra que certains de ces éléments ne sont pas sans influencer tel ou tel choix narratif.

QU'EST-CE QUE « RÉSISTER » ET QU'EST-CE QU'UN « RÉSISTANT » ?

À ces deux questions simples de prime abord, peu d'espaces muséaux apportent une réponse concise et directe. Cela s'explique en partie par le fait que ces musées

se sont d'abord construits comme des musées de l'entre soi dont la relative « communauté » d'expérience des entrepreneurs et de leurs premiers publics formée par les anciens résistants ne paraissait pas nécessiter d'avoir à définir le combat résistant. En outre, les premiers concepteurs d'exposition évitaient également tout risque de conflit interne. Mais cette imprécision tient tout autant au fait que ce que l'on appelle « la Résistance »*¹ fut historiquement un phénomène nébuleux, multiforme, mouvant, évolutif ; ajoutons que depuis la Libération jusqu'à nos jours, la Résistance a été et demeure l'objet de nombreuses et parfois vives querelles d'interprétation*² ; aujourd'hui, la réévaluation du rôle de Vichy et du sort spécifique des Juifs nourrissent souvent des narrations plus complexes, mais parfois moins lisibles aussi ; enfin, après soixante-dix ans de travaux académiques, certains aspects de « la Résistance » restent encore, pour partie, mal connus. Aussi, afin d'aboutir à une définition, il est souvent nécessaire

*¹ S'agissant de muséohistoire, le choix est ici fait du R majuscule pour qualifier une résistance consciente d'elle-même et comprise dans toutes ses dimensions, institutionnelle, collective et individuelle, civile et militaire.

*² Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Le Seuil, Points histoire, 2005 ; Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2010 ; Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin, la France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011.

de considérer l'ensemble des narrations développées par les différents musées ; et que constate-t-on ?

Une première manière de réponse peut consister en une définition large comme celle proposée par le musée de Grenoble à ses publics scolaires : « *Les résistants : ces Français, hommes et femmes, qui n'acceptent pas la défaite et le nazisme. Civils et militaires, les résistants se battent contre les nazis et les Français qui collaborent...* »*1 ; au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon (CHRD), on peut lire : « *Résister, c'est accepter de vivre dans l'illégalité et apprendre en conséquence à déjouer de multiples dangers* » ; suit la liste des « dispositifs » censés « préserver » la vie du résistant... Toutefois, un dernier paragraphe élargit de façon sensible les contours de la notion de résistance : « *Résister, c'est aussi porter aide et assistance aux personnes menacées et pourchassées, affirmant ainsi sans consignes particulières sa désobéissance à une loi ou à un ordre contraire à sa conscience.* » La narration lyonnaise intègre donc à la Résistance toutes les actions individuelles ou collectives de sauvetage et prend du même coup ses distances avec une

vision de la Résistance que l'on peut juger trop exclusivement institutionnelle*2. Dans un tout autre style relevant davantage du folklorisme de la fin du XIX^e siècle que de l'histoire telle qu'elle s'écrit aujourd'hui, le musée de Saint-Brisson propose un portrait-type du maquisard morvandiau : « *Il est âgé de 20 à 22 ans. Il est originaire du Morvan, ou bien il réside en région parisienne, mais dans ce second cas, il connaît bien le Morvan. C'est probablement un jeune paysan, ou quelqu'un qui travaille dans une ferme. Il n'est pas habitué au confort, et donc il pourra s'adapter assez facilement à la vie du maquis...* » Denain précise : « *Le mot résistance évoque souvent le combat sans uniforme avec arme. En fait la lutte contre l'occupant et les représentants de l'État français de Vichy ouverts à la collaboration avec l'ennemi a revêtu des formes multiples qu'il convient de ne pas sous-estimer* » ; on le voit, contrairement à beaucoup d'idées reçues, les musées sont fort loin de réduire la Résistance à la lutte armée mais tâchent de restituer les différentes formes qu'elle a effectivement prise depuis juin 1940. D'un musée à l'autre, plusieurs types d'actions sont successivement énumérés et c'est au fil de sa visite que le

visiteur voit la définition peu à peu se préciser et s'enrichir, se complexifier même : sont abondamment cités la propagande clandestine (tracts, graffitis, presse), les manifestations (Cahors, 14 juillet 1940 ; celles du 11 novembre 1940 dans plusieurs localités du Lot, celle de Compiègne rappelée à Royallieu, ou encore celle sur les Champs Élysées évoquée à Champigny, Royallieu et Toulouse ; la protestation émise par Paul Cazin le 11 novembre 1942 devant le monument aux morts de Millay dans la Nièvre, etc.), la transmission de renseignements, les sabotages et les actions armées ; Denain, Toulouse ou encore Champigny, ajoutent à ce répertoire d'actions la grève, comme celle déclenchée en mai 1941 par des mineurs du Nord. Mais cette grève était-elle une simple action revendicative corporatiste ou bien doit-on la considérer comme un des premiers actes de résistance ouvrière et... communiste ? Les avis divergent encore sur ce point*1. Toulouse précise cependant que 244 de ces mineurs furent déportés à Sachsenhausen... ce qui *de facto* les intègre à l'histoire de la Résistance et de sa répression. Cahors rappelle quant à lui la grève des ouvriers de Figeac (22 octobre 1942). L'évocation, ou non, de ces grèves ouvrières et minières dans les musées

de la Résistance relève de deux enjeux combinés : il s'agit en effet de magnifier ou au contraire de minorer la résistance ouvrière à l'occupant, et particulièrement des communistes, avant et après l'invasion de l'URSS ; nous allons y revenir. D'ores et déjà, il convient de garder à l'esprit que parmi ces différentes actions, certaines se prêtent plus facilement que d'autres à un traitement muséographique et jouissent donc d'une exposition plus large. Ainsi la plupart des musées exposent-ils des photographies spectaculaires d'ouvrages d'art (ponts, viaducs, voies) détruits ; souvent datées de juin-juillet 1944, elles sont indissociables de celles évoquant les parachutages, elles accréditent l'idée de l'importance de l'aide apportée aux Alliés par la Résistance dans la libération du pays et soulignent la reconnaissance de ce rôle par les alliés, ce qui, en somme, légitime l'action de la Résistance. L'activité de la presse clandestine est également très souvent illustrée ; dans ce dernier cas particulièrement, ce traitement privilégié renvoie tout d'abord à l'existence effective et très décentralisée d'une myriade de publications d'obédiences très diverses, mais aussi à la relative facilité avec laquelle ce type d'activité clandestine peut être mise en musée : issues de fonds privés ou

*1 Dans tout l'article, apparaissent en italique les citations extraites des différentes expositions muséales visitées.

*2 Jacques Semelin, Claire Andrieu, Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2008.

*1 Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, Paris, Perrin, 2013, pp. 55-56.

départementaux, les collections de journaux sont souvent abondantes et autorisent la mise sur le même plan des différents courants d'opposition, ce qui est aussi une manière de gommer les profondes divergences qui les divisaient à l'époque ; de cette ample exposition ressort à la fois une impression de foisonnement et de multitude que l'on peut trouver assez peu proportionnelle avec l'impact effectif des publications clandestines, qui au demeurant reste difficile à évaluer ; il n'est pas rare que les présentations de la presse clandestine soient accompagnées de celles de différents objets tels que des presses, des jeux de caractères d'imprimerie, etc. (Champigny, Castelnau-le-Lez, Grenoble, Toulouse). On conçoit aisément qu'il soit moins évident et surtout moins spectaculaire d'évoquer la transmission de renseignements... Mais d'autres activités sont encore illustrées : ainsi celles des passeurs (Toulouse) ; des cartes retracent les filières d'évasion (Besançon, Cahors) ; les officines de fabrication de faux-papiers sont également évoquées (Besançon, Nantua).

UNE SOCIOLOGIE ÉCLATÉE OÙ LE MASCULIN L'EMPORTE

Au travers de ces différentes évocations, ce sont différentes catégories de personnes qui apparaissent : ainsi les ouvriers et les mineurs à l'occasion

des grèves évoquées. Mais aussi de nombreux militaires (particulièrement à Grenoble, Nantua, Morette), des intellectuels tels que Marc Bloch, le héros de la nouvelle exposition du CHRD de Lyon ; sont également mis à l'honneur des croyants — le rôle pionnier de l'équipe de *Témoignage chrétien* est souvent mentionné, ainsi à Champigny, Lyon. Grenoble indique que des « *représentants des Églises prennent position contre la discrimination raciale* ». Le visage rayonnant du futur abbé Pierre y est également exposé. Partout, les jeunes gens sont très majoritaires. Et cette surreprésentation souligne encore le faible nombre de figures féminines présentes dans ce panthéon. Aucune femme ne figure dans les organigrammes de la Résistance présents dans de nombreux musées. Somme toute, cette absence correspond à la réalité historique, les cas d'une Lucie Aubrac ou d'une Marie-Madeleine Fourcade étant tout à fait exceptionnels. Pour autant, affirmer que l'histoire de la Résistance dans les musées se résume à une histoire d'hommes serait certainement exagéré. Peu de musées ont oublié de faire une place aux femmes ; en cela ils sont en phase avec l'évolution de la société française pour partie acquise aux revendications féministes mais aussi avec l'historiographie qui a récemment éclairé et réévalué le rôle

des femmes dans la société et particulièrement dans la Résistance*1. Ceci étant, il reste à examiner précisément comment est exposé ce rôle dans les musées. Denain, pour sa part, rend un hommage appuyé aux « femmes dans la résistance » mais sur 115 visages de résistants exposés sur les panneaux présentant les « *composantes de la résistance* », on ne dénombre que... 5 visages de femmes ; Cahors appelle lui aussi à se souvenir des « *femmes dans la Résistance : Elles furent 19, dans le Lot, à recevoir la Prestigieuse Médaille de la Résistance... 19 !! Mais elles furent 100 ! Mais elles furent 1 000 ! Mais elles furent bien plus encore, les femmes de chez nous, à se battre avec nous, pour nous, et, n'oubliez jamais... pour vous qui nous lisez, pour que nous soyons libres... aujourd'hui et... demain !...* »*2 Fort peu sont citées en tant que membres actifs de réseaux ou maquis mais Grenoble perpétue le souvenir de Marie Reynoard, un moment chef de la section iséroise du mouvement Combat, et reconstruit son appartement, siège de la réunion fondatrice ; Limoges se souvient de Thérèse Menot, ou encore de Denise Decossas qui abrita

dans son appartement une imprimerie clandestine ; Romans honore Paulette Seguret faite officier de la Légion d'honneur et décorée par le général de Gaulle pour ses actions dans la Résistance le 14 juillet... 1973 seulement. Tergnier est le seul à présenter une femme en arme : avec cette légende qui signifie à quel point ce type d'engagement resta exceptionnel : « *cette femme armée et casquée symbolise le courage des femmes engagées dans la résistance* » ; produisant un contraste saisissant, sa veste d'homme laisse apparaître une robe fleurie. Cette photographie laisse soupçonner le montage rétrospectif... Quoi qu'il en soit, en règle générale, les femmes de la Résistance apparaissent cantonnées aux tâches de liaison (Nantua ; Limoges se souvient de Gabrielle Sarre), d'infirmier (Romans rend ainsi hommage à Odette Malossane, capturée à la grotte de la Luire et morte à Ravensbrück), de secrétaire (Daisy Martin et Geneviève Fassin-Rivière au CHRD de Lyon), de renseignement, de convoyage et de passage ; l'exposition de Nantua fait preuve d'originalité en mettant en scène une femme imprimeur. Mais

*1 Margaret Collins Weitz, *Les Combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 1997 (1995) ; Claire Andrieu, « Les résistantes : perspectives de recherche », in Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 74. Christine Bard, *Les Femmes dans la société française au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, pp. 60-61.

*2 Souligné dans le document.

peu après, une scène d'intérieur est reconstituée où l'on voit une femme qui tricote pendant qu'une autre règle un poste radio... Il est exact qu'un certain nombre ont concouru au ravitaillement des maquis ne dérogeant ainsi pas aux tâches dites « ménagères » ; la nouvelle exposition de Limoges précise à ce sujet : « *Les femmes jouent un rôle essentiel dans la résistance maquisarde. Elles fournissent des repas chauds et entretiennent le linge, soutenant ainsi les jeunes recrues...* » Au total, on le voit, ces représentations muséales restituent assez parfaitement « les formes prises par la Résistance des femmes [qui] reproduisirent dans l'ensemble la division sexuelle du travail »*1. Limoges consacre d'ailleurs une part de sa toute nouvelle exposition à « *la mode et aux magazines féminins* », ce qui tranche quelque peu par rapport à l'exposition antérieure*2. Au CHR de Lyon, c'est à une femme, Andrée Gaillard, « *4 ans en 1940* », qu'il revient d'évoquer le « *rationnement* »... Est-ce encore le fruit du hasard ou la pesanteur de nos représentations genrées ? Et puis les femmes apparaissent surtout sous le statut de victime ; ainsi à Cahors, où le martyr

des femmes résistantes arrêtées est amalgamé à ceux des femmes déportées pour motif racial et des victimes civiles de la barbarie nazie (Oradour-sur-Glane) ; à Cahors également, sont assez lourdement commémorées les « **Femmes de fusillé, mères de fusillé, filles de fusillé, Qui sait leurs cauchemars tout au long d'une vie ? Qui peut imaginer l'atroce déchirure qu'elles portent au cœur, encore aujourd'hui ? Femmes de déporté, mères de déporté, filles de déporté... [...] Femmes de combattants, mères de combattants, filles de combattants...** » Par ailleurs, Cahors se distingue par l'hommage rendu aux médecins qui ont aidé la Résistance ; ce musée est encore l'un des seuls, avec celui de Saint-Brisson et celui de Limoges, à saluer expressément l'aide cruciale apportée à la Résistance par les paysans... Celui de Saint-Brisson, dans le Morvan, fait une brève allusion aux « campagnes » devenues lieux de refuge pour des réfractaires au STO, des résistants en fuite et les familles juives traquées ; concernant ces dernières, le musée s'approprie d'ailleurs le terme de « justes » pour qualifier de façon générique les sauveteurs de

Juifs dans leur ensemble, ce qui témoigne de la place acquise dans la mémoire du second conflit mondial de cette figure créée en 1953 par l'État d'Israël et plus généralement de la destruction des Juifs d'Europe de plus en plus fréquemment évoquée au travers du camp devenu emblématique de cette tragédie, Auschwitz-Birkenau*1. De fait, plusieurs musées de facture récente rendent hommage aux Justes de leur département : Limoges pour la Haute-Vienne, Grenoble pour l'Isère ; ce dernier est aussi celui qui fait la plus large place aux hommes et aux femmes, ces « justes » sans doute à jamais méconnus et qui, sans être titulaires du titre honorifique décerné par l'Institut Yad Vashem de Jérusalem ont néanmoins œuvré à titre individuel ou au sein d'organisations telle que la Cimade, au sauvetage des Juifs traqués en leur donnant refuge ou en facilitant leur mise à l'abri hors du territoire — la France est avec l'Italie l'un des pays à avoir la proportion

la plus forte de Juifs survivants*2. Dans le prolongement de l'analyse de ces éléments narratifs, on peut encore se demander si les Juifs pour leur part sont uniquement représentés en tant que victimes. De ce point de vue, une inflexion se fait jour dans les musées dits de seconde génération ayant refondu leur exposition dans les années 1980-90 pour inscrire également des Juifs dans la Résistance et ne pas les cantonner au seul statut de « victime passive ». C'est notamment le cas à Grenoble et à Besançon. Dans un panneau intitulé « *Tous unis dans un combat commun* » le second cite des ouvriers, des femmes, des intellectuels, des Juifs, des étrangers. Ces derniers sont notamment évoqués à Nantua, ou encore à Lyon qui rappelle le souvenir des FTP-MOI du groupe Carmagnole sans toutefois indiquer explicitement le rôle éminent joué par les Juifs*3. L'exposition de Grenoble est encore plus précise sur ce point et titre : « *Être Juif et résister. Directement issues de la*

*1 Claire Andrieu, « Femmes », in Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *1938-1948. Les années de tourmente de Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1995, p. 953.

*2 L'exposition antérieure comportait un panneau entier consacré à « la résistance civile », intégrant le « service social des MUR », les activités des femmes sous le titre « les femmes aussi » : « agents de liaisons, service social, agents saboteurs, distributions de carte d'alimentation, envois de colis aux prisonniers »...

*1 Grenoble, Toulouse, Limoges ; ce dernier insiste sur les évolutions des régimes mémoriels soulignant la longue minoration « du poids de la Shoah ». Sarah Gensburger, *Essai de sociologie de la mémoire. L'expression des souvenirs à travers le titre de « juste parmi les nations » dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, Thèse EHESS, 2006 (dir. Marie-Claire Lavabre).

*2 Claire Andrieu, « Le sauvetage, une notion renouvelée », in Jacques Semelin, Claire Andrieu, Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. op.cit.*, p. 507. Yad Vashem a distingué 2000 justes français. Jacques Semelin, *Persécutions et enlaides dans la France occupée, Comment 75 % des Juifs en France ont échappé à la mort*, Paris, Les Arènes-Le Seuil, 2013.

*3 La précision est apportée dans le catalogue de l'exposition : Isabelle Doré-Rivé (dir.), *Une ville dans la guerre. Lyon 1939-1945. Les collections du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation*, Lyon, Fage Éditions, 2012, pp. 86-89.

communauté juive, des organisations, nombreuses en Isère, peuvent être regroupées selon trois objectifs : l'aide sociale et le secours aux enfants, la sauvegarde de la religion, de la tradition et de la mémoire juive et la lutte armée... » Un peu plus loin, le musée évoque les FTP-MOI : « (Francs tireurs et partisans-Main d'œuvre immigrée). Issue du Parti communiste [...]. En août 1942, les FTP-MOI sont organisés en vue de la lutte armée (sabotage, guérilla urbaine) [...]. Sont principalement composés de combattants polonais, hongrois, roumains et italiens, pour la plupart juifs. [...] Le groupe Liberté, à Grenoble, est l'auteur d'un nombre impressionnant d'attentats et de sabotages, tout particulièrement de septembre 1943 à mars 1944. ». L'exposition rappelle entre autres l'engagement de Nelly Waltzman, née en Belgique de parents juifs polonais ou encore celui de Marianne Cohn, militante des Jeunesses sionistes de la zone sud et fusillée en juillet 1944 (également commémorée à Morette)... Résistantes, juives et femmes.

QUESTION DE DATATION : LES « ENTRÉES EN RÉSISTANCE »

Quelles que soient les formes revêtues concurremment et/ou suc-

cessivement par la Résistance, on retiendra également leur grande concordance avec l'agenda de la guerre mondiale scandé par de « grandes dates-clés » telles que celles du 18 juin 1940, du 22 juin 1941, du 6 juin 1944, etc. Nettement, la datation des « entrées en résistance » constitue le premier point délicat de toute exposition : en effet, les repères chronologiques retenus (ou pas) structurent le contenu du récit muséal ; et tout dépend si l'on aborde la résistance « d'en haut », c'est-à-dire du point de vue des institutions ou des organisations que sont notamment les partis, les syndicats, l'armée ou des mouvements progressivement institutionnalisés comme celui de la France Libre, ou « d'en bas », c'est-à-dire du point de vue des individus, des groupes plus ou moins informels souvent révélés à eux-mêmes, progressivement, par les circonstances. Au-delà des liens évidents pouvant exister entre les multiples formes de résistance et l'agenda de la guerre mondiale, quelle place est faite aux uns et aux autres*1 ? Très clairement, l'intégration au petit groupe héroïque des « premiers résistants » n'est pas sans portée politique et sociale

durant les décennies qui suivent tant l'antériorité du geste se révèle gage de capital symbolique, social et politique pour l'après-guerre*1. De ce point de vue, la prime est emportée par les Français Libres et leur chef. Dans la mémoire française telle qu'exposée dans les musées visités — comme d'ailleurs dans nos manuels scolaires —, l'Appel du 18 juin 1940 marque généralement la date du refus premier, significatif et public de la défaite et de l'Occupation, « l'aube de la Résistance » selon les termes employés à Nantua ; Cahors affiche l'Appel à l'extérieur près de l'entrée. Grenoble qui cultive son approche didactique précise : « Les FFL [sont] des résistants français qui se battent contre l'Allemagne à l'extérieur de la France » ; « Des quatre coins du monde, des Français rallient la France Libre »... Au passage, notons que Champigny se distingue en mettant sur le même plan l'Appel du 18 juin et l'appel du Parti Communiste français (PCF) lancé au « Peuple de France » en juillet 1940, un parallèle pour le moins hasardeux tant la ligne politique

du parti était alors schizophrène*2. Pour autant, dans tous les musées considérés, à l'exception notoire et assez incompréhensible de celui de Royallieu-Compiègne, cette date du 18 juin ne fait pas problème et est généralement rappelée comme la date, de facto, du début de la Résistance organisée depuis Londres par le général de Gaulle, créateur de la France Libre*3.

L'ÉPINE DANS LE PIED MÉMORIEL DES COMMUNISTES

Concernant la résistance intérieure, particulièrement communiste, la question est en revanche beaucoup plus délicate compte tenu du rôle primordial mais aussi fortement controversé joué par le PCF à la veille de la guerre et au tout début de celle-ci. Il est nécessaire de rappeler ici que le PCF, tout au moins sa direction nationale et la plupart de ses cadres se sentent — jusqu'à l'invasion de l'URSS par les armées d'Hitler le 22 juin 1941 — tenus envers les troupes d'occupation à la réserve imposée à tous les partis inféodés à Moscou

*1 Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2009, chap. XI « Destinées d'après-guerre », p. 297 et ss. Cela serait beaucoup moins vrai pour les membres de la Résistance intérieure, Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, op.cit.

*2 Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres de la Libération à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2010, p. 100-101. Et O. Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, op.cit., pp. 48-49.

*3 Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre résistance*, op.cit.

par le Pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939*1. De fait, bien peu de musées français oublient de mentionner la signature du Pacte germano-soviétique, véritable épine politique dans le pied mémoriel des communistes*2 ; mais il y a plusieurs manières de le faire. Certains, comme le Musée de Morette, établissent un lien direct pour ne pas dire causal entre cette signature et l'implication de la France dans la guerre consécutive à l'invasion de la Pologne par les armées d'Hitler ; il n'est pas le seul : à Grenoble, le rappel du Pacte a beau être précédé par celui de « l'acceptation du démembrement de la Tchécoslovaquie » par la France et la Grande-Bretagne, il est bien censé avoir permis à Hitler, « ainsi protégé à l'est », d'« engager la guerre à l'ouest ». Le même nouement causal se retrouve à Toulouse. Pourtant, ainsi que l'illustrent d'autres expositions, d'autres mises en contexte de la signature de ce document important sont possibles : ainsi au Musée de la Résistance nationale de Champigny, dont la création doit beaucoup aux anciens résistants communistes et à leurs associations, une photographie

montre Ribbentrop et Molotov signant le Pacte sous l'œil de Staline ; mais, fort significativement, elle est encadrée par un jeu de photographies illustrant toutes les autres signatures de pactes du même type réalisées antérieurement par tous les pays voisins de l'URSS... ; dans le même ordre d'idées peuvent aussi être relevées certaines absences : aucun des musées visités ne mentionne ni l'accord franco-allemand de non-agression du 6 décembre 1938*3, gage d'apaisement entre les deux nations, ni les attermolements des « démocraties » française et britannique devant l'offre d'alliance proposée par Staline à la France et à la Grande-Bretagne en avril 1939, offre encore discutée, non-acceptée sans être repoussée dans les jours décisifs d'août 1939... À nouveau, seul Champigny se distingue en faisant une brève allusion à ces négociations qui s'apparentèrent surtout à un jeu de poker menteur. Notons que ce musée est aussi le seul du corpus à rappeler que « Le gouvernement Daladier fait préparer la guerre contre l'URSS » et à exposer des « [...] extraits des projets d'attaque dressés par l'état-major,

22 février 40 ». Grenoble, Toulouse et Limoges rappellent aussi que la répression contre les communistes débuta dès septembre 1939 avec les « décrets Daladier »... Par ailleurs, si le Musée de Besançon évoque lui aussi le Pacte, il est un des rares à y adjoindre la transcription des articles 1 et 2 du fameux « protocole secret »*1 réglant le sort et le partage de la Pologne entre les deux signataires ; mais il ne manque pas d'inscrire le Pacte dans le temps diplomatique long et évoque de façon circonstanciée les accords de Munich et leurs conséquences désastreuses. L'exposition de Romans, qui est, rappelons-le, la plus ancienne du corpus rassemblé (1974), indique également la « signature du Pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne prévoyant le partage de la Pologne, l'annexion soviétique de la Lettonie, de l'Estonie, de la Lituanie et de la Finlande ». Mais contrairement à celle de Besançon, elle le fait avec des accents un peu datés et sentant bon la Guerre froide, reprenant à son compte cette expression issue d'un ouvrage d'historien : « La France, sentinelle sacrifiée du monde atlantique »*2... À Nantua, le Pacte est signalé pour souligner l'attitude paradoxale du

Parti communiste français qui d'un côté dénonce « une guerre impérialiste qui ne concerne pas les ouvriers » et en même temps « prône la libération du territoire national. [...] L'invasion de l'URSS clarifie sa position ». Dans la nouvelle exposition de Limoges apparaît ce panneau intitulé « **La lutte contre l'ennemi intérieur**. Le régime pétainiste entend lutter contre l'ennemi intérieur français, en pourchassant Juifs, communistes et francs-maçons. Entamée par le gouvernement Daladier suite au Pacte germano-soviétique, la traque des communistes est facilitée par la stratégie du PCF qui, tout en dénonçant l'État français, ménage de longs mois l'Allemagne hitlérienne [...]. **La stratégie du PCF**. Suivant les consignes de Moscou, le Parti communiste français s'abstient jusqu'en 1941 de condamner l'Allemagne nazie, appelant même les travailleurs parisiens à fraterniser avec l'occupant, négociant avec Otto Abetz la réparation de l'Humanité. Critiquant en revanche Vichy, il privilégie l'action revendicative, menée tant dans les entreprises que dans les municipalités... »

Bien sûr, et bien que la lutte engagée par le PCF contre le régime de Vichy ne puisse être réduite à

*1 Jean-Pierre Azéma, « Le Pacte germano-soviétique », in Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), 1938-1948. Les années de tourmente de Munich à Prague. Dictionnaire critique, op.cit., pp. 993-1002.

*2 Le Musée de Saint-Brisson est de ceux-là.

*3 Jean-Baptiste Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, Paris, Dalloz, 1974 (6^e édition), p. 226.

*1 Protocole évoqué également à Royallieu.

*2 Pierre Miquel, La Seconde Guerre mondiale, Paris, Fayard, 1986.

« l'action revendicative », tout est vrai dans ce que disent ces différents musées. Pour autant, le rappel de faits réels sans mise en perspective ne suffit pas à produire un récit conforme à la réalité sociale et politique du moment. Les communistes ont bien été parmi les premiers à combattre Vichy qui le lui rendait bien... Ne se sentaient-ils pas un peu seuls alors ? Observons au passage que bien peu de narrations ont pris le même soin à décortiquer le rôle longtemps trouble d'une autre internationale, l'Église de Rome et ses cadres français... Besançon est un des seuls à préciser que : « *Jusqu'aux arrestations massives des Juifs en 1942, l'épiscopat français constitue l'un des principaux soutiens de la Révolution Nationale et du Maréchal Pétain* ». Et alors que cette question était fermement abordée dans la précédente exposition du CHRD de Lyon, elle a quasiment disparu de la nouvelle... Tel n'est pas le cas à Grenoble ou encore à Toulouse, siège il est vrai de l'archevêché tenu par Mgr Saliège, l'auteur de la fameuse lettre pastorale condamnant les persécutions antisémites en août 1942. Toulouse et Cahors exposent la lettre et sa copie. On s'aperçoit donc qu'aujourd'hui, il est des « compromissions » moins condamnables qu'hier. Pourtant, le long silence de l'Église de France, comme le réveil

tardif de certains prélats, n'ont pas été sans effet sur le comportement des Français.

Au total, et si l'on n'y prend garde, la réduction du rôle des communistes à celui de son organisation partisane pourrait déboucher sur l'occultation du souvenir des militants communistes, qui, à titre individuel – et comme beaucoup d'autres personnes qui d'ailleurs n'avaient aucun lien avec un quelconque parti – sont entrés en résistance et dans la clandestinité bien avant l'invasion de l'URSS. Disons d'emblée qu'une telle occultation ne pouvait avoir lieu à Limoges où le héros local, maquisard particulièrement précoce et libérateur du Limousin, est absolument incontournable, bien que communiste ; mais c'est là où la notion de discours « en mode majeur » et « en mode mineur » s'avère particulièrement utile au décryptage ; en mode majeur, par leurs gros titres et leurs panneaux d'information générale, les musées proposent généralement ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme les lignes de force de leur récit et du message qu'ils souhaitent transmettre ; le panneau cité plus haut se rattache à ce mode de discours en mode majeur, qui ici stigmatise l'attitude du PCF ; mais, en dépit de cette focalisation de l'attention du visiteur sur l'attitude de la direction

du parti, de nombreux contrepoints sont bien présents sous forme de panneaux consacrés à quelques personnalités marquantes, rapportant des anecdotes et des faits de portée limitée ou locale ; de proche en proche, et pour qui prend le temps est ainsi distillé un discours en mode mineur venant compléter et nuancer le propos majeur qui par fonction et visée éditoriale peut sembler trop souvent simplificateur*1 ; comme l'explique l'un des deux co-auteurs lors de l'inauguration de la nouvelle exposition : « [...] Le musée veut rendre compte de la complexité de la période : tous les communistes n'ont pas été des résistants de la première heure, des élus socialistes ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, une partie de la droite s'est reconnue dans le Maréchal... »*2 ; aussi apprend-on à Limoges qu'« *En août 1940, Georges Guingouin, instituteur à Saint-Gilles-Forêts, rédige un "Appel à la lutte". [...] il entend d'abord expliquer la situation aux militants communistes désorientés par le Pacte germano-soviétique. Mais il appelle aussi à la*

Résistance. Se révèle un leader de premier plan qui entend immédiatement entamer la lutte contre "Pétain, vieillard revenu en enfance". » Le panneau suivant précise encore : « *Le premier maquisard. Georges Guingouin a reconstitué le réseau communiste du secteur d'Eymoutiers et récupéré le matériel d'impression dissimulé suite à l'interdiction du PCF. Il imprime plusieurs tracts à la ronéo et fournit des papiers aux militants recherchés. En février 1941, menacé, il passe à la clandestinité et se réfugie à la ferme du Mouret chez les Bourdarias. Il finit par prendre le maquis devenant pour les uns "le fou qui vit dans les bois", pour les autres le "premier maquisard".* » Il est amusant de constater que sur aucun support Guingouin n'est lui-même qualifié de militant communiste ! Sans doute, les habitants de la région – d'un certain âge ou plus sûrement d'un âge certain – connaissent-ils ce fait, mais les plus jeunes, et surtout le visiteur extérieur, doivent le déduire de leur lecture supposée continue et attentive. Évoquant ensuite la

*1 Dans une certaine mesure, on peut penser que ce discours en mode mineur constitue un compromis avec l'ancien discours des « témoins » auteurs de la première exposition et permet de ne fâcher personne. D'ailleurs, on retrouve ici mobilisés certains artefacts provenant de l'ancienne exposition, des photographies notamment. Le discours en mode majeur vise singulièrement les publics scolaires qui y retrouvent une sorte de manuel de substitution.

*2 Propos tenus par Olivier Wieviorka, le 25 janvier 2012, rapportés dans Les Amis du Musée de la Résistance de Limoges, *Per Lou Grand*, bulletin n° 89- Année 2012, p. 3. La ville de Limoges a aussi fait appel à Pascal Plas, spécialiste de l'histoire du Limousin durant la Seconde Guerre mondiale, actuellement chargé de mission au Centre de la Mémoire d'Oradour-sur-Glane.

« **Naissance de la résistance** », l'exposition limougeote indique cinq dates-clés qui font encore la part belle aux non-communistes, gaulistes notamment : « août 1940 : Henri Fresnay pose les bases du mouvement Combat ; décembre 1940 : Christian Pineau publie le premier numéro de Libération (nord) ; 15 mai 1941 : Fondation du Front national ; 1^{er} janvier 1941 (sic)*1 : Jean Moulin parachuté en zone sud ; novembre 1942 : création d'un comité de coordination des mouvements en zone sud » ; deux « résistances » sont ensuite distinguées : « [...] Répondant à l'appel du général de Gaulle, quelques milliers d'hommes et de femmes veulent combattre en Angleterre et forment les Forces Françaises libres (FFL). D'autres préfèrent en revanche lutter en métropole. Les uns construisent leur action sur le plan militaire, fournissant des renseignements à Londres, favorisant l'évasion de soldats alliés, sabotant la machine de guerre allemande ; les autres privilégient une action civile, diffusant une presse d'opposition ou protégeant les hommes et les femmes que traquent les services répressifs — Juifs, communistes, socialistes, républicains... Cette première résistance

reste cependant ultra-minoritaire*2. Car si les Français refusent dans leur masse l'occupation et la collaboration, beaucoup accordent encore leur confiance au Maréchal Pétain et bien peu sont prêts à s'engager dans la lutte clandestine. » Si les mots choisis ont du sens, et ils en ont certainement pour les narrateurs, le souci d'imprimer dans les esprits et la mémoire contemporaine la faiblesse numérique des premiers résistants est ici patent et mérite à ce titre d'être relevé ; il correspond en effet assez bien à la vulgate historiographique décrite et dénoncée notamment par Pierre Laborie, consistant à démonétiser le rôle et le nombre des résistants*3 ; sous couvert d'historicisation, cette tendance suppose également que tout un chacun(e) avait le choix de s'engager, et de prendre les armes. Or, c'est un acquis fondamental et déjà ancien des sciences sociales que d'avoir montré que les « dissidents actifs », et quelles que soient les circonstances, sont toujours une minorité proche de 5 % des populations concernées. La proportion d'engagements selon les catégories sociales est en outre étroitement liée à deux facteurs primordiaux : le

coût de l'action pour les individus et leurs proches et le niveau de la domination sociale pesant sur ceux-ci*1. Et puis cette interprétation réductionniste sous-estime la portée symbolique, l'impact social et politique, notamment le retentissement — sur les consciences anesthésiées par la défaite, les deuils, les séparations et les difficultés de la vie quotidienne — de ces engagements précoces qui en appelèrent d'autres à leur suite. Tous les musées n'éprouvent cependant pas cette difficulté à dire la part prise par les communistes dans la Résistance. Selon Champigny, « Trois organisations structurées » apparaissent pour la période 1940-1942 : « La France Libre, Le musée de l'Homme, le PCF » ; cette affirmation qui se place ici sur le plan institutionnel ne s'embarasse guère de périodisation fine et peut faire problème, selon notamment que l'on distingue, ou pas, la résistance à l'occupant et l'opposition au régime de Vichy... Volontairement, Champigny amalgame les deux. Idem à Cahors pour lequel, les « Principaux initiateurs de la Résistance intérieure » sont : « Organisation secrète Parti communiste ; Armée

d'armistice ; Parti socialiste ; Parti radical ; CNR et Comité d'action (Comac) »... À Tergnier, toutefois, le musée échappe au discours simplificateur en s'attachant à distinguer l'attitude du parti communiste de celle de nombre de ses militants : « Pendant l'été 1940, le Parti communiste français cherche encore sa voie entre neutralisme, attentisme et opportunisme politique. [...] Mais beaucoup de membres antifascistes convaincus recréent dans la clandestinité des instruments de lutte contre l'occupant et le régime de Vichy. Dès octobre 1940, sous l'impulsion de Benoît Frachon, Charles Tillon ou encore Rol-Tanguy, l'Organisation Spéciale (OS) et des comités populaires se créent, regroupant des communistes et des syndicalistes. » ; les personnalités communistes citées figurent ici en tant que « premiers résistants » aux côtés du général Delestraint, de Pierre Brossolette, D'Estienne d'Orves, Henri Frenay ou encore Boris Vilde, ethnologue au Musée de l'Homme... Selon les régions concernées, selon l'appartenance idéologique des premiers créateurs de musées, selon surtout les représentations du parti communiste

*1 Il s'agit d'une erreur : Jean Moulin a été parachuté le 2 janvier 1942.

*2 C'est moi qui souligne.

*3 Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation*, op.cit.

*1 Mancur Olson, *The Logic of collective Action. Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge (É.-U.), Harvard University Press, 1965. Pour une étude plus récente, Hugues Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2006, p. 100. Voir aussi François Marcot, « Combien étaient-ils ? », in *id.* (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006, pp. 339-342.

aujourd'hui dominantes dans notre société et chez les concepteurs des narrations muséales, la place dévolue aux communistes dans les musées de la Résistance varie. De ce point de vue, un cas extrême est ici présenté par le musée de Castelnau-le-Lez dont l'exposition est entièrement dédiée à La France Libre, à son chef – dont le portrait apparaît plusieurs dizaines de fois tout au long du parcours ! – et aux maquis locaux non-communistes. Il est clair que la teneur des expositions témoigne de la persistance de certains clivages politiques locaux parfois plus aigus que les oppositions nationales, et que d'autres passés douloureux jouent sur les cicatrices du passé résistant : pour Castelnau, l'influence de Robert Bonnafous, premier narrateur véritable du musée, est patente. Cet ancien résistant s'engagea après la Libération dans l'armée, et trouva en Indochine la source d'un profond anticommunisme dont l'exposition porte la trace, en creux.

AUTRES CLIVAGES

Mais une autre question, celle des modes d'action, peut également s'avérer tout aussi clivante jusqu'à nos jours. Fallait-il en effet se contenter de se préparer pour le grand jour de la Libération promise ou bien fallait-il harceler l'ennemi,

partout, sans attendre un hypothétique débarquement, au risque de susciter des mesures de représailles ? Parmi les musées visités, deux musées seulement abordent véritablement cette question mais à front inversé : Champigny et Royallieu, deux musées de la banlieue parisienne. Le premier, émanation d'associations d'anciens résistants de toute obédience mais à très forte représentation communiste, pose la question en ces termes : « *Attentisme ou action immédiate ?* » ; en-dessous est présentée une photographie prise au maquis des Glières lors d'un lever des couleurs assortie des précisions suivantes : « *Les nombreux petits maquis actifs de Haute-Savoie reçoivent de Londres l'ordre, fin 1943, de se rassembler dans une zone facile à défendre pour créer un abcès de fixation. Cette première expérience de gros maquis finit tragiquement : 465 combattants (AS et FTP) sont décimés en mars 1944 par les GMR, les Miliciens et la Wehrmacht réunis.* » En-dessous encore, cette remarque révélant divergences et ressentiments datant de l'époque de la guerre : « *La résistance manque cruellement d'armes ; les parachutages sont insuffisants et souvent destinés aux organisations attentistes* » ; sur le même panneau figurent « *Deux textes révélateurs de la doctrine attentiste du BCRA : "Nous*

devions être prêts pour le Jour J" (Le Colonel Rémy à Pierre Villon, octobre 1942) ; "L'armée secrète devait se préparer pour intervenir le Jour J en concordance avec le plan de débarquement et éviter de procéder à des attaques actuelles d'objectifs ennemis" (Instructions transmises en avril 1943 par le général Delestraint, chef de l'AS, au nom du BCRA) » ; toutefois, une autre critique d'ordre stratégique perce sous celle de « *l'attentisme* » du BCRA : celle de la constitution des « *gros maquis* », fixes et peu mobiles, conçus sur le modèle des armées régulières. Londres privilégia longtemps ce dernier modèle qui aboutit notamment aux désastres des Glières, du Vercors et du Mont Mouchet. Notons au passage que le musée de Grenoble dresse, lui aussi, un bilan fort mitigé des « camps » militarisés : « *La plupart de ces camps ne résiste pas à l'hiver 1943-1944.* » Sont *a contrario* soulignées l'activité et l'efficacité d'autres unités de l'Armée secrète, les Groupes Francs de l'Isère, qui harcèlent l'occupant dans les vallées, sabotent les infrastructures ferroviaires, et se déplacent sans cesse afin de peser le moins

possible sur les populations civiles, qu'il s'agisse des charges de ravitaillement ou des risques de représailles encourus. Beaucoup moins équilibrée est la présentation de Royallieu ; créé en partie à l'initiative du sénateur-maire Philippe Marini*¹, celui-ci ne se contente pas de prendre l'exact contre-pied de Champigny dont le projet se veut beaucoup plus œcuménique*². Curieusement, après avoir longuement distrait le visiteur invité à suivre – images d'actualité à l'appui, un écran par voyage ! – les nombreux déplacements en province du Maréchal Pétain, mais sans avoir aucune-ment, jusque-là, ni présenté les différentes composantes de la Résistance, ni les raisons politiques pour lesquelles des hommes, et notamment des communistes, furent internés, fusillés ou déportés *Nacht und Nebel*, l'exposition passe directement à ce qui est ici appelé « **La politique des otages***³ ». Un panneau est pourtant intitulé « *Résistance à l'occupant* », mais il se contente de signaler : « *Juillet 1941. Dans une note interne, les Allemands comptabilisent 54 "actions terroristes" pour le seul*

*¹ Sénateur de l'Oise, appartenant au courant Droite populaire de l'UMP.

*² Voir *Notre Musée. Revue de l'association du Musée de la Résistance nationale*, n° 200, octobre 2011, pp. 4-5.

*³ On peut retrouver le récit et tous les documents présentés dans le parcours historique dans le catalogue de l'exposition : *Le camp de Royallieu (1941-1944). De l'histoire au mémorial. Textes et documents réunis par Christian Delage*, 2008.

mois de juillet, signe d'une résistance active à l'occupant. » Cette mention est accompagnée d'un diagramme allemand emprunté aux archives du Mémorial de la Shoah établissant le nombre d'attentats et de sabotages comptabilisés par le commandement militaire allemand de juillet 1941 à février 1942. Toutefois, ce que l'exposition met en exergue, ce sont les attentats communistes et leurs conséquences tragiques en termes de représailles : « 21 août 1941. En plein Paris, un sous-officier allemand de la Kriegsmarine, l'aspirant Moser, est assassiné. L'aspirant de marine Alfred Moser est tué sur le quai de la station de métro Barbès-Rochecouart, par un commando dirigé par Pierre Georges, le futur colonel Fabien... » ; certes, Royallieu n'est pas le seul à réduire les effets des attentats aux représailles et à « l'exécution » d'otages ; la nouvelle exposition de Limoges le rejoint sur ce point jusque dans les termes employés. Mais Royallieu va beaucoup loin dans sa volonté de stigmatiser ce moyen de lutte – le seul présenté –, ce qui n'est pas le cas à Limoges. À Royallieu, la focalisation sur les attentats et leurs suites réduit de la manière la plus caricaturale qui soit la « résistance à l'occupant » aux seuls attentats communistes intervenus

après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne ; dans la section précédente, l'exposition fait d'ailleurs de cette invasion le « tournant » de la lutte menée par les occupants secondés par la police de Vichy contre les communistes. Mais comment comprendre pourquoi les geôles et les camps sont déjà pleins de communistes ou supposés tels destinés à devenir des « otages », si l'on n'évoque pas auparavant les activités militantes – certes visant Vichy prioritairement, mais aussi et de manière croissante l'occupant – qui ont largement précédé l'invasion de l'URSS et entraîné le développement de la politique répressive ? Le musée-mémorial persiste dans son propos et préfère rappeler « l'Avis » lancé à la population française par le commandement militaire allemand : « [...] En cas de nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte criminel commis sera fusillé... » ; avis non suivi d'effet comme on le sait : « Après un nouvel attentat, [...] le MBF*1 ordonne l'exécution de 3 otages. Hitler veut 100 otages exécutés par soldat allemand assassiné » ; survient alors le rappel d'une autre affaire qui concerne d'assez loin Royallieu : « Les Français choqués. Octobre 1941. L'assassinat de deux officiers allemands, à

Nantes et à Bordeaux, marque un tournant décisif dans la politique de répression. Trois résistants communistes venus de Paris assassinent le lieutenant-colonel Holtz à Nantes, le 20 octobre 1941. Les Allemands relèvent 200 noms dans la liste des internés du camp de Choisel, à Châteaubriant, Loire Atlantique. De leur côté, les services du ministre de l'intérieur du gouvernement de Vichy, Pierre Pucheu, établissent une liste de 61 personnes, des communistes en majorité, considérées comme les plus dangereuses : 17 des 27 otages qui vont être exécutés sont choisis dans cette liste. Parmi les victimes se trouvent Charles Michel, ancien député communiste du 15^e arrondissement de Paris, Jean-Pierre Timbaud, secrétaire de la Fédération des métaux CGT de la région parisienne et Guy Môquet, jeune militant communiste de 17 ans. Ces fusillades, auxquelles s'ajoutent celles ordonnées après l'assassinat du conseiller de guerre Reimers, à Bordeaux, suscitent une grande émotion dans le pays. » S'agissait-il pour le concepteur de l'exposition*1 et son mandataire politique de communier avec le nouveau

président de la République d'alors, dans son instrumentalisation grossière de la lettre de Guy Môquet*2 ? La question peut être posée puisque la lettre ne manque pas, effectivement, d'être reproduite... Il est également intéressant, au passage, de relever les termes choisis pour décrire ces événements dramatiques : les occupants tués par les résistants ne sont pas « exécutés » mais « assassinés » – selon les termes mêmes de l'occupant et de Vichy – alors que dans le même temps, les otages ne sont pas « assassinés » mais « exécutés » – encore une fois, selon les termes mêmes des oppresseurs*3. La reprise sans précaution de ce vocabulaire pourtant fortement connoté criminalise et délégitime ce type d'actions résistantes. On se demande quel peut être le but poursuivi par ces mauvais jeux de mots et cette réduction de la Résistance aux seuls attentats individuels. Mais citons encore cette phrase sentencieuse qui suit immédiatement la fameuse « dernière lettre » de Guy Môquet : « Tout en tentant de mobiliser les Français contre l'occupant, de

*1 Commandement militaire allemand en France.

*1 L'historien Christian Delage.

*2 Pierre Schill, « Guy Môquet », in Laurence de Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich (dir.), *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'Histoire de France*, Marseille, éditions Agone/CVUH, 2008, pp. 133-136. La figure de Môquet est également évoquée à Tergnier mais sans reproduction de la lettre.

*3 Dans une récente émission de sa *Fabrique de l'Histoire* sur l'antenne de France Culture (31 janvier 2013) consacrée au dernier livre d'Olivier Wieviorka, Emmanuel Laurentin reprend d'ailleurs ces mêmes termes : « aller assassiner un officier allemand sur un quai de métro... »

Gaule est néanmoins hostile aux attentats individuels visant les Allemands considérant qu'ils entraînent d'inutiles massacres »... S'exprime ici l'idée que l'emploi de la violence n'est légitime qu'à condition d'être autorisée par les institutions et ceux qui prétendent les représenter. Ce point de vue est précisément celui défendu aujourd'hui par certains historiens pour lesquels de tels actes étaient « inutiles et dangereux avant 1944 »*1. Dangereux ils l'étaient certainement, à la fois pour leurs auteurs et les otages victimes des représailles. Mais leur « inutilité » politique reste à démontrer. De fait, et revenant à Royallieu, on peut se demander si, en définitive, toute cette construction n'a pas qu'un seul objectif : déconsidérer la résistance communiste dans son ensemble et le Parti qui, bien que très affaibli, en porte encore aujourd'hui la mémoire*2 ; en réalité, l'exposition de cet ancien camp d'internement qui a pourtant accueilli tant de résistants ne dit rien de ce que fut la résistance intérieure, rien de ce que furent ses différents modes d'actions ; il faut sortir des salles d'exposition, parcourir les

allées du jardin de l'ancien camp de Royallieu, s'arrêter (s'il ne pleut pas) auprès de bornes audio au hasard de tel ou tel témoignage sollicité pour entendre évoquée telle ou telle activité de résistance. On imagine l'efficacité d'un tel dispositif auprès d'une classe de lycéens aussi frigorifiés que leur professeur(e)... Un tel effacement est d'autant plus problématique qu'il apparaît dans un musée de toute dernière génération disposant des dernières « trouvailles » technologiques. Témoigne-t-il de ce nouveau régime mémoriel où il est devenu de bon ton de diminuer à tout prix les mérites des résistants*3 ? Annonce-t-il le régime mémoriel des prochaines années ? Il est trop tôt pour le dire. En tout état de cause, retenons tout de même que Champigny comme Royallieu, bien que dans des styles opposés, ont au moins le mérite de jeter un peu de lumière sur les divisions qui opposèrent effectivement différents courants de la Résistance notamment sur la stratégie à mettre en œuvre pour hâter la libération, autant de divisions que la

*1 Olivier Wieviorka, *La fabrique de l'histoire* (France Culture, 31 janvier 2013). Peu attentif au sens des mots, l'historien utilise le terme « assassina » pour qualifier l'attentat perpétré par Pierre Georges (Fabien) le 21 août 1941 dans le métro parisien, puis le terme « exécuta » concernant l'attentat de Nantes... Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, op.cit., pp. 143-144.

*2 En date du 26 mai, le journal *l'Humanité* est un des seuls à commémorer le programme du CNR.

*3 Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation*, op.cit.

célébration unanime de l'unité de la Résistance sous la houlette consensuelle du martyr Jean Moulin a généralement tendance à occulter. En creux, pourtant, ces divisions sont parfois reconnues comme ici par le musée de Saint-Brisson lorsque celui-ci rappelle, en mode mineur, la signature des accords d'Ouroux entre FFI et FTP intervenus le 4 août 1944 : « le texte prévoit : 1) pas d'attentisme ; 2) pas d'anticommunisme et en contrepartie pas de communisme ; 3) suivre les conseils de De Gaulle et répudier Vichy au même titre que les Allemands ; 4) un représentant FTP est attaché à l'état-major. Trois zones du département sur les huit existantes sont commandées par trois chefs FTP... »

« PORTÉ DISPARU » : LE PROGRAMME DU CNR

Mais il est d'autres effacements sur lesquels on ne peut ici que brièvement attirer l'attention. La Résistance ne se réduit pas à la lutte contre l'occupant et le régime de Vichy. Or, qu'ont fait les musées des aspirations sociales et politiques fortement présentes dans certaines mouvances de la Résistance ? Où est passé le programme du CNR ?

On peut le dire assez nettement : bien peu de musées abordent cette dimension de la lutte. Et celui qui lui

accorde la place la plus notable est celui de Toulouse, émanation du département de la Haute-Garonne, en terre socialiste.

Dès l'entrée, le musée départemental de Toulouse expose le « Manifeste » publié en avril-mai 1944 par *Libérer et Fédérer*, organe d'un mouvement socialiste-révolutionnaire éponyme né à Toulouse et implanté dans sa région ; sous le titre « L'insurgé », trois paragraphes évocateurs scandent le manifeste : « La victoire ne résoudra pas tous les problèmes... [...] La reconstruction de la France devra se faire au profit du peuple... [...] Gagner la guerre et gagner la paix... » En les parcourant, le visiteur peut appréhender la teneur d'un véritable programme de transformation sociale et politique : « Si demain les maisons sont rebâties pour être livrées aux propriétaires vau-tours, si les usines sont reconstruites pour redevenir les bagnes de la classe ouvrière, si l'économie française n'est relevée que pour replacer la paysannerie sous le joug des intermédiaires capitalistes, si enfin la vie politique du pays ne retrouve son rythme normal que pour permettre le retour au pouvoir des politiciens démagogues et incapables de l'ancien régime, à quoi auront servi les sacrifices de tous ceux qui sont morts dans les Flandres et en Afrique, qui tombent chaque jour en Italie et dans les maquis, qui subissent en

Allemagne la déportation, qui souffrent ou agonisent dans les camps de prisonniers, dans les geôles de Vichy ou de la Gestapo ? Non seulement les exploitants traditionnels du peuple seraient les seuls bénéficiaires de la paix, mais la France, entre les mains de ceux qui l'ont toujours trahie, divisée et affaiblie, se trouverait définitivement reléguée au rang de nation de seconde zone... »

Dans ce même musée, et comme en complément, un panneau évoquant les combats pour la libération est intitulé : « *Les aspirations sociales* » : « *Au-delà de leur combat militaire contre Vichy et l'occupant, les Résistants ont mûri un projet politique et social dans la clandestinité. De fait, les aspirations de changement sont revendiquées par la population, chacun appelle de ses vœux une "nouvelle société". Signés dès le 13 septembre, les "Accords de Toulouse" préfigurent la future organisation de la production dans les usines. L'élan et la volonté de changement sont alors les meilleures armes d'une région qui sort meurtrie de la tourmente.* » ; une copie de *La République du Sud-Ouest* datée du 15 septembre 1944 salue également les avancées sociales obtenues par les ouvriers de l'industrie aéronautique : « *Toulouse à l'avant-garde du progrès social. [...] Dès la libération de notre ville, des pourparlers s'engageaient entre patrons, ouvriers et représentants des syndicats intéressés...* »

Par contre, on ne trouve pas trace à Toulouse du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) du 15 mars 1944 ; d'ailleurs, sur la quinzaine d'établissements visités, à l'exception notoire du musée de Besançon qui l'expose intégralement et en pleine lumière, et du CHRD de Lyon qui, lui, le consigne dans une borne audio bien peu visible au visiteur pressé, aucun musée ne juge utile d'en transmettre le souvenir. Faute d'avoir mené une enquête spécifique sur ce point difficile à interpréter, on ne peut que s'étonner d'un tel oubli quasi généralisé.

En même temps, force est de constater que l'effacement quasi général des dimensions sociales et politiques de la Résistance coïncide avec l'esprit dominant de notre temps si soucieux de fabriquer du « consensus » et de la « pacification sociale », pour mieux obtenir « le consentement » nécessaire à l'application des politiques de régressions sociales et de renoncements démocratiques en cours. De ce point de vue, pour leur part et à leur manière, en effaçant notamment des mémoires les attentes sociales et politiques pourtant portées par de nombreuses franges de la Résistance au sortir de la guerre, les musées dépositaires de l'histoire et des mémoires résistantes semblent accompagner ce mouvement de désinvestissement

idéologique qui traverse notre société. Bien sûr, que les musées – en tant qu'objets culturels – n'échappent pas à l'idéologie dominante de leur temps ne constitue pas une surprise. Mais précisément, les musées de la Résistance sont-ils des objets culturels comme les autres ? Par ce lissage politique, ne brouillent-ils pas leur message initial appelant à la vigilance et à la « résistance » ? Conçus à l'origine par les acteurs-témoins comme des conservatoires de modèles et de répertoires d'actions à transmettre, mais aussi susceptibles d'agir et de faire agir au présent, les musées de la Résistance et de la Déportation sont-ils voués à devenir soit des reliquaires aussi dépourvus de sens pour la plupart de nos contemporains qu'un reliquaire de saint médiéval, soit des fabriques du conformisme social et politique ? Il est pourtant certaines situations où s'indigner ne saurait suffire.

N°2 Morette, un musée de la Résistance de la première génération : fidélités, temporalités et épopées narratives

Charles HEIMBERG - Professeur de didactique de l'histoire et citoyenneté - Université de Genève
Ses travaux et publications portent notamment sur la didactique de l'histoire, la construction d'une pensée historique par les élèves, l'usage public de l'histoire et le travail de mémoire, l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire de l'éducation et la dimension didactique de la muséohistoire.

L'un des intérêts majeurs de l'analyse muséohistorique consiste à interroger les choix narratifs des musées d'histoire, à la fois les éléments retenus et ceux auxquels le récit a renoncé en fonction d'un faisceau de facteurs diversifiés, entre finalités générales et conditions particulières de transmission auprès des visiteurs. Cette analyse intègre également les temporalités des apparitions des musées d'histoire et de leurs évolutions. Les questions d'histoire, et de mémoires, se posent ainsi au cœur des musées de la Résistance, de leur première génération aux créations plus récentes, en passant par toutes les refontes

dont ils ont été l'objet et qui restent parfois discrètes ou occultées dans les présentations.

L'analyse d'une mise en musée que nous proposons ici, à partir des problématiques de la didactique de l'histoire*1, se réfère à l'histoire enseignée et à apprendre, qu'il s'agisse de manuels ou d'autres ressources scolaires, ou de séquences élaborées par des enseignants. Elle affronte en effet des problèmes de construction narrative comparables à certains égards à ceux que rencontrent les musées d'histoire. La grammaire du questionnement de l'histoire scolaire examine ainsi une série de questions sur le monde d'hier ou d'aujourd'hui*2. Elles concernent en premier lieu les

*1 Nous en avons esquissé les grands traits dans « Visiter Clio : pour une analyse didactique de récits muséaux d'histoire », in Frédéric Rousseau (dir.), *Les présents des passés douloureux. Musées d'histoire et configurations mémorielles. Essais de muséohistoire*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2012, pp. 17-51.

*2 Charles Heimberg et Valérie Opériol, « La didactique de l'histoire. Actions scolaires et apprentissages entre l'intelligibilité du passé et la problématique du monde et de son devenir », in Marie-Laure Elalouf & al. (dir.), *Les didactiques en questions. État des lieux et perspectives pour la recherche et la formation*, Bruxelles, De Boeck, 2012, pp. 78-88.

Résumé disponible sur <http://www.unige.ch/fapse/edhice/docref.html> (consulté le 3 juin 2013).

échelles narratives, dans leurs trois dimensions temporelle, spatiale et sociétale. Or, chaque musée d'histoire inscrit sa propre narration dans une périodisation qui n'a *a priori* rien de naturel et qui résulte de choix, parfois implicites, parfois explicites. La démonstration d'Antoine Prost autour de la grève de 1936 en France montre la pluralité des significations qui se dégagent dès lors que l'on considère simultanément différentes périodes temporelles dans lesquelles inscrire les faits soumis à l'étude historique*1. Elle nous rappelle que ces périodisations ne sont pas neutres. La question des échelles spatiales et de leur connexion est plus complexe encore, mais non moins pertinente, surtout lorsqu'il s'agit de conflits, et *a fortiori* de conflits mondiaux. Dans ce cas, la pluralité de focales d'observation permet aussi de mieux appréhender la complexité des situations et la diversité de leurs interprétations possibles. Les échelles spatiales jouent un rôle considérable dans les significations qui se dégagent de la visite des musées. De même, les échelles de la société, entre des regards surplombants et des regards d'en bas qui se croisent et se complètent au cœur des conflictualités sociales, enrichissent la narration du passé.

Sans évoquer toute la grammaire du questionnement scolaire de l'histoire, nous soulignons l'importance de la comparaison. Les musées d'histoire, comme les mémoires, constituent des présents des passés, inscrits dans le présent. En revanche, toute démarche d'histoire, surtout dans le contexte scolaire, constitue une tentative de reconstruction des présents du passé, cette fois-ci dans le passé. Il s'agit d'examiner les comportements et les choix des acteurs du passé en considérant en même temps leur propre champ d'expérience, situé dans leur passé, et leur horizon d'attente pour l'avenir, en termes d'espairs et de projets ou en termes de craintes et d'appréhensions. Ce travail de décentration permet notamment d'éviter, ou de mieux contrôler, à la fois les anachronismes et les reconstructions téléologiques, c'est-à-dire surdéterminées par ce que l'on sait de ce qui est advenu par la suite à ces acteurs. Mais il ne mène pas pour autant à renoncer à la comparaison.

L'un des problèmes posés par la comparaison au sein des musées d'histoire concerne en particulier le temps représenté qui est l'objet de l'exposition, le temps représentant

qui désigne l'époque de la conception de l'exposition et le temps contemporain de la visite. Toutefois, les expositions résultent souvent d'interventions et de refontes successives, parfois difficiles à reconstituer. C'est notamment le cas pour le Musée de Morette que nous allons évoquer.

Les finalités assignées aux espaces muséaux tendent parfois à écraser le temps et à favoriser des analogies qui sont mises au service de valeurs pour le présent qu'il s'agit de promouvoir, sans assurer pour autant la mise à distance que nécessiteraient la dimension historique de la narration et l'éloignement temporel des faits. L'assignation mémorielle « Plus jamais ça ! », typique des expressions du devoir de mémoire qui peinent à intégrer une dimension critique et de mise à distance suffisantes, en est une conséquence possible.

L'analyse muséohistorique a dès lors pour principal objectif de mettre à jour les contenus narratifs du musée d'histoire, entre ce qui est donné à voir et les mécanismes de pensée qui relient le passé au présent. Elle interroge ainsi ce à quoi est d'abord invité le public : un voyage dans la différence du passé autour de symboles forts, de lieux déterminés et significatifs ou encore de quelques personnages marquants ; ou une réflexion sur le présent et quelques problèmes qui

le caractérisent ; voire peut-être un mélange des deux processus.

L'étude de cas que nous allons développer ici pose encore la question des acteurs de la construction muséale, puisqu'il s'agit d'un musée départemental de la Résistance de la toute première génération, mis en place sous l'impulsion directe des rescapés qui ont survécu à l'engagement dans le maquis des Glières de février-mars 1944. Il rend compte de leur propre récit, l'épopée narrative d'une « bataille » des Glières, d'un groupe militaire uni qui entendait « vivre libre ou mourir », qui a libéré une part de la France pour recevoir, par les airs, de quoi armer la Résistance intérieure et qui a affronté l'ennemi avant de décrocher et de subir une impitoyable répression.

LE SITE DE MORETTE ET LE MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE HAUT-SAVOYARDE

Créé en 1964 sous l'égide des rescapés et de leur association, le Musée des Glières et de la Résistance, aujourd'hui Musée départemental de la Résistance haut-savojarde, est situé à côté du cimetière des martyrs des Glières, devenu Nécropole nationale en 1984, dans la vallée du Fier. Il est installé dans un vieux chalet d'alpage construit en 1794, typique de ceux

*1 Antoine Prost, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », *Le mouvement social*, 3/2002, (n° 200), pp. 33-54, disponible sur : www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-3-page-33.htm [consulté le 2 juin 2013].

que les maquisards ont connu sur le Plateau. Il a été démonté et descendu en 1962 en vue d'un autre projet touristique, un musée de plein air, abandonné ensuite. Le Musée a ainsi pu s'installer dans ce chalet reconstruit juste à côté du cimetière en récupérant des objets qui étaient exposés au Château d'Annecy. Il est devenu départemental à partir de 1978*1.

Aujourd'hui, le site de Morette, qui comprend un lieu d'accueil récemment construit, est constitué de trois éléments : le cimetière-nécropole, avec ses 105 tombes, le Musée de la Résistance proprement dit, installé dans le fameux chalet d'alpage, et un Mémorial départemental de la Déportation, situé pour sa part dans un grenier d'alpage, datant de 1784, lui aussi démonté et ramené de la montagne, puis reconstruit et réaménagé. Ce mémorial a été créé en 1965, à l'initiative de l'Union nationale des Déportés, Internés et Familles de disparus (UNADIF)*2.

Au sous-sol du Musée de la Résistance, la crypte présente toutes les croix de bois qui avaient été placées au cimetière avant d'être remplacées par des croix de bronze, ainsi que diverses plaques commémoratives trop personnalisées pour être maintenues dans un cimetière à caractère militaire. Au rez-de-chaussée, l'exposition propose une histoire générale de la guerre et de la Résistance axée sur ce qui est advenu dans le département de la Haute-Savoie. À l'étage, c'est l'expérience des maquis des Glières qui est racontée. L'exposition se caractérise par une narration écrite et de nombreux documents d'époque, notamment des photographies. Elle ne propose pas de documents audiovisuels.

L'exposition a été réaménagée dans les années 1990 par Michel Germain, un enseignant et un écrivain prolifique né en 1945, qui s'est beaucoup engagé pour faire connaître l'histoire de la Résistance à l'échelle de tout le

département. Sa motivation provient du fait d'avoir été étonné de la rareté des travaux disponibles lorsqu'il a proposé à ses élèves de participer au Concours national de la Résistance qui avait alors pour thème : « *Vous raconterez la Libération de votre ville ou de votre région* », d'où son engagement dans ce travail d'histoire*1. C'est à cette époque que l'espace a été étendu sur deux étages. Le rez-de-chaussée présente aujourd'hui des documents, comme par exemple des affiches, qui avaient été trouvés par les résistants, avec ce qui compose la construction narrative de Michel Germain, qui demeure en réalité mêlée à la présentation initiale des années 1960 et à une refonte de la fin des années 1970. Le premier étage présente surtout des éléments de la présentation initiale. L'ensemble a donné lieu à divers réaménagements partiels qui rendent difficile une lecture exacte des temporalités du Musée.

Le Mémorial de la Déportation situé juste à côté propose lui aussi une exposition réalisée à l'initiative de l'association qui l'a créé. Sa visite se conclut par une autre crypte rendant hommage aux disparus et

mentionnant les camps où ils ont péri. Il présente donc un caractère solennel que suggère aussi sa fonction de mémorial, même s'il est constitué en grande partie d'un dispositif muséal et d'une narration du contexte et des circonstances de l'expérience de la déportation qui lui donnent aussi l'aspect d'un musée.

Nous reviendrons ci-après sur ces différents éléments de contenus.

ENTRE HISTOIRE ET MÉMOIRES

L'analyse de la narration du passé dans tout musée d'histoire concerne en premier lieu la nature et les interprétations possibles des faits qui sont évoqués. Or, quand ceux-ci sont encore chargés soit d'une pluralité d'expériences, soit de mémoires plurielles et divisées, cela est rarement mis en évidence dans la présentation muséale. Ce silence ou cette discrétion s'observent dans toutes les générations de musées de la Seconde Guerre mondiale, soit sous la forme d'un récit apparemment consensuel, mais fortement organisé en fonction de finalités mémorielles, soit par le biais d'un discours interprétatif jamais

*1 Nous reprenons ici des éléments de Charles Heimberg, « L'usage du pathos et les "leçons du passé" dans quelques musées de la Résistance et de la Déportation », in Julien Mary, Frédéric Rousseau (dir.), *Entre Histoires et Mémoires : la guerre au musée, les musées de guerre. Essais de muséohistoire* 2, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2013 (sous presse).

*2 Voir <http://www.culture74.fr/patrimoine-bati/proprietes-departementales/204-le-site-de-morette> ; <http://www.123savoie.com/article-70590-1-cimetiere-de-morette.html>, consultés le 4 juin 2013 ; et Jean-Bernard Challamel & Jean-Pierre Ginestet, *Morette, site de nature et lieu d'histoire, Les Cahiers du Musée du Pays de Thônes*, n° 4, 2007. Pour les ouvrages qui ont marqué la construction mémorielle du lieu, voir surtout Louis Jourdan-Joubert, Julien Helfgott & Pierre Golliet, *Glières. Première bataille de la Résistance. Haute-Savoie, 31 janvier-26 mars 1944*, réédition de l'ouvrage publié en 1946 par l'Association des Rescapés de Glières, Annecy, Association des Glières / Pour la mémoire de la Résistance, 1993 ; et Michel Germain, *Glières. Mars 1944. « Une grande et simple histoire »*, Montmélian, Éditions La Fontaine de Siloé, 1994.

*1 Déclaration dans le cadre de la journée d'études du réseau Memorha du 24 octobre 2012 à Annecy sur *La Seconde Guerre mondiale : regards croisés sur les mises en récit*. Michel Germain a publié de nombreux ouvrages aux Éditions La Fontaine de Siloé, dont *Histoire de la Milice* (1997), *Mémorial de la Déportation* (1999), *La Libération d'Annecy. Soixantième anniversaire de la Libération d'Annecy* (2004), *Mémorial de la Seconde Guerre mondiale* (2009). Il a aussi dirigé le CD-Rom *Résistance en Haute-Savoie* que le conseil général du département a publié en 2006.

présenté comme tel, mais donné à voir comme une simple description des faits.

Dans le cas qui nous intéresse, l'histoire et les mémoires des Glières présentent bien une certaine complexité. Le Plateau des Glières est un lieu de mémoire au double sens du terme : parce qu'il constitue une localisation saturée de mémoires reliée à la Seconde Guerre mondiale, à la criminalité de masse de l'occupant nazi et de la Milice française, mais surtout à la Résistance et à la Libération de la Haute-Savoie ; et au-delà de cette mémoire des lieux*¹, parce qu'il a été investi comme symbole de la Résistance intérieure, et donc comme lieu de mémoire au sens de Pierre Nora*², dans une perspective identitaire et nationale, ce dont témoignent notamment la construction, et l'inauguration en 1973 par André Malraux, du monument commémoratif d'Émile Gillioli*³.

Cette complexité est par ailleurs aussi celle des lieux eux-mêmes,

lieux d'histoire et lieux de construction mémorielle, marqués par une configuration géographique de sites éloignés les uns des autres : le Plateau des Glières proprement dit, la Nécropole de Morette dans la vallée du Fier et, de l'autre côté du massif, la ville de Bonneville, siège d'un autre musée actuellement en cours de réélaboration.

Le Plateau des Glières pose la question de l'usage politique du passé. Il a été récemment investi et utilisé par le monde politique. Nicolas Sarkozy y est venu en tant que candidat, puis revenu en tant que président de la République dans le cadre d'une vaste opération de récupération guère appréciée par les milieux de la Résistance. De leur côté, des milieux progressistes, citoyens et résistants, ont protesté contre cette manipulation par des rassemblements sur le Plateau, ce qui n'a pas plu davantage à l'Association des Glières, malgré la présence de personnalités de la Résistance*⁴. Ainsi, un Appel du

*¹ D'après l'heureuse expression d'Anne Sgard. Voir son texte « Mémoires, lieux et territoires », In Rodolphe Dodier & al. (dir.), *Territoires en action et dans l'action*, Rennes, PUR, 2007 (une version de cette communication est disponible sur halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/32/51/30/PDF/Memoires_et_territoires_version_def.pdf, consulté le 7 juin 2013).

*² Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992 (1997 en trois volumes en édition Quarto).

*³ Voir Pierre Golliet, « Monument aux Glières, La Haute-Savoie du pétainisme à la Résistance », *Cahiers des amis du Val de Thônes*, n° 1, Thônes, 1994.

*⁴ Voir le collectif Citoyens et Résistants d'hier et d'aujourd'hui et son site <http://www.citoyens-resistants.fr/>. Voir aussi l'ouvrage publié en 2010 aux Éditions de la Découverte par ce Collectif : *Les jours heureux. Le programme du Conseil national de la Résistance de mars 1944. Comment il a été écrit et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère sa démolition*.

14 mai 2011 rappelait l'actualité du programme du Conseil national de la Résistance, fustigeait sa remise en cause systématique et appelait à une nouvelle Constituante. Il était signé, entre autres personnalités de la Résistance, par Stéphane Hessel, Daniel Cordier, Marie José Chombart de Lauwe, mais aussi Henri Bouvier, l'un des initiateurs du Mémorial de la Déportation de Morette*¹. Cependant, dans cette région haut-savoyarde conservatrice, la Résistance est célébrée dans sa composante gaulliste et militaire, même si l'Association des Glières s'en tient d'abord à une prétendue neutralité et à une unité revendiquée. Julien Helfgott, rescapé des Glières et président d'honneur, et le général Jean-René Bachelet, ont ainsi tenu cette année encore à faire une mise au point :

Ceux qui sont en charge de l'héritage du maquis des Glières se doivent de rappeler la déclaration commune signée le 31 août 2011 par 42 Rescapés alors encore en vie, toutes tendances politiques confondues : « Nous récusons à quiconque, d'ici et d'ailleurs, a fortiori représentant des générations nouvelles, le droit de s'exprimer en notre nom,

*de même que nous condamnons fermement l'organisation, au Plateau des Glières et à la Nécropole de Morette, de toute manifestation relevant du débat politique démocratique, qu'elle soit de soutien à l'action gouvernementale ou d'opposition. Le respect dû à ceux des Glières, dans la diversité de leurs origines et de leurs opinions, l'exige, sans qu'il puisse y être dérogé sous quelque habillage que ce soit. »*²*

Enfin, les mémoires de la Résistance sont traversées par de multiples tensions, entre des associations d'anciens résistants, entre des courants de pensée ou d'action, voire entre des individus, souvent pour des questions de reconnaissance de ce qu'ils ont fait dans le passé, parfois aussi pour exercer davantage d'influence dans le présent. Ces tensions se sont parfois développées et continuent d'évoluer en fonction des qualifications mémorielles successives des crimes de masse de la Seconde Guerre mondiale, caractérisées dans un premier temps, jusqu'aux années 1980, par une mémoire national-patriotique et une mémoire politique-antifasciste ; puis marquées, sous l'effet

*¹ Voir <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-media4ewepart/article/140511/creer-cest-resister-resister-cest-creer-lappel->, consulté le 11 juin 2013.

*² *La tribune républicaine*, 20 mai 2013, disponible sur http://www.latribunerepublicaine.fr/Actualite/Fil_Infos_regionales/article_1738441.shtml, consulté le 10 juin 2013.

d'une disqualification de ces premières tendances, par l'importance d'une mémoire communautaire, en particulier autour de la destruction des juifs d'Europe. Si une requalification est probablement en cours depuis quelques années, il subsiste néanmoins un relatif effacement contemporain de la mémoire de la Résistance même s'il est situé dans le contexte plus général du présentisme*¹ et de l'affirmation des mémoires*². En outre, le paradigme de l'antifascisme a été remis en cause et assez largement remplacé par celui de totalitarisme dans l'espace public, dans le sens d'une certaine assimilation des crimes de masse fascistes, nazis et staliniens, ce qui n'aide pas beaucoup à comprendre le XX^e siècle, mais ce qui ouvre surtout la voie à toutes sortes de révisions de l'histoire qui tendent à minimiser la nature et l'ampleur des crimes fascistes et nazis. Dans ces conditions, il est compréhensible que le paysage mémoriel de la Résistance ne se présente pas

comme serein et apaisé, surtout en un temps où les derniers témoins sont en train de disparaître.

DES ENJEUX D'INTERPRÉTATIONS

La visite des musées de la Résistance nécessite ainsi une prise en compte de ce contexte mémoriel et des problèmes qu'il soulève dans chaque cas particulier. Dans celui de Morette, les questions sont nombreuses et bien présentes dans l'espace public. Au-delà des usages politiques susmentionnés, elles concernent surtout le jugement des actions de cette époque à partir d'un regard décalé du présent. Le premier aspect, soulevé par l'auteur d'une thèse de doctorat à paraître qui multiplie les conférences publiques à ce propos*³, porte sur la manière de désigner les faits d'armes du maquis des Glières et les épopées narratives dont ils sont l'objet. Le second, récurrent depuis fort longtemps, et jamais vraiment dépassé, concerne l'exécution de 76 miliciens à la Libération.

*¹ François Hartog, *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2003. Le présentisme concerne une société où le présent prend toute la place au détriment du passé et de l'avenir.

*² Yannis Thanassekos, « Pluralité de mémoires, pluralité de musées », *Le cartable de Clio*, Lausanne, Antipodes, n° 11, 2011, pp. 24-32.

*³ Claude Barbier a soutenu en novembre 2011 à la Sorbonne une thèse de doctorat intitulée *Des événements de Haute-Savoie à Glières, mars 43-mai 44, action et répression du maquis savoyard*. Mais une simple recherche sur internet montre l'écho de plusieurs conférences et de leurs effets d'annonces dans la région sans véritables développements scientifiques.

Dans les deux cas, les problèmes historiographiques soulevés sont complexes, et leur écho dans les enjeux du présent tout à fait significatif.

« *Vivre libre ou mourir* » était la devise là-haut. Elle affirmait un programme, mais elle traduisait aussi une situation de fait : déjà l'ennemi enfermait dans ce dilemme ceux qu'il appelait les « terroristes », car il leur refusait les droits de combattants quand la malchance les faisait tomber entre leurs mains. (...) « *Nous sommes, disait Tom, le premier coin de France qui soit libre* ». Cette pensée procurait à tous une sorte de joie profonde mêlée de fierté ; mais par ce qu'elle supposait d'audace autant que par ce qu'elle comportait de symbolisme, elle dictait une attitude et elle allait bientôt exiger un dévouement suprême. Les hommes de Glières le savaient bien, lorsque, réunis autour du drapeau, ils avaient juré de préférer la mort à l'asservissement. *N'était-ce pas pour cela qu'ils étaient montés sur le Plateau ? N'était-ce pas cela le sens de leur audacieux rassemblement ? Oui, l'esprit qui avait inspiré le choix de cette devise et qui en aménageait l'application dans une vie fraternelle, ce fut tout Glières.*

Mais dira-t-on, les événements ne comptent-ils pour rien ? (...) Au près de la qualité des hommes et de la densité des âmes, les événements paraissent comme des accidents fortuits, qui auraient pu être autres sans que rien fût changé au fond des choses. On ne leur attribue toute leur valeur qu'en les situant dans l'atmosphère où ils ont été vécus.

*De Glières, ce qu'il faut noter en premier lieu, c'est donc le sens. Il n'y a pas d'autre moyen de restituer aux faits et aux gestes leur dimension réelle. Et nous en avons assez dit pour montrer que le sens de Glières, c'est d'avoir donné une définitive manière d'être à la figure du maquisard idéal, tenace, obstiné, épris de liberté et de sacrifice. Nous pouvons donc maintenant prendre sur les événements une vue exacte, et leur appliquer cette intime compréhension qu'ils exigent (...).**¹

Cette déclaration de Pierre Golliet, rédigée peu de temps après les faits, nous montre à la fois la construction immédiate du récit d'épopée des Glières et son inscription consciente dans une dimension symbolique qui enrichit ce qui est exprimé et rend justice à la valeur de ce qui a été accompli*². Ce mécanisme a également

*¹ Louis Jourdan-Joubert & al., *Glières...*, op. cit., pp. 16-17. Extrait d'un texte d'introduction de Pierre Golliet intitulé « Le sens de Glières ».

*² On en retrouve encore tout l'esprit dans le film de Denis Chégary, *Vivre libre ou mourir*, Annecy, Élan production, 2004, qui est diffusé dans les espaces mémoriaux des Glières.

dépendu, sur une bien plus vaste échelle, de l'écho du maquis des Glières sur les ondes de la BBC par la voix de Maurice Schumann, ou sur la radio suisse. Cette guerre psychologique et ces effets d'annonces qui ont préparé la Libération sont donc à prendre aussi en considération*1.

Parmi les éléments forts de cette construction d'une épopée narrative se trouve en tout premier lieu le fait d'avoir libéré une partie du territoire en pleine occupation allemande. La libération de la Haute-Savoie, quelques mois plus tard, par les maquisards eux-mêmes et avant l'arrivée des Alliés conforte bien sûr cette donnée. Et il y a en effet quelque chose de ce récit, et de la réalité qu'il recouvre, qui relève bien de la rupture et de la prise de risque, d'une sorte de défi à la barbarie assumé par ces jeunes gens qui se trouvaient dans le maquis et qui ont vécu quelques semaines avec la satisfaction d'avoir libéré un bout de France. Un tel défi nous place au cœur de la définition de la Résistance et de la complexité des situations dont elle rend compte*2. Il

peut nous rappeler à certains égards celui des Communards affirmant leur détermination bien que menacés par les Versaillais. Mais voilà que la controverse nourrie par Claude Barbier porte surtout sur le fait que ladite bataille des Glières ne serait qu'un mythe, et que les combattants du maquis ne seraient montés sur le Plateau que pour se cacher et échapper au STO. Même s'il est vrai que les rescapés de la Résistance ont usé et usent d'un langage militaire épique pour raconter leurs expériences, comme le montrent en général les musées de la Résistance de la première génération, et même si ces récits épiques qui se sont longtemps imposés dans l'espace public sont parfois éloignés des faits, il n'en reste pas moins que ce sont bien des combattants risquant leur vie qui ont subi l'attaque, et surtout la répression de la Wehrmacht et de la Milice à partir du 26 mars 1944, et que ce sont bien des victimes des nazis ou de la Milice qui reposent aujourd'hui au cimetière de Morette. Dès lors, le fait de déconstruire l'épopée narrative

s'impose sans doute aux historiens, mais sans qu'il s'agisse pour autant de céder à des formes de banalisation ne pouvant plus rendre compte de la dynamique des événements.

Un épisode central de cette affaire porte sur les conditions dans lesquelles le décrochage a été décidé au soir du 26 mars 1944 :

*Le capitaine Anjot, écrit Philippe Golliet dans l'ouvrage de 1946, sait qu'il a un répit jusqu'au lendemain matin. Il envisage la situation avec le sang-froid qui a toujours fait sa force. Pas de réserve pour rétablir le front ! Une résistance d'ensemble n'est donc plus possible (...). En passant chez Joubert, il lui expose la situation et lui demande son avis afin de contrôler la décision qu'il a prise. « Il me semble que l'honneur est sauf ». « Je le crois aussi », répond Joubert. C'était la question essentielle. Puisque Glières ne perdrait pas son sens, on pouvait lancer l'ordre de décrochage. Il était dix heures du soir*1.*

L'honneur était donc sauf ! L'expression n'est évidemment pas à négliger dans cet univers mental militaire et de combat. Mais sans

doute fallait-il encore construire une épopée narrative pour qu'il le soit vraiment. L'enjeu était toutefois aussi ailleurs : il consistait à donner à voir, sur une plus large échelle, une France de l'intérieur qui luttait et qui résistait les armes à la main.

Une déclaration analogue se donne à lire la même année dans le premier numéro du bulletin de l'association des Glières :

*Il ne faut pas qu'on puisse dire du Bataillon des Glières, qui a été dans notre pays le premier grand rassemblement armé, qu'il survit. Il faut qu'il vive de sa victoire, d'une victoire qui doit être d'autant plus éclatante parce qu'elle a montré au peuple de chez nous qu'on ne tue pas l'âme française en voulant l'asservir, mais qu'au contraire elle se révèle quand on veut l'asservir.*2*

L'un des aspects discutés de l'épopée narrative des Glières concerne le 26 mars 1944 et le hameau de Monthiévret*3. Un livre récent examine les faits et remet en cause la stratégie militaire, et même en filigrane l'unité des maquis*4. Il

*1 Voir Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La Bataille des Glières et la guerre psychologique*, réédition d'un article de 1975 dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, publié en 2004 par l'Association des Glières pour la mémoire de la Résistance, avec une postface de Jacques Golliet, Montmélian, Éditions La Fontaine de Siloé, 1994. Voir aussi, du même auteur, « Glières », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 45, 1995, pp. 54-66, disponible sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1995_num_45_1_3382, consulté le 10 juin 2013.

*2 Voir surtout les travaux de Pierre Laborie (*Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoires et idées reçues*, Montrouge, Bayard Éditions, 2011) et de François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006.

*1 Louis Jourdan-Joubert & al., *Glières...*, op. cit., p. 129.

*2 Messages de l'Association des rescapés du Plateau des Glières, n° 1, juillet 1945, disponible sur <http://www.glieres-resistance.org/Message-la-revue-de-l-association>, consulté le 12 juin 2013.

*3 Dénommé aussi Monthiévret suivant les sources.

*4 Voir Robert Amoudruz & Jean-Claude Carrier, *Dimanche fatal aux Glières, 26 mars 1944*, Bière & Divonne-les-Bains, Cabédita, 2011.

décrit une certaine diversité, liée à la montée sur le Plateau début mars d'hommes provenant des maquis de la région du Chablais et du Giffre aux idées réputées plus marquées à gauche. L'ouvrage reconstruit ce qui s'est passé au hameau dans l'après-midi du 26 mars : non pas une longue bataille, mais un accrochage avec les Allemands qui a fait deux morts et un blessé grave dans la section Saint-Hubert*1. Il rend compte du récit de l'un des rescapés, André Gaillard, venu planter une croix à l'endroit du drame à la fin de sa vie. Précisons aussi que l'un des deux auteurs, Jean-Claude Carrier, est le fils de Claude Carrier, compagnon de la Libération qui a été tué quelques semaines avant l'affaire des Glières ; il mène un combat pour la reconnaissance de la figure de son père dans l'histoire et les mémoires de la Résistance en Haute-Savoie.

En fin de compte, l'épopée narrative des Glières ne consiste donc pas seulement à évoquer un affrontement militaire, mais également à s'en tenir strictement à un récit unitaire de la Résistance. Ces

deux éléments relèvent en effet du fameux « sens des Glières » déjà évoqué, d'un aspect légendaire qu'il s'agit absolument de préserver. Ils revêtent aussi, comme nous l'avons vu, une dimension symbolique qui, à l'époque, s'est exprimée avec force sur les ondes de la BBC ou en Suisse voisine. Et ils ne peuvent pas être compris aujourd'hui sans tenir compte des armes qui avaient été parachutées sur le Plateau par les Alliés, qu'il fallait préserver et qui nécessitaient de faire bonne figure pour montrer que la Résistance était capable d'en faire bon usage*2.

Une autre question conflictuelle concerne l'épuration haut-savoyarde et les 76 miliciens exécutés en août 1944 au Grand-Bornand. Cette affaire est l'objet d'attaques récurrentes dans la région, surtout dans les milieux catholiques, le caractère abusif de cette mesure prise à l'encontre de jeunes gens présentés comme égarés (sic) étant régulièrement dénoncé. Elle a donné lieu tout récemment à deux publications justifiant d'un point de vue historique, et à partir de nombreux documents, la légitimité du procès et des

exécutions compte tenu de la situation de l'époque et des crimes qui avaient été commis*1. Un cimetière de la Milice se trouve encore « *quelque part sur la commune du Grand-Bornand* », selon l'expression de Michel Germain dans son ouvrage, mais sans qu'une explication soit fournie au promeneur qui passerait par là. Quant à la présentation des faits, elle passe d'abord, et on le comprend bien, par l'histoire de la Milice haut-savoyarde, installée à Annecy dans une villa de l'avenue des Marquisats, et par l'évocation de ses nombreuses exactions criminelles.

Sur toutes ces questions, l'actuelle Association des Glières*2 veille avec attention et ne laisse rien passer. Elle entend défendre la vérité et l'exemplarité des Glières, « *celle d'un véritable drame classique – unité de temps, de lieu et d'action – avec ses héros et sa devise : "Vivre libre ou mourir", dans un site sublime* ». *3

LES STRATES DE LECTURE D'UN MUSÉE-TÉMOIN

Après avoir mis en évidence cette affirmation d'une épopée narrative, avec ses exigences épiques et unitaires, mais aussi la nécessité de la soumettre à une critique historique, la question se pose de savoir quel est son statut dans la mise en musée des Glières. Les travaux de Marina Guichard-Crozet sur la construction de la mémoire résistante du Plateau des Glières*4 soulignent à ce propos les étapes qu'ont représentées la création du musée en 1964, l'inauguration du Monument Gillioli par André Malraux en 1973 et l'institutionnalisation de 1998, date à laquelle tout le site s'est retrouvé sous la gestion du département de la Haute-Savoie, par le biais du service Mémoire et Citoyenneté du conseil général.

*1 Ce qui n'est d'ailleurs pas contredit aujourd'hui par le site de l'Association des Glières qui évoque les victimes de ce dimanche : « 26 mars, à Montiévert (section Saint-Hubert), 3 morts : André Guy (« Chocolat »), Jaccard (« Bifin ») tués à leurs postes de combats et Paul Lespine grièvement blessé par les Allemands (fait prisonnier, il sera exécuté quatre jours plus tard) », voir <http://www.glieres-resistance.org/Nombre-des-victimes>, consulté le 14 juin 2013.

*2 Cet aspect a été finement analysé par Jean-Louis Crémieux-Brilhac. « L'épisode est limité, mais symbolique », souligne ainsi l'auteur dans la conclusion de son article de 1995 dans *Vingtième Siècle, art.cit.*

*1 *La Résistance en Haute-Savoie et la Cour martiale du Grand-Bornand (23-24 août 1944)*, sans lieu ni date, « signé par l'ensemble des Associations de Mémoire de la Résistance et de la Déportation en Haute-Savoie, réunies en comité » ; et Michel Germain, *La vérité vraie sur le procès de la Milice et des miliciens au Grand-Bornand du 19 au 24 août 1944*, Montmélian, Éditions La Fontaine de Siloé, 2012.

*2 L'Association des Rescapés des Glières a été fondée en 1944. Dès 1988, l'Association du Plateau des Glières la complète, qui ne comprend plus seulement des rescapés. Enfin, l'Association des Glières pour la mémoire de la Résistance, est fondée en 1998. Voir <http://www.glieres-resistance.org/Histoire-de-l-Association>, consulté le 14 juin 2013.

*3 D'après la page d'accueil du site de l'Association des Glières pour la mémoire de la Résistance. Voir : <http://www.glieres-resistance.org/Glieres>, consulté le 12 juin 2012.

*4 Voir notamment son article sur « Les trois temps de la construction de la mémoire des Glières. Les associations d'anciens résistants et la fabrique de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense*, Paris, Ministère de la Défense, n° 28, 2006, disponible sur : www.fondationresistance.org/documents/dossier_them/Doc00031.pdf, consulté le 12 juin 2013.

Sur le Plateau des Glières, la fiche d'information qui est distribuée à l'accueil paraît encore assez conforme à l'épopée narrative, mais non sans une certaine modération : « *Le 26 mars 1944, une attaque massive ne mobilisant pas moins de 10 000 hommes est menée par les troupes allemandes et les miliciens français. Les moyens mis en œuvre sont complètement disproportionnés. Après avoir procédé à un repérage offensif à Monthiévet, les maquisards reçoivent l'ordre dans la soirée de décrocher* ». Avec un peu plus loin une formule qui en résume bien d'autres, mais qui ne correspond pas complètement aux données historiques : « *La Bataille des Glières est, dès le début, le symbole de la Résistance française.* »*1

Mais qu'en est-il du Musée de Morette ? Dans la mesure où c'est un musée de la première génération et qu'il émane des rescapés et de leurs associations, nous y retrouvons sans surprise la même épopée narrative, mais rien qui permette vraiment de bien connaître et de mieux comprendre les controverses que nous avons évoquées et ce qu'elles mettent en jeu.

Les musées d'histoire produits par les acteurs de l'histoire sont forcément marqués en tout premier lieu par l'expression de leur mémoire.

Une construction mémorielle se donne ainsi à voir, truffée d'une intention d'histoire sous la forme d'un récit qui vise à proposer un contexte et un déroulement, un déclenchement et une issue. Dans le cas de Morette, ce paradoxe fonctionne pleinement, mais il faut toutefois bien distinguer les trois étages du chalet : ainsi, le sous-sol se présente comme un lieu de recueillement, le rez-de-chaussée plutôt comme un lieu d'histoire et le premier étage comme le lieu d'expression de la mémoire des acteurs.

Ces trois étages constituent des temporalités bien visibles du musée, alors que d'autres, liées à des interventions partielles sur les contenus narratifs, demeurent cachées. Ils correspondent à des temps représentants, à des moments de création, distincts sans que rien ne l'indique aux visiteurs. Bien que marqués par une forte dimension civique, les contenus et les narrations qu'ils proposent n'évoquent jamais explicitement des enjeux du présent. Ainsi, si la comparaison est toujours possible, elle se situe alors dans la pensée du visiteur, dans les commentaires des enseignants ou des guides, et passe ainsi par le prisme de l'évocation de l'action et du sacrifice des maquis.

De la crypte du sous-sol, un rescapé, Alphonse Métral, disait encore il y a quelques années qu'il y régnait « *une atmosphère de silence et de recueillement sans qu'il y ait besoin d'un gardien (...)* »*1 Il lui semblait aller naturellement de soi de la laisser ouverte au public même si la négociation avait été parfois difficile avec les familles qui avaient dû enlever leurs inscriptions personnelles du cimetière militaire pour les mettre dans cette crypte.

UN ENCHEVÊTREMENT DE MISES EN MUSÉE NARRATIVES

Mais nous allons surtout évoquer ici les expositions des autres étages en nous demandant quelles sont les modalités qui organisent leur narration et les rendent ou non accessibles à des publics qui ne sont pas érudits et dont une bonne part est scolaire. Dès lors, comment simplifie-t-on les récits des faits du passé ? Comment les rend-on accessibles au plus grand nombre ? C'est là une question centrale pour la conception de tout musée d'histoire, même si ce n'est pas la seule qui se pose ensuite à ses visiteurs.

En 1977, Julien Helfgott, de l'Association des Rescapés de Glières, lui

apportait déjà une réponse en ces termes dans un document interne :

« *Nous avons déjà exposé les conditions dans lesquelles cette action indispensable de rénovation a été engagée et les objectifs recherchés. Vous en connaissez les principes essentiels : faire surgir les "temps forts" de notre grande aventure en essayant de trouver une traduction pouvant être perçue par un public jeune et non informé. Pour cela, nous avons utilisé des documents photographiques dont la vaste échelle fait surgir des détails jusqu'alors passés inaperçus : les textes sont brefs.* »*2

Ce témoin qui a été l'un des instigateurs du musée évoquait ainsi le rôle de l'image comme vecteur de la simplification de la narration du passé, mais aussi comme une source possible d'informations inédites. Il parle probablement ici des très belles images du maquis qui sont tirées d'un corpus de photographies que le résistant Raymond Périllat avait réussi à cacher et à récupérer. Elles se retrouvent aussi bien au cœur du musée, au premier étage, que dans les principales publications consacrées à l'histoire des Glières.

*1 D'après un entretien avec Alphonse Métral, l'un des principaux rescapés des Glières, décédé en 2009, réalisé quelques années auparavant par Marina Guichard-Crozet en parcourant avec lui l'exposition de Morette. Archives du service Mémoire et Citoyenneté du conseil général de Haute-Savoie.

*2 Fonds Helfgott, *Ibid.*

Les intitulés des chapitres de l'exposition font alterner d'une part les informations sur la guerre en zone sud ou en France, et d'autre part celles qui concernent le département de Haute-Savoie : « *La guerre 39-40* » ; « *Les Hauts-Savoyards dans la guerre* » ; « *Le Général de Gaulle et la France libre* » ; « *La zone libre* » ; « *"La relève" des prisonniers* » ; « *L'occupation italienne* » ; « *La Résistance de 1940 à 1943* », puis, « *La Résistance en Haute-Savoie sous les occupations italiennes et allemandes de novembre 42 à août 44* » ; « *La Haute-Savoie en état de siège* » ; et enfin « *Glières 1944* » avec une forte rupture marquée par la montée de l'escalier.*1

Ils donnent des indications fortes sur la structure de la narration. Par exemple, les guillemets qui sont associés au terme de « relève » des prisonniers expriment l'effet du chantage et du mensonge par lesquels les forces d'occupation promettaient la libération de prisonniers en échange de départs suffisamment nombreux pour le travail en Allemagne. En outre, le jeu des échelles narratives finit par attirer l'attention des visiteurs sur une histoire de la guerre et de la Résistance dans le département de la Haute-Savoie, la dimension internationale et les relations avec Londres n'étant pas oubliées.

*1 Ces intitulés se distinguent très légèrement d'une version retrouvée aux Archives du service Mémoire et Citoyenneté et diffusée comme document d'accompagnement en 2011.

*2 Alphonse Métral, Entretien..., *op.cit.* La forme orale a été conservée dans cette transcription d'entretien.

Cette dynamique correspond sans doute à un enjeu de reconnaissance. Et pour ce faire, l'exposition présente une alternance de textes, d'images et de documents historiques.

L'objectif assigné à la Wehrmacht, peut-on lire au rez-de-chaussée, n'est pas atteint et le département restera en zone non occupée jusqu'en novembre 1942, donnant à la Haute-Savoie une position privilégiée qui expliquera en partie la force de la Résistance qui s'y développera.

La singularité de la Haute-Savoie est ici double : non seulement par le fait de s'être libérée avant l'arrivée des Alliés, mais aussi par le fait d'un état de siège qui va s'imposer pendant de longs mois en 1944 et susciter toutes sortes d'actes de terreur et de gestes criminels.

Le témoignage récent d'Alphonse Métral déjà mentionné*2 illustre à sa manière la difficulté de lire la narration du Musée de Morette dans la réalité des temporalités successives de ses transformations : « *Il y a eu toujours une petite transformation, précise-t-il, c'est allé de transformations en transformations* ». Par ailleurs, ses commentaires sur le vif insistent sur des personnalités ou des images fortes comme le rassemblement d'Annecy lors de la

visite de Pétain, la capitulation morale et politique des parlementaires français ou la propagande du régime de Vichy. Il insiste tout particulièrement, par exemple, sur l'importance du poème de Martin Niemöller (« *Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste...* », etc.).

Au premier étage, après tout un secteur qui évoque les luttes du maquis et la répression, avec une maquette du Plateau des Glières, le visiteur finit par découvrir les thèmes du grand parachutage et de la Libération, « *la Haute-Savoie [étant] le premier département libéré par lui-même* ». *1 C'est d'ailleurs une partie de l'exposition qui inspire beaucoup de commentaires à Alphonse Métral, tant il est sensible à la nécessité de marquer le caractère exceptionnel de ce qui s'est passé aux Glières :

« Glières, première bataille de la Résistance », parce que la bataille des Glières se situe pendant l'hiver 1943-1944 donc du 31 janvier au 26 mars. Beaucoup d'autres grands maquis en France se sont constitués aussi, mais après, mais beaucoup après le débarquement de Normandie, mais c'est pour la première fois en France en février-mars 1944, l'armée allemande

*1 En Corse, la Libération a pourtant eu lieu en automne 1943, même si des troupes italiennes y ont aussi participé.

s'est trouvée opposée à une unité militairement organisée pour lui faire face. C'est la raison pour laquelle on a tenu à bien souligner que l'épopée des Glières était la « première grande bataille de la Résistance ».

Le témoin évoque alors les photographies de Raymond Périllat avec beaucoup d'émotion. Certes, un panneau précise à ce propos, qu'« *évidemment, les photos ont été prises surtout par beau temps. Mais, en fait, les beaux jours furent rares* ». Mais Alphonse Métral souligne à juste titre que l'œuvre du résistant et photographe du Grand-Bornand rend compte de manière exceptionnelle de l'expérience du maquis. La preuve en est qu'elles lui font revenir bien des souvenirs. Ainsi reconnaît-il ce chauffeur de taxi de Paris arrivé sur le plateau après avoir organisé un détournement de glycérine, des trains destinés aux Allemands étant partis grâce à lui avec leurs citernes remplies d'eau. Tout comme la représentation de l'Hôtel de France d'Entremont, là où Tom Morel a trouvé la mort, lui inspire le récit de cette expédition punitive, après qu'un chef des Groupes mobiles de réserve (GMR) du régime de Vichy n'ait pas tenu parole en faisant arrêter un médecin du maquis.

La visite commentée de l'exposition par le témoin fait également resurgir les éléments-clés de l'épopée narrative. Il mentionne par exemple :

Le fait emblématique de tout ce qui s'est passé dans le département puisque nous avons vu dans la première partie de cette visite qu'il y avait les deux organisations distinctes : FTP et Armée secrète. Or, sur le Plateau des Glières, ces deux organisations se sont rejointes. Les FTP ont rejoint les camarades de l'AS aussi. Voilà, il y a eu une unité qui était importante.

En outre, précise-t-il, « il est évident que la raison d'être de Glières, c'était de réceptionner le parachutage que les Alliés avaient promis à la Résistance du département ». Et non pas d'installer un réduit de Résistance sur le Plateau. Enfin, un autre panneau qu'il qualifie de capital concerne l'ordre de repli de tout le dispositif de décrochage, donné le 26 mars au soir par le capitaine Anjot, dont le manuscrit est reproduit et exposé. On retrouve ainsi quelques points forts de l'épopée narrative des Glières qui rejettent d'emblée les questions critiques qu'elle peut poser : l'unité de ceux qui se trouvaient sur le Plateau, la justification de leur présence ponctuelle par la réception des parachu-

tages alliés et le fait que l'ordre de décrochage ait été décidé dans l'honneur, après avoir tenté de repousser les assaillants, mais sans parler pour autant d'une « bataille » des Glières.

La narration muséale évoque ensuite la traque, la répression et les martyrs des Glières pris par la Milice ou par les Allemands. Elle intègre le rôle de l'aide britannique et se poursuit jusqu'à la libération de la Haute-Savoie. Enfin, des portraits des martyrs sont présentés à la sortie, avec une demande expresse de ne pas les photographier, ce qui donne un caractère sacralisé à cette conclusion de l'exposition.

À propos de ces photographies qui relèvent de la toute première muséographie, Jacques Golliet, un des principaux animateurs de l'Association des Glières dans les années 1990, s'est d'ailleurs demandé ce qu'il fallait en faire :

*Il y avait une espèce de colonne sur laquelle les gens ont mis les photos, ont apporté les photos de leurs morts. Donc ces photos maintenant les voilà. Ce sont des photos qui ont été apportées par les familles. Ils ont tenu à ce qu'elles soient affichées, donc il n'est pas question d'y toucher. Cela dit je trouve que c'est très bien que ça existe, mais je ne sais pas où il faut le mettre. Ce n'est pas forcément ici.*1*

Dans un entretien avec Marina Guichard-Crozet, Michel Germain*1, qui dit avoir admiré le livre des témoins publié en 1946, explique pourquoi il ne s'agissait pas encore d'histoire et en quoi cette histoire devait donc être construite, ce à quoi il a voulu contribuer avec ses nombreux ouvrages, mais aussi avec son travail narratif au rez-de-chaussée du musée. Il explicite en même temps le fait d'avoir voulu redonner une histoire à toute la Résistance du département, mais aussi restituer le contexte plus global dans lequel tous ces événements se sont déroulés. Apparemment, c'est bien le cas, mais sans que l'on sache exactement ce qui a été introduit de nouveau par rapport à l'exposition antérieure. Il insiste également sur son refus de toucher quoi que ce soit au premier étage, partie de l'exposition qui émane directement des acteurs et rend compte de leurs expériences. Et l'on ne peut qu'abonder dans son sens. Par ailleurs, il revendique une méthode de travail qui consiste à toujours faire relire au témoin ce que l'on va publier le concernant, et à ne le publier que s'il l'accepte.

La présentation du rez-de-chaussée comprend des documents qui étaient déjà là avant le travail de Michel Germain, des affiches, des fac-similés que les membres de l'As-

sociation des rescapés avaient récupérés au fur et à mesure de leur publication. La construction narrative de l'auteur concerne donc surtout l'organisation des thématiques, avec les hésitations déjà mentionnées, la rédaction de quelques panneaux et la mise en forme générale.

Michel Germain confie aussi qu'il n'est pas particulièrement compétent dans le domaine des armes et que la fascination qu'elles exercent souvent sur de jeunes visiteurs ne le met pas à l'aise. À tel point qu'il aurait bien voulu pouvoir mettre au point une sorte d'« iceberg de la Résistance » pour « montrer au fond que les types armés, les maquisards qui portaient les armes, ça représente très peu de chose par rapport à l'ensemble de la Résistance ». Il pose ainsi la question de la figure essentialisée du résistant en armes qui ne rend pas justice à la multiplicité des formes de résistances et de leurs relais. Certes, ces combattants armés ont pris de grands risques et ce sont eux qui sont apparus au grand jour au moment de la Libération. « Mais les combats de la Libération dans ce département comme ailleurs n'auraient pas pu avoir lieu s'il n'y avait pas eu tout ce substrat de la population, et ça, c'est difficile à mettre en musée. »

*1 Entretien avec Jacques Golliet réalisé par Marina Guichard-Crozet, Archives du service Mémoire et Citoyenneté du conseil général de Haute-Savoie, sans date.

*1 Entretien avec Michel Germain réalisé par Marina Guichard-Crozet, sans date, *ibid.*

Autre problème de la construction narrative, bien connu dans le domaine de la didactique de l'histoire, « *c'est qu'on est confronté à cette dualité de la thématique et de la chrono* ». Ainsi, Michel Germain a voulu insister sur des thématiques et « *c'est pour ça qu'on a l'impression qu'on revient par moments en arrière* ». Par exemple, le récit revient sur la Résistance en Haute-Savoie dans le cadre des occupations italienne et allemande, alors que la Résistance en France avait déjà été évoquée juste dans la salle précédente. Et il aurait fallu évoquer davantage les premiers camps de réfractaires pour comprendre ce qui pouvait se passer dans les groupes de maquisards.

L'une des manières de parer à cette difficulté de la construction narrative réside dans la présentation de chronologies. Celle du premier étage, qui porte spécifiquement sur les Glières, est d'autant plus intéressante qu'elle n'évoque que des pertes ennemies et s'arrête à l'ordre de décrochage du 26 mars pour ne plus évoquer ensuite que le regroupement de forces de l'Armée secrète le 8 avril suivant. Précisons toutefois que le travail de Michel Germain, d'une manière générale, reste attaché à la prévalence d'un déroulement chronologique.

Par ailleurs, il est bien conscient que la construction muséale de Morette reste trop figée, n'intègre pas assez de

mouvements. Elle est pourtant nécessaire dans la perspective de la disparition des derniers témoins. En effet :

Moi, je dis toujours, c'est un mur, on monte des murs contre l'indifférence, l'oubli et le révisionnisme qui sont les trois dangers qui menacent notre mémoire collective au fond.

CÔTOIEMENT ET RÉCEPTION

Nous n'analyserons pas en détail ici le Mémorial départemental de la Déportation qui se trouve également sur le site de Morette, à côté du Musée de la Résistance, mais d'une manière séparée. Il propose une histoire générale de la déportation, présente des images assez crues et s'inscrit clairement dans une perspective mémorielle. Une citation d'Albert Camus, « *Qui répondrait en ce monde à la terrible obstination du crime, si ce n'est l'obstination du témoignage* » se donne à voir en entrant dans l'exposition. Et à la sortie, une série de croix désignent les différents camps nazis alors que sont inscrits les noms de celles et ceux qui, pris dans le département, ne sont pas revenus de la déportation. La croix désignant le camp d'Auschwitz est ornée d'une étoile. Mais la référence aux victimes juives reste allusive dans ce lieu qui différencie peu les processus

de concentration et d'extermination. Un entretien avec deux anciens concepteurs de cette exposition, qui ne sont pas les mêmes que pour le Musée voisin, est également archivé au service Mémoire et Citoyenneté du conseil général. Il s'agit d'Henri Bouvier et de Jean Ouvrard*1. Henri Bouvier y précise que « *notre idée à nous, c'était de rappeler le souvenir des copains. C'était axé... ce n'était pas un devoir de mémoire, si vous voulez, dans le sens de la mémoire actuelle. Non, c'était un hommage aux copains, c'était un geste de fraternité si vous voulez.* » C'était une manière de faire en sorte qu'ils aient eux aussi une tombe. Mais par la suite, « *les gens manifestaient un tel intérêt que ça nous a amenés à réfléchir sur la nécessité d'être quand même plus explicites dans notre affaire* ». Il a donc fallu évoluer vers un musée, mais un musée qui n'en restait pas moins un mémorial et qui avait notamment pour fonction de bien faire distinguer les Allemands et les nazis en ne prolongeant pas les haines.

La question de la réception du Musée et de ses contenus est par ailleurs importante. Or, il apparaît que le Musée de Morette a connu d'emblée un certain succès. Par exemple, un rapport de gestion de 1966, pour une époque située bien avant celle qui a

vu s'intensifier le succès du tourisme mémoriel, évoque déjà 30 000 visiteurs, soit 200 par jour pour quelque 150 jours d'ouverture estivale, auxquels il faut encore ajouter 2 à 3 000 enfants ou jeunes gens venus en groupes. « *Il est donc certain que le Musée est un lieu très visité et qu'il a un rôle éducatif et de propagande incontestable à jouer.* » Ce même document nous apprend aussi que le gardiennage des lieux nécessite des moyens dont la structure ne dispose pas encore et que les deux lieux, musée et mémorial, se côtoient ainsi sans être pour autant coordonnés.

Les archives du conseil général détiennent par ailleurs deux livres d'or très intéressants, remontant respectivement à 1978 et à 1998-2000. Les propos qu'on y lit s'en tiennent en général aux objectifs d'hommages et de perpétuation de la mémoire que les concepteurs ont eux-mêmes mis en avant. Ils expriment aussi, pour beaucoup d'entre eux, une forte émotion. Leur lecture implique de se demander qui peut en être l'auteur, personnalité politique ou simple visiteur, témoin de cette époque sombre ou jeune visiteur, public local ou touriste étranger, etc. Elle ne permet pas toujours de savoir dans quelle mesure l'écriture de ces propos découle d'un formatage constitué à l'avance par un sens commun

*1 Réalisé le 10 octobre 2008 par Anouck Richard, *ibid.*

relatif au « devoir de mémoire »*1 (« *Ce musée nous permet de garder tout ce qui s'est passé en mémoire. Il faut se souvenir et ne pas oublier le passé pour informer les générations suivantes. N'OUBLIONS JAMAIS* », 7 mai 2000) ou s'il est le résultat direct de ce que chaque auteur a ressenti au cours de la visite (« *C'est très émouvant* », 24 juin 2000). Mais il apparaît quand même que le registre émotionnel qui est adopté par de nombreux commentaires rend compte de l'effet suscité par la découverte des lieux et de leurs contenus. Par ailleurs, une étude plus approfondie et systématique permettrait peut-être de mettre en évidence ce qui distingue ces propos à vingt années de distance, dans un rapport temporel avec l'époque des faits différent d'un cas à l'autre. Par exemple, quand une visiteuse écrit que « *c'est avec émotion que je me suis recueillie me ramenant trente années en arrière* » [21 juillet 1978], qu'en aurait-il été il y a quinze ans, et qu'en serait-il aujourd'hui ?

QUE FAIRE D'UN MUSÉE-TÉMOIN ?

Le Musée départemental de la Résistance haut-savoyarde du site de Morette se présente donc comme un musée de la première génération,

avec une superposition de temporalités narratives, et comme un vecteur de la mémoire collective d'aujourd'hui et de demain. C'est un musée-témoin qui laisse peu d'espace à l'initiative des visiteurs, quelles que soient les tentatives de ses animateurs pour le rendre attractif par des visites-découverte au cours desquelles, par exemple, il faut chercher « *un message codé grâce à des indices et des énigmes disséminés dans le musée* » ou des objets « *à l'aide de photos indices* »*2. C'est aussi un musée qui n'explicite pas les liens avec le présent, laissant les visiteurs les établir eux-mêmes à travers l'hommage rendu à la Résistance haut-savoyarde, dans une version d'abord militaire. Mais c'est un lieu qui mérite d'être préservé pour la richesse et l'authenticité des informations auxquelles ses contenus nous donnent accès. C'est un lieu où la dimension de témoignage l'emporte assez largement sur la relative vétusté de l'organisation muséale.

Il est toutefois dommage que les visiteurs n'aient pas accès à certaines informations non seulement sur l'histoire du musée, de sa création et de ses restructurations, mais surtout à propos d'une série de questions historiographiques que pose l'histoire des Glières, même dans sa version d'épopée narrative.

Pour reprendre les deux aspects qui nous paraissent prioritaires dans le cadre d'une analyse muséohistorique, les temporalités et la comparaison, il apparaît en effet que le Musée de Morette ne laisse rien voir ou presque de sa propre histoire. Certes, il paraît difficile de reconstituer avec minutie l'histoire des transformations successives de son exposition. Cependant, une explication minimale organisée en distinguant les trois étages et leurs traits particuliers, en incluant des éléments de chronologie, permettrait de clarifier les contenus proposés et d'enrichir leur compréhension. Quant à la comparaison, elle concerne par exemple la notion d'engagement. Elle mène, autant que faire se peut, à tenter aujourd'hui de reconstruire les présents du passé, c'est-à-dire l'univers mental et la situation exceptionnelle, avec ses incertitudes et ses risques, dans lesquels les combattants des Glières ont accompli ce qu'ils ont accompli. Cette question cruciale reste en effet relativement absente.

L'image du mur contre l'indifférence, l'oubli et le révisionnisme qu'utilise Michel Germain est sans doute pertinente. Elle mériterait d'ailleurs d'être présentée aux visiteurs et discutée avec eux comme telle. Mais elle n'est pas incompatible pour autant avec le fait de leur rendre accessibles diverses questions de fond qui méritent une réflexion collective non seulement

parmi les historiens, mais aussi dans l'espace public. Ces questions concernent notamment le fait de savoir ce à quoi l'épopée narrative du Plateau des Glières rend justice ; le rôle des populations civiles et leurs relations avec les maquis ; une analyse critique des stratégies militaires relatives à toute l'histoire des Glières, entre réduit et guérilla, en fonction aussi des parachutages et de ce que les acteurs pouvaient en attendre ; la connaissance de la complexité des structures de la Résistance et de leur unification au-delà d'une unité rétrospectivement affirmée pour le cas des Glières qui n'a plus ni la même nécessité, ni le même sens aujourd'hui ; l'histoire de la construction de la mémoire des Glières et les différentes strates temporelles observables au fil de l'exposition ; le sens du combat des maquisards tel qu'il se comprend aujourd'hui, non seulement en termes de liberté, mais aussi en termes d'égalité (de droits sociaux) et de fraternité.

Le Musée de Morette touche forcément ses visiteurs par l'authenticité de sa présentation, de ses contenus et des acteurs qu'il incarne. Tout cela mérite vraiment d'être préservé. Mais il deviendrait plus intéressant encore en étant mis en lien avec ces éléments de complexité et de controverses historiographiques dont la prise en considération ne peut que rendre le passé plus intelligible.

*1 Voir Sébastien Ledoux, *Le « devoir de mémoire » à l'école. Essai d'écriture d'un nouveau roman national*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes, 2011.

*2 Programme des Journées du Patrimoine de Pays et des Moulins, Morette, Culture74.fr, 15-16 juin 2013.

N°3 Une mémoire écrasée par l'évènement du 6 juin 1944 : l'évocation de la Résistance dans les musées de Basse-Normandie

Brice PASCAL - Doctorant - Université Montpellier III

Prépare une thèse de muséohistoire sur les représentations muséales
du débarquement allié de Normandie.

La Basse-Normandie est aujourd'hui une région qui héberge de nombreuses structures muséales dédiées à la Seconde Guerre mondiale. La densité muséale locale (et de fait mémorielle) correspond assez bien à la définition de « terroir mémoriel » définie par les chercheurs en muséohistoire*1. En effet, nous considérons comme « terroir mémoriel normand » la zone géographique s'étalant de Cherbourg à Merville et de la côte jusqu'à Caen, une zone à forte densité muséale. Cette bande littorale héberge en effet vingt et un musées dont la narration se veut très locale puisque fondée sur les événements majeurs qui eurent lieu sur le sol même de leur implantation, à savoir le débarquement de Normandie. Ce secteur est précisément celui choisi par les Alliés pour débarquer en juin 1944 avec un prolongement jusqu'à Cherbourg. Cette ville était d'ailleurs un objectif essentiel de l'opération *Overlord* puisqu'il s'agit du seul port en eaux profondes de Normandie. Le « terroir » cible prend donc pied sur les départements de l'Orne, de la Manche et du Calvados et s'étale d'ouest en est sur une petite centaine de kilomètres. Parmi les vingt et un musées, la plupart consacre une part importante, pour ne pas dire prépondérante, à l'évènement très localisé qu'est le débarquement de Normandie. Cette narration s'accompagne, généralement, d'une présentation des préparatifs de l'opération *Overlord**2 incluant

*1 Voir Patrick Louvier, Julien Mary et Frédéric Rousseau, *Pratiquer la muséohistoire, La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique*, Outremont (Canada), Athéna Éditions, 2012.

*2 Nom de code donné à l'opération qui comprend le débarquement du 6 juin 1944. Voir Olivier Wieviorka, *Histoire du Débarquement en Normandie, Des origines à la libération de Paris, 1941-1944*, Paris, Le Seuil, 2007, p. 212.

notamment les opérations destinées à faire croire aux Allemands en un éventuel assaut amphibie dans le nord du pays mais, plus rarement, le rôle joué par la Résistance dans cette vaste entreprise. En effet, huit structures*¹ seulement abordent cet aspect de la libération régionale et nationale. À ce premier constat surprenant s'en ajoute un second : pourquoi n'y a-t-il pas d'établissement spécifiquement consacré à la mémoire des différents réseaux normands, qu'ils soient de l'Orne, de la Manche ou du Calvados ? C'est pourtant le cas dans la plupart des régions françaises et la Normandie n'a nullement démerité*² par les actions clandestines menées par plusieurs réseaux normands dont un des plus connus, Centurie, a agi juste en arrière d'*Omaha Beach**³.

Comment comprendre cette relative amnésie ? Le thème de la Résistance en Basse-Normandie est-il dilué dans l'ensemble « débarquement des Alliés » au point d'en avoir quasiment été dissout ? Quelle narration est faite de la résistance locale dans les quelques structures qui y consacrent une place au sein de leurs expositions ?

Et lorsque le choix est fait d'intégrer l'histoire de ces mouvements dans des présentations muséales, quelle est l'ambition poursuivie ? C'est ainsi à plus d'un titre qu'il semble intéressant de questionner le type d'exposition présentée, de confronter les narrations muséales à l'historiographie la plus récente mais aussi, plus globalement, d'essayer de mettre en perspective la place que prennent ces expositions dans le paysage mémoriel normand, paysage dont la densité muséale est presque unique en France.

En Basse-Normandie, tous les établissements traitent de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement du Débarquement des Alliés le 6 juin 1944, évènement dont sera fêté le 70^e anniversaire l'an prochain. Les premiers soldats alliés à débarquer en nombre sur le sol français l'ont fait par les fameux cinq secteurs normands, plages que l'on appelle désormais dans le langage courant « plages du Débarquement ». La possibilité d'une telle opération n'eut cependant pas été possible sans l'aide préalable d'autres combattants et, notamment, de ceux de

la Résistance française*¹. Or, deux musées sur trois taisent l'histoire de ces hommes dans leur exposition et aucune structure ne consacre l'intégralité de sa présentation à la Résistance de Basse-Normandie.

Dans les huit musées situés en Basse-Normandie qui intègrent l'histoire de la Résistance dans leur narration, les présentations témoignent d'une vision commune. Celle-ci consiste à présenter la lutte clandestine dans un parcours chronologique dont le Débarquement est toujours le point d'orgue. On retrouve cette vision au Mémorial de Caen*², au Mémorial de la Liberté Retrouvée de Quineville*³, au Musée-Mémorial d'*Omaha Beach**⁴, au Musée-Mémorial de la Libération de Cherbourg*⁵, au Mémorial *Pegasus Bridge**⁶, au Musée de la Libération de Sainte-Marie-du-Mont*⁷, au Musée du Débarquement

d'Arromanches*⁸ et au Musée-Mémorial de la Bataille de Normandie de Bayeux*⁹. Plusieurs points méritent l'attention. Tout d'abord, les musées de Caen, Quineville, Cherbourg, Arromanches et Bayeux ont connu des refondations ou des modifications importantes de 2004 à 2006, soit durant la période du 60^e anniversaire ou juste après. De plus, la moitié de ces établissements dépendent étroitement des municipalités*¹⁰ dans lesquelles ils sont installés. Tous, sauf le musée de Sainte-Marie-du-Mont, visent un public fortement composé de scolaires. Cette dernière observation est en soi paradoxale puisqu'il apparaît rapidement que peu de structures*¹¹ présentent un véritable historique de la Résistance française qui pourrait pourtant faciliter la compréhension d'un public non érudit. Ainsi, pour sa part, le

*¹ Nous ferons référence tout au long de cet article aux expositions visitées entre le 27 mars et le 3 avril 2012.

*² Jean-Pierre Azéma, Robert Paxton et Philippe Burrin, *6 juin 44*, Paris, Tempus, 2008, p. 144.

*³ Nom de code donné à une plage. Olivier Wieviorka, *Histoire du Débarquement en Normandie, Des origines à la libération de Paris, 1941-1944*, op. cit., p. 444.

*¹ Olivier Wieviorka, *Histoire du Débarquement en Normandie, Des origines à la Libération de Paris, 1941-1944*, op. cit., p. 394.

*² Réouvert en 2004, l'exposition actuelle sur le débarquement date de février 2012.

*³ L'exposition date de 2005.

*⁴ Le site a ouvert ses portes en 1980 et son exposition actuelle date de 1994.

*⁵ L'établissement a été inauguré en 1954 et la muséographie revue en 1994.

*⁶ Le musée existe depuis 1974 mais a été refondé en 2000.

*⁷ La structure date de 1962 et la collection s'est développée au fur et à mesure.

*⁸ Le musée a été créé en 1954, l'exposition actuelle date de 2004.

*⁹ Le musée-mémorial a été inauguré en 1981, l'exposition visible de nos jours date de 2006.

*¹⁰ C'est le cas à Caen, Cherbourg, Arromanches et Bayeux.

*¹¹ Le Musée-Mémorial de la Bataille de Normandie de Bayeux, le Musée-Mémorial de la Libération de Cherbourg-Octeville et le Mémorial de la Liberté Retrouvée de Quineville.

Musée-Mémorial de Bayeux*1 remonte jusqu'au 18 juin 1940 avec le célèbre discours du général de Gaulle et décompose le rôle de celui-ci sous deux titres : « le rassembleur » pour expliquer son action avec Jean Moulin à ses côtés et « le libérateur », concernant tous les actes de la Résistance. Ces derniers ne sont guère présentés selon un déroulement chronologique mais seulement en rapport avec le débarquement des Alliés :

« *Le débarquement devant avoir lieu en Normandie,... et d'aider par tous les moyens : sabotage, coups de mains...* ».

Ainsi, la Résistance paraît avoir été créée dans le seul but de préparer le débarquement. Cela est, certes, un peu le cas puisque son but est la libération du territoire national, mais cette présentation téléologique*2 ne mentionne pas les combats menés durant les années qui ont précédé. Concevoir

que le maquis du Vercors soit tombé en juillet 1944 uniquement pour la réussite du Débarquement n'est pourtant pas chose aisée. Par ailleurs, cette présentation fait l'impasse sur la diversité des courants qui traversaient et parfois divisaient la Résistance. Cette volonté de délivrer aux visiteurs une narration s'appuie alors sur des objets métonymiques*3, aisément reconnaissables telle que la mitrailleuse *Sten Mark 2* anglaise parachutée à près de 200 000 exemplaires*4, une arme que l'on retrouve dans presque toutes les expositions portant sur le même sujet. Cette mitrailleuse, largement distribuée en raison de son faible coût de production, se voit présentée dans 4 des 8 musées*5 et est en photographie dans tous. De la même façon, cette célèbre photographie montrant un groupe de maquisards regardant le maniement de cette fameuse arme britannique sur une table*6 se retrouve dans deux*7 de

nos expositions. Cette utilisation des mêmes référents, et particulièrement de cette photographie-là, contribue à réduire le caractère local de ces événements puisque ce groupe de maquisards, dont l'origine semble être la Haute-Loire, est ici utilisé pour illustrer le rôle de ceux de Normandie. Ces emprunts ont ainsi pour effet de gommer les différences entre les nombreux réseaux et notamment leurs obédiences politiques. Seuls les musées de Cherbourg et de Quineville montrent la différence entre FFI et FTP*1. À Bayeux, où pourtant le général de Gaulle est présenté sous le terme de « rassembleur », il est alors dit qu'il « exhorte, le 12 mars 1943, les combattants de la Résistance à se grouper sous son unique autorité. C'est chose faite le 15 mai... » L'impression donnée et ressentie est celle d'une unanimité totale. Pourtant, les tractations ne furent pas aussi apaisées ni aussi complètes. Une minorité de réseaux, majoritairement communistes, décida de ne pas se rallier à son autorité*2.

La mise en musée de la Résistance en tant qu'armée secrète, unie et prête à mettre à feu la métropole afin de faciliter l'arrivée des Alliés se rencontre systématiquement dans les expositions normandes qui traitent de la Résistance. La majorité d'entre elles ne présente pas un historique

des actions de la Résistance pour elle-même, aussi bref soit-il. De cette manière, les actions clandestines évoquées sont exclusivement celles qui datent de 1944 et il s'agit toujours d'opérations réalisées dans le seul objectif de permettre aux alliés de prendre pied en France. Le Mémorial de Caen intitule d'ailleurs son panneau consacré aux résistants : « *la Résistance entre en action* », sous-entendu, à la veille du Débarquement. De même, la planche explicative se poursuit de cette manière :

« *Dès la réception des messages d'action, au soir du 5 juin, la résistance française passe à l'action sur tout le territoire français.* »

On peut lire à Bayeux :

« *Le 5 juin au soir, les patriotes passaient à l'action.* »

De telles formulations laissent à penser que, depuis l'armistice, il ne s'est rien passé...

L'exposition de Sainte-Marie-du-Mont qui ne propose pas de narration mais seulement des vitrines garnies d'objets, place sa *Sten* et ses objets rappelant la lutte clandestine chronologiquement juste avant l'arrivée des parachutistes, soit le 5 juin au soir, les troupes aéroportées sautant en pleine nuit. Le visiteur comprend dès lors que les opérations de la Résistance

*1 Il faut noter que Bayeux est la première ville libérée visitée par le général de Gaulle en 1944. Pour le second anniversaire de la libération de la ville, de Gaulle choisit Bayeux pour faire un discours marquant sa rentrée en politique le 16 juin 1946.

*2 Une approche est téléologique dès lors qu'elle surinterprète certains épisodes du passé à partir de ce qui est advenu par la suite. Par exemple : interpréter les horreurs de la Grande Guerre en référence à celles advenues lors de la Seconde. Certains historiens voient ainsi la Grande Guerre comme le laboratoire du judéocide européen...

*3 Patrick Louvier, Julien Mary et Frédéric Rousseau, *Pratiquer la museohistoire, La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique, op. cit.*

*4 Michael R. D. Foot, J.-L. Crémieux-Brillac, *Des Anglais dans la Résistance, Le SOE en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011, p. 120.

*5 Dans les expositions des musées de Cherbourg, Sainte-Marie-du-Mont, Arrormanches et Bayeux.

*6 Robert Belot, *Les Résistants, L'histoire de ceux qui refusèrent*. Paris, Larousse, 2003, page de couverture.

*7 Au Musée-Mémorial de la Libération de Cherbourg-Octeville et au Mémorial de Caen.

*1-2 Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, Que sais-je, 2003.

prennent place peu de temps avant l'arrivée des « libérateurs ». Deux, parfois trois années de lutte clandestine sont ainsi passées sous silence, l'année 1944 étant présentée non pas comme l'année de la Libération mais comme la seule année de lutte pour cette Libération. Cette surreprésentation de l'année 1944 dans les structures normandes réduit l'action de la résistance française aux seuls préparatifs du débarquement à venir. Et de fait, le visiteur ne peut concevoir l'action de la Résistance qu'en établissant un lien avec le Débarquement.

Il est alors très intéressant de remarquer que si huit structures muséales exposent l'action de la Résistance, cinq seulement évoquent les opérations de préparation d'*Overlord*. Un seul musée, parmi tous ceux présents sur le sol normand, traite de ces opérations rassemblées sous le nom de code *Fortitude**1 (qui visaient à faire croire aux troupes d'Hitler que le véritable débarquement aurait lieu dans le Nord-Pas-de-Calais) sans aborder l'action de la Résistance. Il s'agit du Musée *Airborne* de Sainte-Mère-Église. Concernant les quatre autres structures, on peut faire un double constat. Le premier est que

Résistance et opérations de préparations de l'assaut allié sont toujours liées par la narration de ces musées. Le second est que l'action des soldats de l'ombre est présentée chronologiquement au même moment que ces trois opérations de diversion. Tout visiteur ne peut donc qu'associer missions de la Résistance et manœuvres de diversion, réduisant par là même plusieurs années de lutte clandestine au rang de simple préparatif. Rappelons, à toutes fins utiles, que *Taxable*, *Glimmer* et *Titanic**2 sont des opérations « gadgets ». En effet, ces dernières consistent à larguer de faux parachutistes, des poupées « *Rupert**3 », des bandelettes en aluminium censées faire croire aux radars allemands à un trafic très dense, un faux passage de convois maritimes au large de Calais. Or, ces missions se caractérisent par leur effet offensif nul, aucune destruction ne résultant de leur réussite, ce qui n'est absolument pas le cas de celles menées par la Résistance. Celles-ci sont au nombre de quatre et particulièrement risquées : ainsi le plan « vert » qui prévoit le sabotage des chemins de fer et des principaux ouvrages du génie civil, le plan « guérilla » qui incite les hommes à prendre les armes et à

attaquer toutes troupes isolées ainsi que les importants dépôts d'essence et de matériel, le plan « tortue » qui consiste à tendre des embuscades aux convois ennemis rejoignant la future zone de front, et enfin le plan « violet » donnant ordre de couper les lignes téléphoniques et de faire sauter certains relais radios*1. Il semble alors que Résistance et diversion soient regroupées par la moitié des structures traitant de ces sujets, quatre sur huit. De nombreuses raisons peuvent justifier ce choix : la suractivité effective des maquis durant l'année 1944, les contraintes architecturales des lieux d'exposition, voire les contraintes des mises en scène chronologiques... Il est certainement difficile, sinon impossible, de rendre compte dans une exposition de l'importance des rôles de chacun. Toutefois, la place consacrée à tel thème plutôt qu'à tel autre pose question. En effet, si la Résistance peut être présentée par nombre d'objets, civils ou militaires, en tenant compte de la richesse

des pièces d'équipements, d'armements issus des parachutages*2, il en est autrement des trois opérations citées plus haut. Il est fréquent d'exposer la poupée parachutiste*3, rendue célèbre par le film *Le Jour le plus long* en 1962, les bandes d'aluminium*4 anti-radar, mais comment présenter le passage d'un convoi fantôme au large de Calais, des canons et chars *Sherman**5 en caoutchouc gonflable disséminés dans la campagne anglaise ? Une photo tout au plus pourra illustrer ces opérations et ces objets. Sans doute aussi est-il compliqué*6, dans les espaces dévolus, de restituer l'implication et le degré de participation à une opération aussi vaste. Cependant, il reste tout de même que l'action de la Résistance n'est pas traitée pour elle-même mais bien comme un préalable, sinon un accompagnement, à l'arrivée des Alliés.

Comment expliquer ce relatif non-traitement de la Résistance en Normandie ? Un élément de réponse

*1 Olivier Wieviorka, *Histoire du Débarquement en Normandie...*, op. cit., p. 169.

*2 Mission faisant partie de l'opération *Fortitude*.

*3 Surnom donné par l'état-major allié. Jean-Pierre Azéma, Robert O. Paxton, Philippe Burrin, *6 juin 44*, op. cit., p. 98.

*1 Panneau de présentation de la Résistance française, salle Débarquement, Mémorial de Caen.

*2 Pour s'en faire une idée, nous ne saurions conseiller une autre visite que celle du Musée de la Résistance bretonne, à Saint-Marcel.

*3 Mémorial Pegasus, Musée du Débarquement d'Arromanches, Musée Airborne de Sainte-Mère-Église, Musée-Mémorial de la Libération de Cherbourg-Octeville.

*4 Mémorial Pegasus, Musée du Débarquement d'Arromanches, Musée Airborne Sainte-Mère-Église, Mémorial de Caen, Musée-Mémorial de la Libération de Cherbourg-Octeville.

*5 Modèle de chars construit et largement utilisé par les États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale. Jean-Pierre Azéma, Robert O. Paxton et Philippe Burrin, *6 juin 44*, op. cit., pp. 90-91.

*6 Musée du Débarquement d'Arromanches et Mémorial Pegasus.

peut être trouvé du côté des scénographes. Il faut ici noter qu'une part non négligeable de ces derniers, dans le secteur qui nous intéresse, sont des collectionneurs privés comme à Sainte-Marie-du-Mont ou à Quineville. Il ne s'agit donc pas au départ de professionnels même si le musée est devenu leur principale activité, mais de passionnés. Ainsi, lorsqu'elle est traitée, la Résistance est-elle souvent abordée, durant la période de l'Occupation, sous le prisme de sa répression plutôt que de ses succès ou de ses modes de vie. Le Musée de la Libération de Cherbourg évoque quant à lui les partisans par la présentation de l'Affiche rouge*1, la lettre de Guy Môquet*2, et une série de poteaux d'exécution encore munis des morceaux de draps noués destinés à cacher les yeux des condamnés. Mais encore une fois, on est très loin de la résistance normande. Même si ici, la photographie des maquisards manipulant des armes, dont nous parlions plus haut, ou celle d'un résistant accroupi posant un pétard de rail, est absente. Pourtant, même si cela est aujourd'hui très difficile à chiffrer, tous les combattants de l'ombre n'ont pas été ar-

rêtés ou exécutés. Cette insistance mise sur la répression a pour but de (dé)montrer l'extrême violence du régime nazi mais il en résulte tout de même une légère altération de ce que fut la Résistance, qui dut vivre dans un secret extrême et souvent dans la plus totale clandestinité pour éviter les arrestations. À Cherbourg, où la si célèbre *Sten* ne figure pas dans l'attirail du combattant clandestin, le visiteur ne voit de la Résistance que la terrible répression dont elle fait l'objet, mais rien n'est dit des raisons qui poussèrent des hommes et des femmes à s'engager dans la Résistance. Cette façon de dépeindre l'histoire de la Résistance est assez caractéristique de Cherbourg. Cependant, on peut constater que le Musée de la Bataille de Normandie de Bayeux partage très largement la trame de ce récit tronqué.

Dans ce dernier, lorsque la Résistance est exposée durant l'Occupation, le terme de « résistance » n'est même pas utilisé, on évoque seulement cet « *exemple de renseignement fourni à Londres par le réseau Éleuthère* » et on décrit l'itinéraire d'un homme, probablement résistant, et déporté pour des causes qui

ne sont pas clairement élucidées. Une petite vitrine sert de crypte où l'on peut voir sa tenue de déporté écussonnée du triangle rouge des déportés-résistants frappé de la lettre F*1. Celle-ci est pliée à côté d'un couvre-chef ainsi que de divers objets personnels fabriqués dans les camps comme, par exemple, un jeu de cartes. Cela est à première vue surprenant puisque l'intitulé du panneau parle de « renseignements ». À nouveau, la première approche de la Résistance que découvre le visiteur se fait par le prisme de la répression. L'entrepreneur muséal de Bayeux se montre soucieux de présenter ainsi la terrible dureté du régime nazi à l'égard de ses ennemis, mais le message est brouillé ; un résistant est un homme ou une femme qui prend d'énormes risques certes, mais dont la tâche qui le caractérise est tout de même son engagement et sa lutte, comme l'indique *a priori* le titre faisant référence à une transmission de renseignements à Londres. Un appareil radio en complément de la tenue de déporté montrant l'atroce destin de cet homme aurait peut-être pu apporter cette nuance et mettre à distance cette approche exclusivement victimaire. Cet émetteur-récepteur est présent dans la vitrine

consacrée à la Résistance à la veille d'*Overlord* aux côtés d'une mitraillette *Sten*. Le plus remarquable, c'est que cette façon d'exposer la Résistance au plus grand nombre ne se retrouve pas dans les musées de la lutte clandestine qu'il nous a été donné de visiter en France. Preuve s'il en est que les acteurs de la Résistance, souvent eux-mêmes fondateurs des musées, ne réduisent pas leur expérience à cette seule séquence de la répression-arrestation-déportation. Il semble donc bien qu'intégrer l'action de la Résistance dans l'ensemble évènementiel que constitue le débarquement de Normandie n'est pas chose aisée. Cette difficulté tient-elle à la nature même de la condition de résistant, civils qui combattent sans uniforme, non protégés par les différentes conventions de Genève ?

De fait, cette nature complexe qui naît d'une opposition entre civil/militaire se retrouve parfaitement dans les vitrines du Musée de la Libération de Sainte-Marie-du-Mont. Ce musée tenu par un collectionneur est un musée de site installé dans un bâtiment qui fut le lieu d'un bref repos des parachutistes de la *101st Airborne Division* en route vers Carentan. Il abrite une collection d'objets récupérés dans

*1 Affiche de propagande nazie montrant la capture et l'exécution de 23 résistants FTP-MOI de la région parisienne.

*2 Lettre d'adieu à ses parents écrite par Guy Môquet, jeune militant communiste exécuté le 22 octobre 1941, à l'âge de 17 ans.

*1 Signe de reconnaissance dans les camps nazis signifiant que le déporté l'était pour des raisons politiques et qu'il était originaire de France.

la région depuis de nombreuses années qui sont regroupés selon des critères de types d'unités : troupes de casemates, de blindés, aéroportés, FFL*1, ou bien encore *Waffen SS*. La particularité de ce musée réside dans le fait qu'il ne propose aucune narration, aucune explication si ce n'est que très brièvement pour la description technique d'un objet ou pour expliquer la légitimité de sa place dans l'exposition. Le récit est très fragmenté. Nous prendrons l'exemple d'une grenade défensive britannique *Mills*, objet très courant de par son utilisation massive dont un petit morceau de papier découpé nous indique ce qui en fait la réelle rareté : « *Cette grenade a fait partie du lot de bord d'une des 4 jeeps du stick Roger de la Grandière parachutée sur Saint-Marcel le...* »*2 Cette arme est bien sûr rangée dans la vitrine dédiée à la Résistance. Celle-ci se trouve à la sortie d'un couloir qui sépare globalement la présentation des troupes allemandes des troupes

alliées. Sans surprise, la vitrine est installée du côté des troupes alliées. On peut y voir quelques objets rappelant la Résistance tels que deux brassards aux couleurs tricolores portant l'inscription FFI*3, un casque Adrian*4, la fameuse grenade, ainsi que la non moins célèbre mitrailleuse britannique accompagnée d'une boîte de cartouches de la même origine. À ces quelques pièces de collection très représentatives s'adjoignent deux brassards portant l'étoile juive. Leur présence paraît dans un premier temps déplacée. Quel lien en effet peut-on établir entre la Résistance et l'illustration de la politique génocidaire nazie ? En fait, il s'avère que l'auteur de cette mise en scène n'a pas placé ces deux objets-là en pensant rappeler l'action des « justes parmi les nations »*5 ni l'implication des personnes juives dans les différents réseaux de Résistance mais bien parce qu'il a voulu rassembler les différents objets civils de sa collection au

même endroit. Cette interprétation témoigne d'une double association résistant/civil, civil/victime. Il est vrai que les deux parallèles sont justes, nous avons compris que les résistants sont des civils qui prennent les armes. D'un autre côté, les civils sont souvent victimes des conflits, on compte 35 317*1 Français tués par les bombardements pour la seule année 1944, dont plus de la moitié seraient normands. Il est même possible d'aller plus loin. Il faut prendre en considération les influences qui circulent entre les différentes structures muséales établies dans la Manche, l'Orne et le Calvados. En effet, celles de taille majeure, ayant une notoriété nationale voire internationale, comme le Mémorial de Caen et, dans une moindre mesure, le Musée de la Libération de Cherbourg, exercent des influences*2 sur les musées aux dimensions et aux rayonnements plus modestes et locaux*3. Ce phénomène est particulièrement visible avec l'intégration dans leur scénographie d'objets ayant trait à la déportation et notamment des tenues, y com-

pris dans les structures exclusivement consacrées à l'exposition d'*Overlord*, comme c'est le cas au Musée-Mémorial d'*Omaha Beach*. Il nous est impossible de développer ici le jeu de ces influences, cependant cet effet semble se vérifier ici. On peut penser que ces deux brassards étaient absents dans la présentation originelle puisque ce sont les deux seuls à être présentés dans des vitrines sur un plan vertical, la disposition d'autres objets sur l'espace d'exposition horizontal l'empêchant, faute de place restante. Dans ce musée, il y a donc un parallèle, un amalgame établi par l'entrepreneur muséal entre résistant et déporté racial. Est-ce pour illustrer un destin quelquefois partagé suite à une arrestation ? Est-ce faute de pouvoir présenter une tenue de déporté politique aujourd'hui très rare ? Ce parallèle ne prend pas en compte les raisons de cette déportation commune et place combattants engagés et victimes civiles sur le même plan d'exposition. Cette présentation, qui confond les raisons de la déportation d'un certain nombre de

*1 Forces Françaises Libres.

*2 Détail de l'exposition visitée le 2 avril 2012. Le *Stick Roger* de la Grandière est un groupe de parachutistes des forces spéciales de la France Libre venu prêté main forte aux maquisards bretons.

*3 Forces Françaises de l'Intérieur.

*4 Le casque Adrian est le casque réglementaire français durant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Il fut réutilisé par les maquisards, souvent tels quels sinon avec une croix de Lorraine ou un insigne distinctif peint sur l'avant de la bombe.

*5 Titre porté par les hommes et les femmes qui ont sauvé des personnes juives durant la période de l'Occupation. Voir le site internet : www.yadvashem-france.org

*1 Olivier Wieviorka, *Histoire du Débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris 1941-1944*, op. cit., p. 159.

*2 L'influence des musées nationaux majeurs est décryptée dans l'ouvrage de Patrick Louvier, Julien Mary et Frédéric Rousseau, *Pratiquer la muséohistoire. La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique*, op. cit., p. 29.

*3 *Ibid.*, p. 28.

résistants et le sort des populations juives, témoigne aussi de la présence croissante du génocide dans la mémoire collective.

Comme nous venons de le voir, le combattant appartenant à un réseau de Résistance durant la période précédant le 6 juin 1944 est régulièrement présenté par la cruelle répression dont il fait l'objet. Exposer le combat de ces hommes et de ces femmes en insistant autant sur leur sort une fois capturés brouille singulièrement le message transmis par l'histoire de ces civils épris de liberté devenus résistants. Cela est le cas dans trois structures des huit présentes dans notre objet d'étude. La Résistance n'est jamais présentée en Normandie pour elle-même, elle est soit exposée comme un préparatif d'une opération de grande envergure, ce qui privilégie uniquement les actions datant des mois précédant le Débarquement, soit comme un moyen de témoigner et de faire ressentir au visiteur l'extrême cruauté du régime nazi. Dans tous les cas, cette façon de dépeindre la Résistance échoue à proposer une véritable explication de ses motivations, à présenter ses actions et ses modes de vie. Pourquoi est-elle envisagée de

cette manière ? Dans ce terroir mémoriel, tout ce qui a participé à la Libération semble avoir été écrasé par l'évènement majeur « débarquement de Normandie ». L'importance du tourisme de mémoire en lien avec le 6 juin 1944 influence sans aucun doute ces mises en récit des structures muséales. C'est ce que révèle une enquête menée sur les retombées touristiques dans le département du Calvados*1. Cette dernière indique que pour 60 % des touristes, leur déplacement a pour but de s'informer sur les opérations de débarquement des Alliés de l'été 1944. Les informations recherchées portent essentiellement sur l'assaut amphibie du 6 juin. Pour répondre à ces attentes supposées des touristes, les musées qui exposent l'action des combattants de l'ombre le font toujours en lien avec l'arrivée des Alliés. Les entrepreneurs muséaux n'intègrent que les éléments historiques strictement liés au Débarquement. C'est ainsi qu'en définitive la Résistance normande se trouve réduite et minorée parce qu'elle est devenue une infime fraction de la narration d'un évènement majeur qui suscite l'intérêt du public anglo-saxon notamment. Mais la forte présence

effective de touristes étrangers et notamment états-uniens n'explique pas tout. Un seul musée évoque très rapidement la mémoire de la résistance locale, il s'agit du Musée-Mémorial d'*Omaha Beach*. Il expose une pancarte manuscrite portant le nom des différents « martyrs »*1 normands. Celle-ci est cependant d'un accès difficile, cachée derrière des mannequins et semble fortement datée. Cette exception peu visible tend à montrer qu'il y a bel et bien un manque d'assurance dans la présentation des réseaux de lutte, et le plus souvent un effacement des actions de ces résistants locaux. À ce propos, un parallèle entre l'amnésie muséale et le faible écho historiographique peut être établi. En effet, il n'existe que deux ouvrages consacrés à la Résistance normande et l'un a été écrit en 1970 par le Colonel Rémy, ancien agent de la France Libre. Les ouvrages considérés comme faisant aujourd'hui autorité sur le 6 juin 1944, et particulièrement *Histoire du Débarquement en Normandie* d'Olivier Wieviorka, mentionnent assez rarement le rôle de la Résistance. Ce dernier y consacre un chapitre mais rien n'est dit sur les résistants de Basse-Normandie. De ce point de vue, le terroir mémoriel normand

contraste profondément avec les représentations de la Résistance dans d'autres régions de France. Pourquoi n'y a-t-il pas de musées consacrés à la lutte clandestine locale, comme c'est partout le cas en France ? Ces derniers sont généralement créés à l'initiative d'anciens maquisards. Pourquoi les résistants normands n'ont-ils pas un tel instrument pour rappeler leur combat et leur mémoire ? On ne peut que constater l'amnésie locale concernant ces combattants du terroir adossée à une connaissance historique limitée, sinon inexistante, concernant la Résistance en Basse-Normandie.

*1 D'après le rapport *Mesure et analyse des retombées économiques du tourisme de mémoire sur le département du Calvados*. Enquête exécutée par la DGCS, la SGA et le ministère de la Défense sur l'année 2011.

*1 « Martyrs » est le terme utilisé sur ladite pancarte.

N°4 Les musées de la Résistance en Italie. Le cas de l'Émilie-Romagne

Claudio SILINGARDI - Directeur général de l'Institut national pour l'histoire du mouvement de libération en Italie (INSMLI), Milan

Anciennement directeur de l'Institut pour l'histoire de la Résistance et de la société contemporaine dans la province de Modène, il a notamment été l'auteur, en 2009, de l'ouvrage Alle spalle della linea Gotica. Storie luoghi musei di guerra e Resistenza in Emilia-Romagna, un véritable guide critique des lieux pour la mémoire et des musées de guerre et de la Résistance en Émilie-Romagne.

Parmi les plus de 3600 musées italiens, une soixantaine sont consacrés à la résistance et à la déportation, de manière directe ou indirecte, dans le cadre plus général de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; et plus d'un tiers d'entre eux sont situés dans la région d'Émilie-Romagne. Au cours des dernières années – avec la seule exception partielle des musées de la Shoah, comme nous le verrons – l'intrication entre des processus politiques de moyenne durée et la crise économique contemporaine ont mis ces musées devant de grandes difficultés, certains d'entre eux ayant dû fermer alors que d'autres ne survivent que grâce à l'engagement de volontaires, sans recevoir de financement public. Cela est aussi survenu parce qu'au cours des deux dernières décennies, en Italie, d'un

côté les valeurs de la Résistance comme fondements de l'Italie républicaine et de la Constitution, tout comme l'expérience démocratique du communisme italien et le rôle positif du système des partis pour consolider la démocratie ont été mis en discussion, alors que, par ailleurs, Benito Mussolini, le régime fasciste et même la République sociale italienne ont été constamment l'objet de tentatives de réhabilitation*¹.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action des forces politiques du centre-droit avec des propositions de lois visant à mettre sur le même plan les partisans et les fascistes, prévoyant des coupes contre les musées et instituts de recherche considérés comme trop engagés, des demandes répétées de supprimer des dénominations liées à l'antifascisme et à la Résistance et de reconnaître

*¹ Angelo Del Boca (dir.), *La storia negata. Il revisionismo e il suo uso politico*, Vicenza, Neri Pozzi editore, 2009.

des personnages liés au fascisme*1. Un des aspects les plus honteux de cette politique a été l'inauguration en août 2012, à Affile, une petite commune de la province de Rome, d'un mausolée dédié au criminel de guerre Rodolfo Graziani, par le biais de financements publics*2. La crise économique qui a touché l'Italie à partir de 2008 n'a fait qu'accentuer ces processus déjà en cours, en permettant de poursuivre ces coupes drastiques dans les fonds destinés aux instituts et musées de la Résistance sans courir le risque d'être accusés de discrimination politique.

D'autres processus plus profonds s'observent aussi quand, à côté des grands vecteurs de la formation identitaire du passé (l'État, l'école, la politique), qui traversent une crise profonde, se sont définitivement affirmés de nouveaux protagonistes, comme le marché et les mass-média producteurs d'une « histoire médiatique » qui fait le plus souvent de la simplification et de la banalisation (quand il ne s'agit pas d'objectifs

directement politiques) ses principales caractéristiques. En outre, à partir des années 90, on a assisté à la « multiplication » des mémoires de guerre et à l'émergence de « mémoires antipartisanas », en particulier dans certaines communautés civiles frappées par les représailles nazies et fascistes ; la représentation unitaire de la Résistance centrée sur la figure du partisan combattant est entrée en crise et une nouvelle attention s'est portée sur d'autres sujets, comme les déportés juifs, les internés militaires italiens, les femmes et les civils tués par les bombardements anglo-américains. Ces mémoires diverses se confrontent et entrent parfois en tension entre elles pour s'affirmer sur la scène publique ; et l'État joue lui-même un rôle dans ce sens en ayant commencé à établir légalement des journées consacrées aux souvenirs de ceux qui ont vécu des situations historiques particulières*3.

Avant d'en venir aux réalités des musées de la Résistance, il peut

valoir la peine d'interroger la mémoire de la déportation, notamment pour mettre en évidence une spécificité italienne eu égard à la réalité française : l'absence complète de musées qui soient à la fois de la résistance et de la déportation. Au retour des camps, les déportés ont trouvé une société peu disponible pour entendre leurs souffrances et, pendant très longtemps, l'unique représentation possible du déporté a été celle de la « victime résistante » ; toute forme de déportation était ainsi insérée dans le cadre des déportations politiques. Ce n'est qu'à partir des années 60 qu'a émergé la spécificité de la déportation raciale, et il a fallu attendre les dernières années du XX^e siècle pour voir apparaître dans l'espace public tous les sujets victimes de l'univers concentrationnaire*1.

La nécessité de disposer d'un lieu dédié au souvenir de la déportation politique et raciale a été affirmée pour la première fois à Carpi, près de Modène (où se trouve, dans le hameau de Fossoli, le principal camp de transit et de déportation italien), en 1955, au cours

d'une manifestation nationale pour la célébration de la Résistance dans les camps de concentration. Une exposition itinérante a été présentée à cette occasion, et ensuite dans de nombreuses villes italiennes, ce qui a joué un rôle décisif pour la « découverte » de la déportation par beaucoup de citoyens italiens*2. Le musée a été inauguré en 1973, alors que ce n'est qu'en 1984 que la municipalité de Carpi parvient à acquérir le camp de Fossoli, une fondation pour sa valorisation étant fondée en 1996. Cette expérience mise à part, les spécificités de la déportation juive ont pendant longtemps été ignorées par les musées dont tout ou partie est consacré à la Seconde Guerre mondiale, ne trouvant leur place presque exclusivement que dans les musées dédiés aux communautés ou aux cultures juives, une quinzaine en Italie*3. Cette situation a évolué au cours de ces dix dernières années, à partir de la décision du parlement italien, en 2003, de constituer à Ferrare un Musée national de la Shoah – transformé ensuite, en 2006, en Musée national du

*1 Giovanni De Luna, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011.

*2 Reconnu responsable des déportations de masse et des massacres de civils (y compris en utilisant des gaz) en Cyrénaïque et en Éthiopie, le général Graziani a aussi été l'un des chefs de l'armée de la République sociale italienne. Soumis à procès en 1950, il a été condamné à 19 ans de prison dont il n'a effectué que quatre mois. En 1953, il est devenu président honoraire du Mouvement social italien avant de mourir en 1955.

*3 Jusqu'à nouvel avis, nous avons le 27 janvier comme Journée de la mémoire qui rappelle les juifs et les internés militaires, le 10 février comme jour du souvenir dédié aux réfugiés juliano-dalmates qui ont fui la Yougoslavie, alors que le 9 mai commémore les victimes du terrorisme des années 1970-1980 et, enfin, le 9 novembre, date de la chute du Mur de Berlin, dédié aux victimes du communisme. À ces dates s'ajoutent celles du 25 avril et du 2 juin, consacrées à la Résistance et à la Constitution.

*1 Voir Robert S. C. Gordon, *Scolpitelo nei cuori, L'olocausto nella cultura italiana (1944-2010)*, Turin, Bollati Boringhieri, 2013.

*2 Marzia Luppi, Elisabetta Ruffini (dir.), *Immagini dal silenzio. La prima mostra nazionale dei lager nazisti attraverso l'Italia 1955-1960*, Carpi, Nuovagrafica, 2005.

*3 Annie Sacerdoti, *Guida all'Italia ebraica*, Venise, Marsilio, 2003.

judaïsme italien et de la Shoah, avec pour objectif de raconter toute l'histoire de la présence juive en Italie et des persécutions subies –, alors que presque en même temps ont été lancés les projets d'instituer un musée de la Shoah à Rome et un mémorial de la Shoah dans la gare centrale de Milan d'où partaient les trains dirigés vers les camps de concentration et d'extermination*1. Le thème de la déportation politique ne reste aujourd'hui présenté qu'au Musée et Monument aux déportés de Carpi et au Musée de la Déportation de Prato, près de Florence, créé en 2002 pour raconter une histoire spécifique de déportation ouvrière.

Au cours des premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, la nécessité de créer un Musée national de la Résistance n'est pas apparue ; c'est pourquoi, sauf de rares exceptions, il faut attendre les années 70 pour voir surgir les premiers musées dédiés à ce thème, presque tous à la suite d'initiatives locales ou autour de situations ter-

ritorialement délimitées*2. En réalité, au cours des premières années d'après-guerre, les Comités de libération nationale ont proposé plusieurs expositions sur la Résistance, aussi bien en Italie qu'à l'étranger (en particulier en France)*3, mais ces expériences n'ont pas débouché sur le montage d'un musée central en Italie. Disons plutôt qu'après la phase la plus aiguë des tensions et des contradictions politiques, la représentation de la Résistance comme second Risorgimento – c'est-à-dire comme mouvement patriotique contre « l'invasisseur allemand », la dimension de guerre civile entre partisans et fascistes restant absente – mène à l'expansion de certains musées du Risorgimento dans lesquels s'ajoutent des salles consacrées à la Résistance. C'est là un processus de longue durée puisqu'en 1975, c'est-à-dire trente ans après la fin de la guerre, une salle dédiée à la Résistance est aménagée au Musée national du Risorgimento de Turin. Il en va de même en Émilie-Romagne*1 avec la

dénomination de Musée du premier et du second Risorgimento, avec une salle dédiée à la Résistance qui a ensuite été fermée. Le Musée du Risorgimento et de la Résistance de Ferrare le fait en 1958 avec des espaces dédiés à la lutte partisane, mais aussi à la déportation. En 1960, le Musée du Risorgimento et de l'Époque contemporaine de Faenza est agrandi, mais il ferme en 1976. Enfin, en 1989, le Musée civique du Risorgimento « Luigi Musini » de Fidenza (province de Parme) s'ouvre une nouvelle fois au public avec une exposition étendue à la Résistance.

Les musées apparus au cours des deux premières décennies de la République assument en premier lieu une fonction mémorielle dans le but de proposer la Résistance comme élément d'agrégation de mémoires partagées, à partir du souvenir des deuils et des souffrances*2. C'est le cas du Musée de la Libération de Rome, ouvert en 1955 dans les locaux de la police de sûreté allemande de la rue Tasso, du Musée et Monument aux Déportés de Carpi déjà cité, de la Risière de San Saba, un ancien camp de la région de

Trieste déclaré Monument national en 1965, et enfin de la Maison-musée des sept frères Cervi à Gattatico (province de Reggio Emilia), fusillés tous ensemble par des fascistes en décembre 1943. Ce dernier exemple a été central pour la transmission de l'histoire de la Résistance à cause du témoignage assumé par le père Alcide – qui est même la seule figure positive de la Résistance au cours des années cinquante – et par la manière dont le Parti communiste a transformé ce drame en un symbole du lien entre le communisme et l'histoire nationale. C'est pour cela que la Maison Cervi devient dans l'immédiat après-guerre la destination d'une sorte de pèlerinage laïque pour tous ceux qui se reconnaissent dans la Résistance et la lutte antifasciste*3.

L'absence de réalisation de musées de la Résistance dans les premières décennies de l'après-guerre est due à plusieurs raisons : la rapide mise à l'écart des forces de gauche du gouvernement national, la polarisation rapide de l'affrontement politique entre communisme et anticommunisme, la difficulté d'établir un bilan

*1 Liliana Picciotto, « Un museo per la Shoah. Prime riflessioni », *Italia contemporanea*, n° 246, mars 2007; Michele Sarfatti, « La Shoah e le case della memoria », *L'unità*, 17 janvier 2007.

*2 Ersilia Alessandrone Perona, « La Resistenza italiana nei musei », *Passato e presente*, n° 45, 1998. Voir d'un point de vue plus général: Filippo Focardi, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 ad oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.

*3 Adolfo Mignemi, Gabriella Solaro (dir.), *Un'immagine dell'Italia. Resistenza e ricostruzione, le mostre del dopoguerra in Europa*, Milano, Skira, 2005. Seul le Musée historique de Trente transforme en exposition permanente une présentation sur la Résistance dans la région pour affirmer son caractère italien après l'occupation allemande (quand ce territoire dépendait directement du Reich).

*1 Pour toutes les références concernant les musées de l'Émilie-Romagne, je renvoie à ma contribution : « Musei della Resistenza e politiche della memoria. Il caso dell'Emilia-Romagna », *Italia contemporanea*, n° 251, juin 2008, ainsi qu'à mon ouvrage *Alle spalle della Linea Gotica. Storie luoghi musei di guerra e Resistenza in Emilia-Romagna*, Modène, Artestampa, 2009.

*2 Guri Schwarz, *Tu mi devi seppellir. Riti funebri e culto nazionale alle origini della Repubblica*, Turin, Utet, 2010.

*3 Paola Varesi, Claudio Silingardi, *Il Museo Cervi tra storia e memoria*, Reggio Emilia, Tecnograf, 2002.

du fascisme et de la défaite militaire de la Seconde Guerre mondiale, les limites d'une guérilla partisane développée seulement dans une partie du pays, dans le centre-nord, et qui présente une dimension de guerre civile et non pas seulement patriotique de défense contre « l'ennemi envahisseur ». Il y a toutefois deux aspects plus « internes » qui méritent d'être mis en évidence : le premier est l'émergence au sein des associations partisans d'un engagement politique en défense des valeurs de la Résistance et pour la mise à exécution des principes sanctionnés par la Constitution, raison pour laquelle les partisans organisés sont devenus une constante de la géographie politique du centre-nord de l'Italie, en particulier dans les « régions rouges », toujours présentes dans toutes les manifestations en défense de la démocratie*1. Par ailleurs, les pratiques commémoratives concernent en premier lieu les épisodes de violence subie (les représailles, les massacres), avec des cérémonies pour les victimes, des rappels des batailles et des tueries, l'édification de plaques et de monuments commémoratifs, des noms de

rue, de places, d'édifices publics dédiés à des héros de la Résistance*2. Ainsi a-t-il émergé un « calendrier laïque » constitué de centaines de célébrations qui a tendu en quelque sorte à suppléer l'absence de lieux structurés et stables où l'ensemble de l'histoire de la Résistance puisse se raconter.

Un second aspect concerne la naissance des instituts historiques de la Résistance qui assument quelques-unes des fonctions qui auraient pu être celles de ces musées. Dans l'immédiat après-guerre, la nécessité de recueillir et de mettre systématiquement en ordre les documents de la Résistance produit un débat fort intéressant entre ceux qui veulent remettre ces archives à l'État et ceux qui proposent au contraire la création d'organismes autonomes et fédérés qui conservent les documents, y compris pour éviter que ces ressources soient soustraites à la consultation des chercheurs pendant des décennies. C'est cette seconde posture qui l'emporte, de sorte qu'en 1949, à l'initiative de Ferruccio Parri – l'une des plus importantes figures du mouvement partisan, le premier président du

Conseil en 1945 – l'Institut national pour l'histoire du mouvement de libération en Italie (l'INSMLI) est créé et obtient en 1954 le droit formel de conserver les archives partisans*1. C'est en Émilie-Romagne que se consolide un réseau de musées de la Résistance et d'instituts historiques de la Résistance qui n'a pas d'équivalent dans le reste de l'Italie. Ce qui est dû au caractère principalement militaire de la Résistance en Émilie-Romagne, à sa diffusion capillaire sur quasiment tout le territoire régional, à la capacité qu'il a eue de se relier à une solide tradition de luttes sociales et à la forte opposition au régime fasciste des décennies précédentes. Mais aussi à la longue permanence du front (Ligne gothique) dans le territoire régional et au grand nombre de massacres perpétrés par les Allemands et les fascistes. Après-guerre, la large participation aux luttes partisans et le consensus diffusé au sein des populations déterminent une forte identification aux valeurs de l'antifascisme et de la Résistance. Ce processus n'est pas uniforme dans toute la région et ne procède pas de manière linéaire. Cependant, par rapport à d'autres parties du pays, une grande continuité s'est observée

entre l'expérience de la Résistance, les choix électoraux accomplis par les citoyens de l'après-guerre et l'implantation politique des partis majoritairement engagés dans la lutte partisane, en premier lieu le Parti communiste. La mémoire de la Résistance est ainsi devenue un récit collectif qui parvient à donner voix et sens aux protagonistes des générations suivantes, aux nouvelles luttes pour le travail et pour les droits sociaux, à la revendication du bien-être et des droits individuels, à la défense de la démocratie contre le néofascisme et le terrorisme noir et rouge. Une mémoire de la Résistance qui ne soit donc pas seulement un rappel d'une histoire passée, mais un élément identitaire qui donne sens à l'action politique et sociale et aux projets de transformation de la société.

Comme nous l'avons déjà dit, ce parcours n'est ni uniforme, ni linéaire. Cette représentation vertueuse doit se confronter avec le problème de la violence partisane de l'immédiat après-guerre et avec les contradictions présentes parmi les partisans communistes par rapport aux finalités de la lutte partisane*2. Les forces politiques modérées et de droite se représentent la région

*1 Patrizia Dogliani, *La memoria della guerra nell'associazionismo post-resistenziale*, in Giovanni Miccoli, Guido Neppi Modona, Paolo Pombeni (dir.), *La grande cesura. La memoria della guerra e della Resistenza nella vita europea del dopoguerra*, Bologne, Il Mulino, 2001, pp. 527-555.

*2 Maurizio Ridolfi, « La Resistenza nella rappresentazione delle istituzioni: celebrazioni, calendari civili », in Aldo Agosti, Chiara Colombini (dir.), *Resistenza e autobiografia della nazione. Uso pubblico, rappresentazione, memoria*, Turin, Edizione SEB 27, 2012.

*1 Gilda Zazzara, *La storia a sinistra. Ricerca e impegno politico dopo il fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 2011, pp. 72-77.

*2 Mirco Dondi, *La lunga liberazione: giustizia e violenza nel dopoguerra italiano*, Rome, Editori Riuniti, 1999.

comme une terre ensanglantée par la haine de classe et la répression antipartisanne est très vaste, avec des procès et des condamnations contre une bonne part des cadres dirigeants partisans, même pour les épisodes survenus pendant la guerre*1. Un autre aspect est la question encombrante de Predappio, c'est-à-dire la présence d'un lieu de culte du fascisme au cœur même de la région la plus rouge d'Italie. Dans le cimetière de Predappio, en 1957, la dépouille de Mussolini a été transférée par décision du gouvernement et sa tombe est immédiatement devenue un lieu de pèlerinage des nostalgiques du fascisme et de la République sociale. Un phénomène qui trouve son point culminant en 1983, à l'occasion du centenaire de la naissance du *duce*, mais qui reste encore présent aujourd'hui malgré une certaine baisse.

Au-delà de ces difficultés, comme il a été dit, la Résistance assume une position centrale significative aussi bien dans la construction de l'identité régionale que dans l'engagement de ses citoyens. Ce n'est donc pas par hasard si c'est presque exclusivement dans cette région qu'apparaissent les principaux musées de la

Résistance italiens, entre les années 60 et 80 – en même temps que la naissance des régions, avec un rôle majeur assumé par les administrations communales et un renforcement ultérieur du Parti communiste. L'un des plus importants est le musée de la République partisane de Montefiorino (province de Modène), inauguré en 1979 pour raconter l'une des expériences les plus significatives de zones libérées réalisées dans le nord de l'Italie*2. En 1980 est inauguré le Musée de la Résistance de Ca' Malanca (province de Ravenne), alors qu'entre 1983 et 1985 apparaît le Musée-exposition de la Résistance et du Vingtième Siècle de Imola (province de Bologne).

D'autres musées régionaux mettent au centre de leurs récits les longs mois du front sur la Ligne gothique, en s'efforçant d'assurer un équilibre souvent difficile à trouver entre les dimensions militaires, la présence des forces partisans, le lourd tribut payé par les populations locales. Un cas emblématique est celui du Musée de la bataille du Senio, inauguré en 1981 à Alfonsine, dans la province de Ravenne. Conçu dans un premier temps avec un

accent politico-militaire prédominant, afin de documenter le passage et la stagnation du front dans la zone, il a été agrandi en 1985 pour accueillir des éléments rassemblés pour monter l'exposition *Partisan*, centrée sur la contribution de la Résistance et de la population civile. Au cours des années 70 et 80, d'autres musées dédiés à la guerre et à la Ligne gothique sont apparus. Dans la région de Rimini, c'est le cas du Musée de la Ligne gothique orientale de Montefiore Conca, fermé au public depuis plusieurs années, et du Musée de Ligne gothique orientale de Montescudo. Près de Bologne, le Musée de la Guerre de Castel del Rio est apparu en 1978 à l'initiative privée d'un groupe de citoyens qui voulaient documenter le passage du conflit dans la vallée du Santerno.

À partir des années 80, la nécessité s'est imposée de valoriser davantage les territoires impliqués dans la guerre en aménageant des lieux historiques ou des lieux de mémoire en des lieux *pour* la mémoire*1. Les modalités choisies ont été diverses, des parcs historiques aux écomusées, en passant par des projets de musées diffus, c'est-à-dire des réseaux structurés de centres et de lieux

historiques. L'une des expériences les plus significatives de l'Émilie-Romagne est celle de la création du Parc historique de Monte Sole, dans la zone des Appenins bolognais, à Marzabotto, marquée par le terrible massacre accompli par des unités allemandes entre le 29 septembre et le 5 octobre 1944, provoquant la mort de 770 personnes. Ce territoire était resté complètement abandonné, si ce n'est la présence d'une petite communauté religieuse. À côté de ce parc, qui gère un centre de documentation sur les massacres nazis et fascistes et les représailles de guerre, s'est installé ensuite une fondation École de Paix du Monte Sole, un laboratoire pour l'éducation à la paix et à la gestion non-violente des conflits.

Entre 1989, avec l'écroulement des régimes communistes de l'Est, et 1995, cinquantième de la lutte de libération, en passant par l'écroulement de ladite « première République » italienne en 1992 et l'affirmation en 1994 d'un gouvernement de centre-droit mené par Silvio Berlusconi, une nouvelle phase politique et sociale s'ouvre dans le pays qui a aussi des répercussions notables sur la mémoire de la Résistance. En effet, la nécessité de ne pas perdre

*1 Michela Ponziani, « L'eredità della Resistenza nell'Italia repubblicana tra retorica celebrativa e contestazione di legittimità (1945-1963) », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, vol. XXXVIII, 2004, pp. 259-307.

*2 Réaménagé entre 1994 et 1996, le musée est actuellement fermé suite à des restructurations de la forteresse médiévale qui l'accueille. Il devrait être ouvert à nouveau en 2014, à l'occasion du 70^e anniversaire de la République partisane de Montefiorino.

*1 Ersilia Alessandrone Perona, *La Resistenza e i suoi luoghi di memoria*, in Aldo Agosti et Chiara Colombini (dir), *Resistenza e autobiografia della nazione. Uso pubblico, rappresentazione, memoria*, Turin, Edizioni SEB 27, 2012.

cette mémoire face à de tels changements, la conviction que le cinquantenaire serait peut-être l'ultime occasion de consolider les acquis en la matière, ou pour en construire d'autres, a suscité un remarquable activisme sur le front des musées de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale, en particulier au nord de l'Italie, une dynamique maintenue jusqu'aux années les plus récentes.

En Toscane, en 1991, c'est le Musée historique de la Résistance de Sant'Anna di Stazzema qui est créé. Il est inscrit aujourd'hui au sein du Parc national de la Paix, mis en place en 2000. Toujours en 2000, le Musée audiovisuel de la Résistance de Fosdinovo est inauguré. Il s'agit d'une expérience majeure de médiation multimédia des mémoires de la Résistance des provinces de Massa Carrara et de La Spezia. En 2007, c'est au tour de Sienne d'ouvrir un musée sur le fascisme et la Résistance appelé « les Chambres de la Mémoire ». Dans les Marches, le Musée de la Résistance de Falconara est ouvert en 2002 pour exposer tout l'équipement d'une bande partisane et, en 2009, le Musée de la Libération d'Ancône, dédié à la contribution du corps d'armée polonais à la libération de l'Italie. En Ligurie, une autre expérience significative est celle du système muséal intégré d'Imperia,

qui tourne autour d'une installation centrale dans l'Institut de la Résistance et comprend le musée militaire d'Albenga (1990), le Musée de la Résistance de Carpasio, Le Musée rural de la Résistance de Nava et le Musée de Pietrabruna. Enfin, au Piémont, l'expérience innovante du Musée diffus de la Résistance, de la Déportation, des Guerres, des Droits et de la Liberté de Turin, inauguré en 2003, est désormais solide. Le musée est au cœur d'un réseau de lieux de mémoire, dans la ville et dans la province, et son activité d'expositions temporaires est riche du patrimoine et des initiatives scientifiques de l'Institut historique de la Résistance de Turin.

En ce qui concerne l'Émilie-Romagne, après l'expérience négative de Bologne relative au Musée du Risorgimento, une proposition a repris corps en 1994 autour d'un Musée de la Résistance, à la demande des associations partisans locales. Il a finalement été choisi d'aménager un musée dans les mêmes locaux que ceux destinés à l'Institut régional d'histoire de la Résistance, pour créer une synergie positive entre les deux. En 1998 a été installé à Montese (province de Modène) un Musée historique qui met en évidence la présence dans cette zone d'une Force d'expédition brésilienne. Toujours dans la commune de Montese,

le musée de lola conserve une importante collection sur la présence cette fois de la 10^e division de montagne américaine, alors qu'à Castel d'Aiano, près de Bologne, il est possible de visiter une intéressante présentation multimédia de la Ligne gothique qui raconte la progression des Anglo-Américains à travers un récit synchronisé avec des lumières, de la musique, des sons, des projections d'images et de films de cette époque. Le Musée-Mémorial de la Liberté, à Bologne, est encore plus original. Inauguré en 2000, il se distingue complètement de tous les autres musées de la région par sa tentative de « spectacularisation » de l'histoire avec des objets, des sons, des effets spéciaux sur quatre dioramas thématiques et multimédias. En 2005, un Musée historique de la Résistance a été inauguré à Sasso di Neviano degli Arduini (province de Parme) qui expose des matériaux recueillis à partir de 1973 par un groupe de partisans locaux. Enfin, en 2009, à Sperongia di Morfasso (province de Plaisance), s'est créé le musée de la Résistance de la région : il est également caractérisé par une tentative d'élargir la narration à tous les sujets impliqués dans la guerre en utilisant des instruments multimédia innovants.

À côté de ces musées qui rappellent plus ou moins directement l'his-

toire de la Résistance, deux autres musées centrés sur la guerre en général doivent être signalés. Le premier est le Musée du Combattant de Modène, inauguré officiellement en 1995 dans le siège de l'Association nationale des Combattants et rescapés de Modène, intéressant pour l'attention qu'il prête non pas tant au contexte général des guerres qu'aux expériences vécues des combattants. En Romagne, à la fin des années 90, c'est le Musée de la Ligne gothique de Trarivi qui apparaît, suivi en 2005 par le Musée de la Ligne des Goths de Montegridolfo et par le Musée du Front de Roncofreddo.

D'autres interventions n'ont pas manqué sur les lieux de mémoire. En 1994 est né à Monchio di Palagano (province de Modène), le Parc de la Résistance de Santa Giulia. Il s'agit aussi d'une zone touchée par des représailles allemandes qui ont provoqué la mort de 136 civils. L'histoire de la construction de la mémoire de ce massacre est longue et complexe. Elle a en effet dû se confronter à la proximité d'une mémoire de « vainqueurs », celle de l'expérience de la République de Montefiorino. Et elle est d'abord passée par l'érection de plaques et de monuments jusqu'au récent procès intenté à des nazis encore vivants. À Tavollicci, dans les Appennins de Forlì, un autre massacre

s'est déroulé faisant 64 morts. Dans ce cas, l'inauguration de la Maison du massacre de Tavollicci, qui propose une exposition permanente, a signifié la suppression d'un oubli qui durait depuis des décennies et concernait un crime de masse accompli par des Italiens contre des Italiens.

Dans la province de Modène, un autre lieu important pour la mémoire est la Villa Emma de Nonantola, où furent hébergés et sauvés par un passage en Suisse des dizaines d'enfants juifs de plusieurs nationalités. La villa, l'une des plus belles résidences du XIX^e siècle en Émilie, est aujourd'hui une propriété privée, visible seulement de l'extérieur, mais la commune de Nonantola s'est engagée dans la valorisation de cette expérience de solidarité en promouvant la naissance en 2004 de la Fondation Villa Emma-Enfants juifs sauvés qui s'occupe d'une part de faire connaître ce lieu de mémoire et son histoire, et de l'autre de proposer des occasions de réflexion sur les conflits actuels avec une attention particulière au monde de l'enfance et de l'adolescence.

Au cours des dix dernières années, des projets de coordination et de mise en lien de ces réseaux de musées et

lieux de mémoire ont été élaborés dans certaines régions italiennes. L'expérience la plus significative est celle du projet italo-franco-suisse « La mémoire des Alpes » qui a engagé, pour la partie italienne, la région du Piémont. Grâce à des financements européens entre 2003 et 2007, il a été possible de produire quelques 45 ouvrages et guides locaux, aménager 95 parcours pédestres dédiés à la Résistance, monter 29 centres informatiques, des moyens d'information sur l'histoire du territoire, en dessinant ainsi les contours d'un véritable Musée diffus de la Résistance piémontaise*1. Le projet Ligne gothique qui a impliqué – de manière séparée – les régions de la Toscane et de l'Émilie-Romagne est en revanche plus complexe et articulé, mais en donnant pour l'instant moins de résultats. Dans le cas de la Toscane, le thème central est celui de la « guerre aux civils », c'est-à-dire les nombreux massacres nazis et fascistes qui ont frappé la population civile toscane, surtout à proximité de la Ligne gothique, en contribuant au recensement et à la valorisation des lieux historiques et à la consolidation de certains musées ou lieux de mémoire*2.

*1 Barbara Berruti (dir.), *Alpi occidentali tra guerra e dopoguerra. Guida ai centri rete della regione Piemonte*, Turin, Région du Piémont, 2012.

*2 *Paesaggi della memoria. Itinerari della Linea Gotica in Toscana*, Milan, Touring club italiano, 2005.

En ce qui concerne l'Émilie-Romagne, beaucoup d'acteurs ont agi autour de la Ligne gothique sans être toujours coordonnés entre eux. Dans une première phase, le rôle de protagoniste a été assumé par l'Institut pour les biens artistiques, culturels et naturels financé par la région d'Émilie-Romagne qui a entamé, depuis 1997, un recensement des traces physiques qui sont restées et des récoltes privées d'objets de combat. C'est dans le cadre de ce projet qu'ont été inaugurés les musées déjà cités de Bologne et de Montese, qu'ont été promues diverses publications et établis des rapports avec l'Europe, à travers l'adhésion au projet européen *Les chemins de la mémoire*. Au cours des dernières années, l'Union des communautés montagnardes de la région a joué un rôle de premier plan en se donnant l'objectif de créer un système territorial en réseau autour de la Ligne gothique, avec une nette tendance à la valorisation de ces territoires sur les plans touristique et culturel. Quoi qu'il en soit, ce qui rend le système italien particulièrement complexe

et très difficile à faire évoluer face à l'identification de 233 « éléments de patrimoine » (musées, bâtiments historiques, fortifications, sentiers, etc.), ce sont d'abord les 318 acteurs à intégrer, entre les institutions locales, les associations et diverses autres structures.

Pour conclure, disons que le cadre régional contemporain des musées de la Résistance demeure encore une réalité décisive sur le plan national, mais qu'il commence à poser quelques problèmes. Ces musées ont souvent été promus par des institutions locales qui sont aujourd'hui en grande difficulté sur le plan financier*1, ou qui relèvent désormais de majorités politiques qui ne sont guère favorables à ces projets (comme dans le cas du Musée de Montefiorino ou de celui de Sperongia di Morfasso). L'absence de volonté politique de la part de la région d'Émilie-Romagne quant à affronter cette réalité des musées, des lieux de mémoire et des instituts historiques de la Résistance*2, les expose à des moments difficiles sur le plan de leurs finances et de leur gestion,

*1 Il s'agit d'une donnée générale, mais en réalité, on compte aujourd'hui 326 musées en Émilie-Romagne, soit environ 10 % du total national, dont la moitié appartiennent à des administrations communales. Voir Istituto dei Beni culturali, *Musei in Emilia Romagna, Bologna*, Editrice Compositori, 2000.

*2 Il y a eu en réalité au cours des dernières années une tentative dans ce sens de la part des responsables de la culture de la Région. Il s'agissait de promulguer une loi régionale d'organisation, mais cela n'a pas encore abouti.

à tel point que certaines structures ne tiennent en place que grâce au bénévolat.

Malgré toutes ces difficultés de gestion et d'administration, et malgré l'incapacité jusqu'alors de concrétiser des formes de collaboration et de coordination, ce riche panorama d'institutions dédiées à l'histoire de la Résistance a été capable d'initiatives et de projets intéressants. Les traits communs qui en émergent avant tout concernent le rapport entre musée et territoire, et entre musées et institutions culturelles. Dans le premier cas, signalons la riche production d'itinéraires historiques, de sentiers partisans, de signalétique historique sur les lieux avec la production de matériaux imprimés de grande qualité, qu'il s'agisse de guides des sentiers ou des lieux historiques d'un territoire déterminé*¹. Dans le second cas, il faut mettre en évidence que le rapport entre musées, lieux de mémoire et institutions culturelles, surtout avec les instituts historiques de la Résistance, permet de valoriser les patrimoines conservés en relation avec les archives et les bibliothèques spécialisées sur la Résistance, de renforcer la capacité de réaliser des projets et de développer

l'aspect culturel des musées, d'organiser plus efficacement des activités didactiques adressées aux écoles, de participer à des initiatives de dimension nationale ou européenne.

Traduction : Charles Heimberg

*¹ Voir *Emilia Romagna. Itinerari nei luoghi della memoria 1943-1945*, Milan, Touring club italiano, 2005.

ANNEXE : SITOGRAFIE DES MUSÉES CITÉS

En ce qui concerne les musées qui ont pour thème la déportation politique et raciale, voir les sites de la Fondation ex-Camp de Fossoli (www.fondazionefossoli.org), du Musée national du Judaïsme italien et de la Shoah de Ferrare (www.meisweb.it), du Musée de la Shoah de Rome (www.museodelashoah.it), du Mémorial de la Shoah de Milan (www.memorialeshoah.it) et du Musée de la Déportation de Prato (<http://deportazione.po-net.prato.it>).

Les musées du Risorgimento qui disposent encore de salles dédiées à la Résistance sont ceux de Ferrare, qui ne dispose pas de site internet, et de Fidenza (<http://www.comune.fidenza.pr.it/museomusini>).

Sur les musées mémoriels, voir les sites du Musée de la Libération de Rome (www.viatasso.eu), de la Risière de San Sabba (http://www.retecivica.trieste.it/triestecultura/new/musei/risiera_san_sabba) et du Musée Cervi (www.fratellicervi.it).

Sur les premiers musées de la Résistance, consulter les sites du Musée de la République partisane de Montefiorino (www.resistenzamontefiorino.it), du Musée de la Résistance de Cà Malanca (<http://camalanca.racine.ra.it>) et du Musée-exposition de la Résistance et du Vingtième Siècle de Imola (www.cidra.it).

Pour les musées qui ont pour thème central la Ligne gothique, voir les sites du Musée de la Bataille du Senio (<http://dev.racine.ra.it/sistemamusei/sezioni/scheda.php?museo=1>), du Musée de la Ligne gothique orientale de Montescudo (www.comune.montescudo.rn.it/IMuseidiMontescudo/Museo-dellaLineaGoticaOccidentale.aspx), du Musée de la guerre de Castel del Rio (www.museodellaguerradicasteldelrio.it).

Pour Monte Sole, voir les sites du Parc historique (www.parcostoricomontesole.it) et de la Fondation École de Paix (www.montesole.org).

Par rapport aux musées italiens apparus à partir des années 90, voir les sites du Musée historique de la Résistance de Sant'Anna di Stazzema (www.santannadistazzema.org/sezioni/IL%20MUSEO), du Musée audiovisuel de la

Résistance de Fosdinovo (www.museodellaresistenza.it), des Chambres de la Mémoire (www.stanzedellamemoria.it), du Musée de la Résistance de Falconara (www.musan.it/musei/vis_musei.php?id_news=25), du Musée de la Libération d'Ancône (www.musan.it/musei/vis_musei.php?id_news=186), du Système muséal intégré d'Imperia (www.isrecim.it/it/museo_carpasio.cfm), du Musée diffus de la Résistance, de la Déportation, de la Guerre, des Droits et de la Liberté de Turin (www.museodiffusotorino.it).

Pour l'Émilie-Romagne, on peut consulter les sites du Musée de la Résistance de Bologne (www.museodellaresistenzadibologna.it), du Musée historique de Montese (www.museo.comune.montese.mo.it), du Musée-Mémorial de la Liberté de Bologne (www.museomemorale.com) et du Musée de la Résistance de la région de Plaisance à Sperongia di Morfasso (www.resistenzapiacenza.it). Le Musée historique de la Résistance de Sasso di Neviano degli Arduini (province de Parma) et le Musée du Combattant de Modène n'ont par contre pas de site internet propre, alors que sont disponibles les sites du Musée de la Ligne gothique orientale de Trarivi (www.comune.montescudo.rn.it/IMuseidiMontescudo/MuseodellaLineaGoticaOccidentale.aspx), du Musée de la Ligne des Goths de Montegridolfo (www.museolinea-deigoti.it) et du Musée du Front de Roncofreddo (<http://museorubicone1944.blogspot.it/p/roncofreddo-prima-dell8-settembre-1943.html>).

Pour le Parc de la Résistance de Santa Giulia, voir (www.parcosantagiulia.it), alors que pour la Maison du massacre de Tavollicci, on peut consulter (www.istorecofc.it/luoghi-tavolacci.asp?pr1_tipo=luoghi). Le site concernant l'affaire de Villa Emma à Nonantola est (www.fondazionevillaemma.org) ; pour le projet Mémoire des Alpes, il faut consulter (www.memoriadellealpi.net) ; enfin, pour le projet Ligne gothique développé par l'Institut des Biens culturels de l'Émilie-Romagne, voir (<http://ibc.regione.emilia-romagna.it/istituto/progetti/progetti-1/linea-gotica-1/linea-gotica>).

N°5 Musées de la Résistance en ligne : vers la constitution de nouveaux espaces symboliques ?

Olivier Glassey - Sociologue, maître d'enseignement et de recherche à l'Observatoire science, politique et société - Université de Lausanne.

Stéphanie Prezioso - Historienne, professeure à la faculté des sciences sociales et politiques - Université de Lausanne.

Les espaces muséaux consacrés à la Résistance n'ont cessé de s'imposer en Europe, constituant au fil du temps une véritable « géographie de la mémoire » inscrite sur le territoire*1. Il est ainsi possible aujourd'hui d'établir une cartographie des luttes et des massacres de la Seconde Guerre mondiale*2.

Alors que les principaux acteurs de la Résistance, passeurs de la mémoire de l'événement d'une génération à l'autre, disparaissent peu à peu, les lieux qui incarnent cette mémoire connaissent un regain d'intérêt des pouvoirs publics ; le 70^e anniversaire de la Libération en fournira sans doute des exemples renouvelés*3. Cet intérêt grandissant se traduit notamment par de

nombreuses initiatives de recension, valorisation et mise en réseau de ces espaces de mémoire se déployant à des échelles régionales, nationales et internationales. Depuis une dizaine d'années, les musées ont également développé leur présence au sein du monde digital dessinant ce faisant les contours d'une nouvelle topographie de lieux de « réactivation » des passés.

Les institutions muséales mais aussi les associations mémorielles ont en effet largement investi l'internet pour y traduire, présenter et partager leurs intérêts concernant les dimensions spécifiques des conflits mondiaux. L'ensemble de ces contributions compose un vaste répertoire de contenus hétérogènes associés à

*1 Maria Vittoria Giacomini, *Memorie fragili da conservare : testimonianze dell'Olocausto e della Resistenza italiana*, doctorat de recherche, École Polytechnique de Turin, 2011-2012, p. 140.

*2 Voir http://www.memorial-vercors.fr/fr_FR/le-memorial-2824/la-museographie-2891.html

*3 Pensons notamment au site du musée de Picardie qui dédie un onglet entier au 70^e anniversaire d'une année à l'autre et aux commémorations (<http://www.resistance-deportation-picardie.com/content/view/full/43/>).

l'histoire et à la mémoire. Paradoxalement, alors qu'il est devenu de plus en plus commun pour les institutions de mémoire d'être représentées sur le réseau des réseaux, les modalités de cette présence demeurent relativement peu étudiées. Les études de cas de certaines grandes institutions se multiplient, mais l'effet de sens que produit leur présence massive et concomitante en ligne n'est que peu explicité et analysé*1. Pourtant, le processus de « virtualisation » constitue sans aucun doute l'une des questions les plus emblématiques sur la relation entre musées et technologies de l'information.

Dans l'approche que nous avons privilégiée, l'enjeu s'avère moins de faire l'analyse d'une série de cas particuliers qui fondent notre corpus que de comprendre de quelles manières les musées se présentent en ligne dans un nouvel environnement*2. Plus précisément encore, il s'agit d'examiner le rapport dialectique qui

se déploie entre le rôle et la place de chaque musée pris individuellement et les configurations que ces musées forment ensemble.

Autrement dit, ce ne sont pas les spécificités d'une institution particulière qui nous intéressent ici mais des caractéristiques présentes dans un grand nombre de cas qui contribuent, conjointement, à dessiner le paysage mémoriel en ligne*3. De quelles manières les musées revendiquent-ils leurs spécificités d'acteur de la présentation et de la préservation d'une mémoire historique « forte » comme celle de la Résistance, dans un univers digital peuplé d'autres formes de contributions mémorielles*4 ? Quels sont les outils mobilisés pour établir le lien entre l'internaute et le visiteur de musée ? Il s'agira, en bref, de déterminer si le musée en ligne apparaît comme une simple déclinaison, une vitrine numérique du musée physique, ou s'il propose en revanche

une construction complexe et originale appartenant simultanément à différents régimes mémoriels dont il est à la fois le reflet et qu'il contribue à co-construire sur le web.

DES MODES D'EXISTENCE DES MUSÉES DE LA RÉSISTANCE EN LIGNE

Nous avons considéré les musées en ligne en les examinant comme des « objets » issus à la fois de la mise en scène du musée dont ils sont l'émanation et comme des espaces de convocation de ressources permettant de présenter, promouvoir et affiner leur identité.

Après avoir examiné, même de manière cursive, l'ensemble du corpus de sites, un constat s'impose : la présence numérique des musées revêt une multitude de formes. La première distinction peut s'opérer entre des musées qui sont dotés d'un site spécifique et ceux, minoritaires, dont la présence en ligne est subordonnée à un autre site web*1. Dans ce second cas de figure, le plus souvent le musée ne forme qu'une sous-partie d'un site lié à une commune ou à une région. Il peut y occuper une place plus ou

moins importante, mais sa présence en ligne reste encadrée par un site d'accueil. Cette existence sous l'égide technique d'une autre institution se traduit de plusieurs manières (adresse url, mise en page, design graphique, architecture du site, etc.). Si elle offre sans doute à certaines institutions la possibilité d'exister en ligne à moindre frais, cette situation réduit l'expression spécifique du musée et en fait une composante intégrée d'une stratégie de communication plus générale de promotion locale.

Dans le cas des musées offrant un site dédié, on observe là encore une large palette de situations dont on peut donner les lignes de force : des différenciations d'ordre technique avec des sites statiques de la toute première génération du web, qui contrastent avec des portails mobilisant des outils avancés de présentation (animation, promenade virtuelle, banques de données interactives, etc.) ; des distinctions en termes de contenu avec, d'une part, des sites composés de quelques pages descriptives et, d'autre part, des possibilités d'accès à des bases documentaires conséquentes ; des différences fortes au niveau des temporalités de

*1 Patrick Curran, « Des objets virtuels aux univers virtuels ». *Communication et langages*, n° 99, 1^{er} trimestre, 1994, pp. 98-119 ; Jean-Louis Weissberg, « Le déplacement virtuel de Lascaux », *Publics et Musées*, 13, 1998, pp. 129-145 ; Jonathan Bowen et al., « Visiteurs virtuels et musées virtuels ». *Publics et Musées*, 13, 1998, p. 109-127 ; Fiona Cameron & Sarah Kenderdine (ed.), *Theorizing Digital Cultural Heritage: A Critical Discourse*, Cambridge, MA, MIT Press, 2007.

*2 Notre corpus est constitué de 46 sites web de Musées de la Résistance et de la Déportation. Il a été établi en lien avec des institutions muséales visitées dans le cadre du projet ANR « Les présents des passés ». Il est important de souligner que nous n'avons pas construit *a priori* une définition de la présence numérique des musées car notre but consistait précisément à recueillir et à analyser la palette de leurs formes d'expression en ligne.

*3 La liste des sites visités se trouve à la fin de cette contribution.

*4 Enzo Traverso, *Le passé mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.

*1 Pour illustration le Musée de la Résistance et de la Déportation à Besançon : <http://www.besancon.fr/index.php?p=625> ou encore le Musée de la Résistance à Blois <http://www.blois.fr/49-musee-de-la-resistance.htm#contenu>

leur présence en ligne avec des cas où la dernière mise à jour remonte à plusieurs années, alors que d'autres musées offrent des pages actualisées très régulièrement.

Cette lecture « technique » des sites peut paraître quelque peu déroutante et désincarnée quand on envisage le contenu des musées, mais elle demeure susceptible de fournir des éléments d'analyse originaux. En effet, la présence numérique des institutions muséales propose un paysage contrasté par rapport à une analyse par visite. Elle dévoile notamment des différences qui ne s'articulent pas de manière univoque les unes avec les autres. Par exemple, si les formes de cette présence traduisent souvent les moyens dont disposent certaines institutions (type de sites, complexités techniques, etc.), pour autant, certains musées conséquents peuvent par choix, par nécessité ou par défaut, avoir une présence en ligne très limitée. L'inverse étant également vrai avec des cas de sites qui ne possèdent pas un espace matériel d'exposition mais qui fonctionnent comme des

agrégateurs de présentations thématiques et de contenus digitaux proposés par d'autres institutions*¹.

Les listes de liens que proposent les sites des musées constituent une autre piste technique de l'analyse de son positionnement, dans « *ce nuage instable de mots clés, vecteurs d'appartenance passagère* » dont traite Louise Merzeau*². Ces collections de liens nous semblent d'autant plus intéressantes qu'un tel dispositif n'existe à notre connaissance que rarement au sein des musées physiques*³. Ces liens, parfois mélangés au sein d'une liste unique, recouvrent à la fois des proximités thématiques, géographiques et pratiques. Considérés dans leur ensemble, ils dessinent un périmètre (le domaine de l'histoire au sein duquel le musée s'affiche comme pertinent), un réseau hétérogène dont le musée s'annonce comme l'un des nœuds (réseau de musées, par exemple) et une localisation avec, notamment, de multiples références quant à la région et ses offres en matière de

tourisme. Là encore, on observe une grande hétérogénéité tant au niveau du nombre de liens proposés (de zéro à une centaine), la nature de ces liens et leur taxonomie. Paratexte du musée, ces connexions permettent de mobiliser le capital symbolique d'autres acteurs et instituent le musée qui les propose comme point de convergence de différents intérêts (historique, devoir de mémoire, préservation du patrimoine, valorisation de la région, ressource touristique, etc.).

La construction d'un portefeuille de liens ainsi que les modalités de leurs partages avec d'autres institutions procèdent des logiques d'échange de l'internet. Ce processus de citations hypertextes souvent négociées ou envisagées comme mutuelles vise aussi à augmenter la visibilité en ligne de l'institution car ils constituent l'un des éléments qui permettent d'améliorer le référencement du musée, c'est-à-dire son classement dans les résultats des moteurs de recherche*¹.

À la fois pedigree, positionnement et acte de communication, cette stratégie hypertextuelle peut s'analyser comme une extension

du musée, sa projection dans les autres ressources accessibles en ligne, mais aussi comme une description du projet du musée, c'est-à-dire la place qu'il revendique pour lui dans l'espace de la mémoire collective*².

LA PRÉSENCE MUSÉALE EN LIGNE : UN OUTIL DE COMMUNICATION

Proposer la traduction d'une institution muséale sur le réseau des réseaux constitue à l'évidence un acte de communication. Celle-ci comporte certaines caractéristiques comme la construction anticipée de l'audience, les registres médiatiques utilisés, les canaux de diffusion offerts et les formes de l'interactivité proposées. Les sites web des musées observés s'adressent le plus souvent à une pluralité de publics qui participe à la structuration de la présentation du musée. La catégorie la plus générale de ce public du site se trouve être de manière assez attendue celle du futur visiteur, c'est-à-dire la personne qui utilise le web pour s'informer sur le musée et préparer un déplacement

*¹ Par exemple le musée virtuel de la Résistance : <http://www.museedelaresistanceenligne.org/index.php>

*² Louise Merzeau, « Guerres de mémoires on line ; un nouvel enjeu stratégique », in Pascal Blanchard, Isabelle Veyrat-Masson (dirs), *Les guerres de la mémoire. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2008, p. 290.

*³ Les listes des partenaires du musée présentes sur les programmes peuvent sans doute être considérées comme un équivalent matériel de liens. Elles demeurent cependant bien moins interactives et accessibles que leur variante hypertexte.

*¹ Sur la question des modalités de référencement par Google, voir Christian Fuchs, « A Contribution to the Critique of the Political Economy of Google », *Fast Capitalism*, 08.01.2011, revue en ligne http://www.uta.edu/huma/agger/fastcapitalism/8_1/home.html

*² Par exemple le Mémorial du camp de Royallieu : <http://memorial.compiègne.fr/partenaires.aspx>

sur place*¹. La majorité des musées en ligne que nous avons visités s'adressent essentiellement à ce public, l'invitant à « venir découvrir » le musée physique, en lui vantant son rôle de passeur de mémoire, mais aussi de lieu digne de déplacement, voire de but de balades qu'il est susceptible d'y faire*². Le site agit ainsi comme l'un des mécanismes d'« *une stratégie publicitaire ciblée* » dans le cadre d'un « *tourisme de la mémoire* » dont le public est de plus en plus friand*³. À ce titre, les informations pratiques (localisation, heures d'ouverture et organisation des visites) figurent en bonne place sur une page dédiée du site ; mais on trouve aussi une large collection iconographique présentant les salles des musées, les documents pédagogiques, voire les descriptifs

des salles qu'il est possible de télécharger en amont de son déplacement*⁴.

En ligne, de nombreux musées affichent le spectacle, de leurs murs extérieurs. Au niveau le plus général, pour l'internaute, le web atteste de l'existence du lieu à visiter*⁵. En effet, dans l'espace numérique des sites internet, les musées ne possèdent pas le monopole de l'intérêt pour l'histoire ni de sa présentation, que cela soit sous la forme de témoignages historiques, de ressources documentaires ou de présentation d'objets témoins, fonctionnant comme des « *mythèmes**⁶ » de la présence de la Résistance et de la déportation sur le web*⁷. Des initiatives privées, des blogs de passionnés collectionneurs d'objets, des sites d'associations historiques occupent un territoire connexe au musée en ligne*⁸.

*¹ Sur l'utilisation des ressources d'internet dans le cadre d'une visite de musée voir Olivier Glassey, Stéphanie Prezioso, « Ressources internet et visites de musées: enjeux et méthodes », in Patrick Louvier, Julien Mary, Frédéric Rousseau (dir.), *Pratiquer la muséohistoire. La guerre et l'histoire au musée. Pour une visite critique*, Outremont (Canada), Athéna Éditions, 2012, pp. 57-63.

*² Notamment <http://www.resistance-deportation-picardie.com>

*³ E. Traverso, *Le passé modes d'emploi...*, op. cit., p. 11.

*⁴ Voir par exemple le site du Musée de la Résistance de Bondue (<http://w4-web142.nordnet.fr/musee/visite.htm>).

*⁵ Voir, par exemple, le Musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie, le Musée de la Résistance de Chauny (<http://museedelaresistance.chauny.com/bienvenue.htm>).

*⁶ Terme conçu par C. Lévi-Strauss, le « *mythème* » est l'élément minimal d'un récit mythique.

*⁷ Anne Croll, « Auschwitz à la télévision : stéréotypes ou métaphores », *Mots*, n° 56, sept. 1998, p. 124.

*⁸ Par exemple, le Musée de la Résistance et de la Déportation de Forges les Eaux présenté sur le site d'une personne privée (<http://ppognant.online.fr/mus%E9e.html>).

Ils constituent autant de signes d'une « *privatisation* », « *intimisation* » et « *individualisation* » de la mémoire historique. Dans certains cas, extrêmes, c'est même le visiteur et ses contributions qui font exister un musée en ligne. Cette lisibilité brouillée des catégories d'acteurs de la mémoire en ligne trouve son origine dans l'utilisation d'outils similaires, des formes standardisées de mise en page des contenus web, du formatage des représentations des institutions sur de mêmes dispositifs. Ces convergences conduisent non seulement à une uniformisation des apparences, mais aussi de la manière de présenter les contenus, si ce n'est de percevoir les contenus eux-mêmes*¹. Le net permet des confusions volontaires ou involontaires entre d'une part des institutions ayant pignon sur rue, possédant une histoire, financées par les pouvoirs publics et, d'autre part, des initiatives privées qui peuvent utiliser les mêmes moyens techniques pour présenter leur mémoire historique.

Il s'avère alors intéressant d'étudier comment, avec quels moyens et quels dispositifs narratifs les sites des musées construisent précisément cette distinction. En d'autres

termes, on peut se poser la question de la présentation en ligne de « *vraies instances mémorielles* », dans un univers où on peut facilement imiter les contenus que proposent les musées. Dans cet espace digital, il convient d'attester par l'image de sa qualité de lieu qui se visite. Cette mise en scène de la matérialité du musée revêt une signification particulière quand il s'agit d'un bâtiment lui-même témoin « *matériel* » de l'Histoire. Cette convocation du présent du passé incarné par le bâti peut être mise en scène avec, par exemple, des juxtapositions ou des superpositions de photographies permettant à l'internaute de visualiser alternativement les lieux aujourd'hui et à l'époque du second conflit mondial*².

Présenter le musée, en dehors de l'exposition numérique de sa matérialité physique, comporte également une dimension de monstration des activités sociales dont il est le point d'ancrage. Le spectacle du musée s'opère notamment par le truchement de pages dédiées qui regroupent des photographies d'événements et participe de l'entreprise de traduction et de narration du musée et de ses fonctions.

*¹ Notamment Claudio Magris, « La memoria è libertà dall'ossessione del passato », *Corriere della Sera*, 10 février 2005 ; mais aussi Emmanuel Hoog, *Mémoire année zéro*, Paris, Le Seuil, 2009.

*² Pour une illustration : la page d'accueil site du Struthof : <http://www.struthof.fr>

Les cérémonies d'inauguration, le vernissage de nouvelles expositions, les commémorations, les conférences et même, parfois, les visites constituent autant de moments de cette vie du musée que l'on retrouve sur les sites. Il convient cependant de souligner qu'il ne s'agit pas forcément d'une entreprise systématique et actualisée de documentation de l'ensemble des événements qui se déroulent sous l'égide de cette institution, mais d'un échantillon. Certains musées distinguent d'ailleurs la présentation de l'institution de la communication avec le public par l'utilisation plus ou moins systématique de canaux de diffusion différenciés. Le suivi longitudinal de la vie de l'institution et de son actualité se trouve alors délégué à des pages dédiées créées directement sur Facebook, le site web offrant une vitrine officielle*1.

En l'occurrence, la présentation de la vie sociale du musée sur son site web semble souvent obéir à une logique qui vise aussi à la légitimation de l'institution au-delà d'une stricte circulation de l'information. Ici encore, montrer les activités sociales autour du musée

c'est le fonder comme lieu réel et donc défendre l'identité spécifique du musée, et du site par rapports aux autres contenus accessibles en ligne. Ces entreprises de mise en visibilité participent également d'un processus de légitimation politique, notamment vis-à-vis des autorités locales et des acteurs publics régionaux dont ils dépendent.

Offrir le spectacle de la vie sociale du musée exprimée par des photographies montrant des groupes de participants et de visiteurs, c'est aussi le présenter comme lieu vivant, et non pas oublié, désuet, vide, c'est-à-dire le fonder comme un acteur proactif du « devoir de mémoire ». Cette mission partagée du musée et du citoyen trouve son incarnation dans les injonctions affichées au frontispice des pages des sites, voire dans les onglets conçus à cet effet*2. Les sites web des musées fonctionnent alors comme autant de points de convergence entre les témoignages du passé, la fonction mémorielle du musée réel et la responsabilité de l'internaute citoyen dans la préservation de l'ensemble. Ainsi en est-il par exemple du musée de la Citadelle, qui

annonce dès la page d'accueil : « ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre »*1. Dans cette perspective, le public visé n'est plus uniquement celui du visiteur, mais le citoyen allié et coresponsable du « devoir de mémoire », formule « rhétorique et conformiste » à laquelle tous les musées se réfèrent peu ou prou sans en partager pour autant la définition*2.

L'histoire de l'internet est aussi celle du dépassement du modèle traditionnel médiatique dit de *broadcasting*, caractérisé par le principe de la diffusion univoque à partir d'un émetteur vers ses publics, par celui du *multicasting* fondé sur la multiplication des entités capables de publier et diffuser des informations. La présence des musées en ligne tire parti de ce nouveau modèle mais reste pourtant encore largement ancrée dans le modèle de la radio et de la télévision qu'ils réinventent à leur échelle. En effet, même s'il s'avère souvent possible d'activer à la demande différents types de contenus (textes, images, sons), l'interactivité proposée demeure fortement réduite et largement univoque.

De manière significative, alors que les musées présentent leurs thématiques, mettent en scène leurs fonctions mémorielles et donnent la parole à des témoins, l'internaute, lui, demeure muet. La parole de ce dernier n'a pas sa place dans un espace qui reste, essentiellement, celui de « l'exposition » des « expositions » que le musée physique propose. En d'autres termes, l'histoire présentée ne se propose pas comme un véritable objet de discussion pour le visiteur virtuel même s'il est invité à la parcourir à nouveau. Il reste cantonné dans la posture du spectateur appelé, *in fine*, à devenir visiteur du musée.

Cette invisibilité de la parole de l'internaute s'explique de différentes manières. Premièrement, il s'avère techniquement plus facile de gérer un site statique notamment pour les petites structures ne possédant que des ressources limitées. Deuxièmement, comme nous l'avons souligné, certaines institutions délèguent les fonctionnalités plus interactives à des espaces dédiés, comme les pages de discussion au sein de Facebook. Dans cette configuration, qui connaît un succès grandissant, on observe un découplage des modalités de la

*1 Voir, par exemple, le Musée de la Résistance nationale : <http://www.musee-resistance.com/index.php> sa page Facebook : <https://www.facebook.com/pages/Mus%C3%A9e-de-la-R%C3%A9sistance-nationale/43261235311?fref=ts>

*2 <http://www.resistance-deportation-picardie.com>

*1 <http://www.citadelle.com/fr/le-musee-de-la-resistance-et-de-la-deportation/ma-visite/visite-audioguidee.html>

*2 E. Traverso, *Le passé mode d'emploi...*, op. cit., p. 45.

présence muséale en ligne. Elle s'affirme d'abord sous la forme figée et maîtrisable qu'est le site web, mais elle se déploie aussi dans les flux de conversations qui s'incarnent dans les réseaux sociaux, les plateformes de partage de contenus ou les systèmes de micromessageries (Twitter).

Cette approche duale constitue un enjeu pour les musées, car elle crée une tension entre, d'une part, leur mission de préservation de la mémoire et de l'histoire de la Résistance, et, d'autre part, la volonté de trouver de nouveaux modes d'engagement avec le public qui requiert d'être actif sur des plateformes de communication possédant des dynamiques propres moins contrôlables et qu'il convient de modérer*1. L'acquisition de cette double compétence implique une redéfinition de la notion de présence en ligne du musée. Celle-ci dépasse la simple production de site, cartes de visites digitales d'un lieu, et demandes de la part des responsables des musées d'interventions régulières (actualités, gestion des messages, etc.). Elle peut également conduire à une inversion de la temporalité classique qui place le site web en amont de la visite : dans les logiques du web

social, les commentaires et les discussions préemptent parfois la visite. Pour autant, force est de constater que les sites des musées analysés se cantonnent dans leur très grande majorité à n'être que de simples vitrines, échantillons figés plutôt que de nouveaux espaces symboliques de partage.

MUSÉOGRAPHIE VIRTUELLE

Dans les dispositifs de présentation en ligne des musées que nous avons visités, nous retrouvons régulièrement des « éléments de langage » rappelant, ou, plus précisément, convoquant la dimension virtuelle comme un adjuvant du dispositif de communication proposé sur le web. En première observation, il est intéressant de noter que cet appel au virtuel se fait essentiellement non pas pour présenter des dispositifs qui participeraient de la construction d'un « ailleurs », c'est-à-dire la production d'une alternative digitale au musée (nouvelles salles, galeries thématiques originales), mais bien au contraire pour renvoyer directement au dispositif scénographique physique. Le « virtuel » vise d'abord à permettre à l'internaute d'expérimenter de manière plus ou moins

riche une visite. En ce sens, le virtuel consiste à « donner à voir » l'espace muséographique de manière anticipée, offrant un avant-goût de ce que devrait être, idéalement, une vraie visite, comme le souligne le site du Struthof : « *Pour tous, connaissant ou non le Struthof, cette présentation est destinée à préparer ou compléter la visite réelle des lieux.* »*1

Il convient de souligner la grande diversité des dispositifs techniques fédérés sous la même étiquette de « visite virtuelle ». De la simple réduction des thématiques des salles accompagnées de quelques photos au dispositif d'immersion et de navigation en trois dimensions permettant de donner l'illusion de se mouvoir dans l'espace du musée, la palette virtuelle s'avère en effet très large. Ces « visites ou galeries virtuelles » soulèvent la question de la nature de ce qui est donné à voir. En effet, dans certains cas, ce sont bien souvent les salles du musée qui sont l'élément central du dispositif de navigation. Il ne s'agit pas uniquement d'une reprise de la structure architecturale des lieux du musée et des thématiques associées aux différents espaces d'exposition, mais

bien d'une présentation des salles*2. Par exemple, dans les dispositifs « d'immersion », il est possible de passer d'une salle à une autre, voire de choisir son point de vue dans les représentations panoramiques des salles, mais il est beaucoup plus difficile d'avoir accès aux informations associées aux objets présentés. La visite guidée virtuelle s'avère d'abord être une présentation d'un espace destiné à être arpenté ultérieurement*3.

De la même manière, les photographies de présentation du musée se partagent en deux principales catégories : celles focalisées sur un contenu spécifique (objets, portraits, etc.) et celles, plus nombreuses, dont le sujet est un élément de la scénographie du musée (présentoirs, salles, murs). Entre présentation des objets de mémoire ou présentation des modalités d'exposition de ces mêmes objets se joue aussi, dans les modes de représentation en ligne des contenus qu'il propose, une partie de l'identité du musée. En d'autres termes, l'usage du web dans le contexte muséographique en général se construit sur la tension entre les possibilités techniques de

*1 Pour un analyse de cette double communication : Olivier Glassey, Stéphanie Prezioso, « Auschwitz sur Facebook. Un livre d'or avant la visite », *Culture et Musées*, n° 20, janvier 2013, pp. 95-120.

*1 <http://visite-virtuelle.struthof.fr>

*2 Par exemple la visite virtuelle de la Coupole-centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais : <http://www.lacoupole-france.com/le-centre-dhistoire/presentation/visite-virtuelle.html>

*3 Par exemple <http://www.musee-arromanches.fr/visite/?lang=fr>

présenter les contenus associés à cette institution et/ou de présenter l'institution qui garantit l'accès à ces contenus.

Malgré les formes très diverses que peuvent revêtir les dispositifs dits de visite en ligne, l'argument général demeure valide : ce qui est mis en scène dans le virtuel c'est la muséographie. Certains sites la présente d'ailleurs pour elle-même, c'est-à-dire comme un élément distinct du contenu*1.

Il existe cependant quelques exemples où cette virtualisation prend des chemins de traverse par rapport à la simple reprise des logiques d'exposition. C'est notamment le cas du matériel pédagogique que certains musées proposent sous la forme de *fac simile* de documents iconographiques ou administratifs de l'époque, voire de la possibilité de « naviguer » dans le passé par l'entremise de la re-création en ligne de l'expérience de la vie pendant l'Occupation*2. Ces initiatives visant une navigation numérique véritablement alternative à la retranscription digitale de la matérialité du musée demeurent cependant rares.

On peut néanmoins penser que les processus de virtualisation des musées, pour conquérir un public jeune auquel on offrira la garantie de « vivre l'histoire » grâce à des procédés d'autoréférentialités sur le net (mêlant usages ludiques du web autour de la Seconde Guerre mondiale et usages publics de l'histoire), se développeront. La « fascination du sublime », dont rend notamment compte le succès du film *Apocalypse*, n'est-elle pas en train de remplacer aujourd'hui la conscience historique pensée comme un dialogue entre l'acquisition de connaissance de l'histoire savante et la mémoire historique ? Pour le moment, cependant, tout se passe comme si, face à l'accélération des processus de « révision » constante du passé à l'aune de références culturelles très présentes induits par l'internet, les institutions muséales centrées sur la Résistance cherchaient à conserver une temporalité plus lente. En ce sens, les musées en ligne ne se configurent pas encore comme de nouveaux espaces symboliques.

*1 Par exemple http://www.memorial-vercors.fr/fr_FR/le-memorial-2824/la-museographie-2891.html

*2 Voir par exemple l'outil pédagogique Ernest : <http://www.musees-franchemonte.com/voyages/ernest>, proposé par les Musées de Franche-Comté.

ADRESSES DES SITES VISITÉS EN FRANCE (46) (liste valide au 21 février 2013)

<http://www.cndp.fr/crdp-reims/memoire>
<http://720plan.ovh.net/~museeres>
<http://ariego.free.fr>
<http://www.resistance-drome.org>
<http://assoc.pagespro-orange.fr/otsi.peyrat-le-chateau/museedelaresista>
<http://memorial.compiegne.fr>
<http://musee.delaresistance.free.fr>
<http://musee.resistance.anterrieux.cantalpassion.com>
<http://museedelaresistance.chauny.com>
<http://ppognant.online.fr/mus%E9e.html>
<http://resistance.azur.free.fr>
<http://resistancecastellane.free.fr/articles.php?lng=fr&pg=24>
<http://w4-web142.nordnet.fr/musee>
<http://www.ariège-deportation.org/index2.html>
<http://www.besancon.fr/index.php?p=625>
<http://www.bordeaux.fr/p63906/centre-jean-moulin>
<http://www.brive.net/12175.php>
<http://museemichelet.brive.fr/0000.php>
<http://www.centre-resistance-arles.fr/spip.php?article13>
<http://museedusouvenirducombattant.perso.sfr.fr/index.html>
<http://www.cheminsdememoire.defense.gouv.fr>
<http://www.chrd.lyon.fr>
http://www.montauban.com/_Les_musees_de_la_ville/Musee_de_la_Résistance_et_de_la_Deportation-162.html
<http://www.coeur-de-france.com/resistance.html>
<http://www.crml.fr>
<http://www.musee-resistance31.fr>
<http://www.memorializieu.eu/spip.php?article66>
http://www.maurienne-tourisme.com/fr/il4-decouvrez_visites_i42_p27-musee-de-la-resistance.aspx
<http://www.memorial-caen.fr>
<http://www.memorial-charlesdegaulle.fr>
<http://www.memorial-vercors.fr>

<http://www.ml-leclerc-moulin.paris.fr>
<http://www.musee-henriqueuille.com>
<http://www.musee-resistance-chateaubriant.fr>
<http://www.musee-resistance.com/>
<http://www.museehistoirevivante.com/>
http://www.museeresistancemorvan.fr/Musee_Morvan/Accueil.html
<http://www.oradour.org>
<http://www.ordredelaliberation.fr>
<http://www.resistance-bretonne.com>
<http://www.resistance-deportation-picardie.com>
<http://www.resistance-en-isere.fr>
<http://www.struthof.fr>
<http://www.tarbes.fr/gp/Le-musee-de-la-Resistance/108/0>
<http://haute-savoie.ialpes.com/musees/musee-departemental-resistance-thones.htm>
<http://www.tourismeloir-et-cher.com/detail.asp?type=musees&idoi=41AASOR100159>

VARIA

**CONSTANTIN BRUNNER,
PHILOSOPHE ALLEMAND
D'ORIGINE JUIVE**

Par Jacques ARON

N°1 Constantin Brunner (1862-1937), créateur et passeur d'idées universelles et transnationales

Jacques ARON

Architecte, urbaniste, professeur honoraire d'histoire et théorie de l'architecture, chercheur, essayiste sur la condition juive européenne.

« Il n'y a pas de question juive, je ne connais que la question des antisémites. »

REMARQUE LIMINAIRE

La raison qui nous a incités à traiter d'un aspect refoulé de la pensée juive-allemande d'avant-guerre est simple : l'histoire, notre mémoire du passé, est un récit sélectif fait d'autant d'attention que de négligence. En ce qui concerne l'histoire des Juifs, la création d'Israël qui apparaît à beaucoup comme une revanche sur le destin ou une compensation au génocide, a complètement occulté toutes les autres perspectives de la judéité européenne, et notamment l'antisio-nisme qui s'est immédiatement développé dans ses rangs en opposition à son nationalisme tardif et problématique. Notre évocation du philosophe Constantin Brunner renvoie à ce constat. Tout anachronisme en la matière doit être soigneusement évité.

UNE COMMÉMORATION LONGTEMPS ATTENDUE

Le Musée Juif de Berlin*¹ a célébré en octobre 2012 le 150^e anniversaire de la naissance de ce grand philosophe encore trop méconnu, lui consacrant un colloque international qui avait essentiellement pour but de le resituer dans un contexte historique souvent mal interprété aujourd'hui du fait du génocide perpétré plusieurs années après sa mort, de la dispersion et de la destruction d'une grande partie de ces Juifs allemands d'esprit libéral, qui, avec tous ceux qui soutenaient leur cause, furent son inspiration et son public naturels.

Ceci explique en grande partie qu'un homme qui avait marqué son temps par de nombreux ouvrages

*¹ Jüdisches Museum Berlin, *Constantin Brunner im Kontext*, colloque organisé les 21-23 octobre 2012 sous le patronage des institutions suivantes : Georg-August Universität Göttingen ; The Franz Rosenzweig Research Center ; Constantin-Brunner-Stiftung Hamburg ; Stichting Internationaal Constantin Brunner Instituut Den Haag.

importants, qui avait entretenu un échange intensif, épistolaire notamment, avec de nombreux penseurs, que cet auteur d'un système philosophique original, ce polémiste redouté qui n'avait pas hésité à quitter – à regret – ses chères études pour entrer à plusieurs reprises dans l'arène politique, ait à ce point disparu du paysage intellectuel de l'après-guerre. Les fondations qui, aux Pays-Bas et en Allemagne, portaient son nom et géraient son héritage durent se préoccuper d'abord de rééditer ses principaux ouvrages, épuisés ou détruits par la Gestapo, de publier les manuscrits laissés à sa mort, de rassembler sa correspondance, de maintenir ou de raviver les liens qui s'étaient tissés autour de sa personne et de son œuvre.

Constantin Brunner (alias Leo Wertheimer) est né en 1862 à Altona, aujourd'hui faubourg de Hambourg mais qui a joué un rôle autonome dans l'histoire des communautés juives ; située à la limite du Schleswig-Holstein, et dépendante de la couronne danoise, elle a longtemps joui d'une protection particulière. Le grand-père du philosophe, Akiba Wertheimer, y fut un grand rabbin respecté, auquel il a fait plusieurs fois allusion, bien qu'il ne l'ait pas connu. Élevé dans une famille pieuse, Brunner reçoit une éducation orthodoxe, qu'il

abandonne à l'âge de 19 ans, pour se lancer dans des études d'histoire et de philosophie. Après son mariage, il s'établit à Berlin en 1895, ville qu'il ne devra abandonner qu'en 1933, son hostilité affirmée au nazisme depuis le début des années 20 l'obligeant à s'exiler. Il trouve alors refuge chez des amis à La Haye. Une maladie cardiaque l'emporte le 27 août 1937, à un jour de son 75^e anniversaire. C'est assez dire qu'il fut un témoin privilégié – et un acteur non négligeable – d'une période capitale de l'histoire allemande, voire européenne, jalonnée d'événements importants : la fondation de l'empire wilhelminien en 1871, la mutation de l'antijudaïsme chrétien traditionnel en un mouvement politique « antisémite » en 1879-80, la Première Guerre mondiale et ses séquelles, la république de Weimar jusqu'à l'amorce du III^e Reich. Cette période, Brunner l'a vécue en patriote allemand convaincu du caractère irréversible de l'intégration de ses citoyens juifs, dans l'approfondissement de l'émancipation politique, qu'il n'idéalisait pas pour autant et dont il ne sous-estimait pas la pesanteur du processus historique. Abandonnant pour sa part la croyance religieuse de ses ancêtres, il adhéra pleinement à cette évolution, en athée, donc en « ex-Juif », selon ses termes. Il rejetait l'idée

même de « peuple » juif, considérant les communautés religieuses dispersées comme un reliquat historique sans avenir, maintenu pour l'essentiel par la haine intéressée, la confusion et les préjugés de la société dans son ensemble. Cette position s'ancrait philosophiquement dans un courant spirituel trouvant sa source chez Spinoza, aux nombreuses ramifications, notamment dans l'idéalisme allemand classique.

Dans le domaine de la pensée – et de l'action, nous le verrons – l'« ermite » Brunner offre l'exemple unique et passionnant d'une démarche synthétique engageant l'homme tout entier dans un acte de responsabilité personnelle de sa vie, des relations avec ses semblables, de maîtrise de soi et d'organisation raisonnée des rapports sociaux. Après avoir cherché sa voie dans la critique littéraire, animé une revue, *Le spectateur* (*Der Zuschauer*, 1893-95), s'être intéressé aux différents aspects de la création artistique et avoir tenté de promouvoir de jeunes talents, il réussit à faire publier en

1908 auprès d'un éditeur en vue le résultat de sa théorie philosophique : *La Doctrine des hommes de l'esprit et du peuple*,*¹ monument de plus de 1 100 pages, qui sera réédité en 1927, aussitôt suivi de son complément : *Matérialisme et idéalisme*.*² Avec une insistance pédagogique un peu pesante, Brunner ne cessera de bâtir sur cette fondation : « *Voici la philosophie, dont j'ai fait du développement la mission de ma vie. Je m'y suis consacré pendant toutes ces années, dans le silence de ma retraite, et je m'efforcerai de la poursuivre, toujours à l'écart et dans le silence, aussi longtemps que mes forces le permettront.* »*³ Le dernier manuscrit prêt à l'impression qu'il laisse à sa mort, *Notre caractère, ou Je suis le Juste !*,*⁴ peut encore être considéré comme une ultime contribution à la tâche qu'il s'est fixée plus de trente ans auparavant. Cette brève présentation ne saurait entrer, ne fût-ce que schématiquement, dans le système du philosophe, dont l'originalité consiste à entourer le pilier central rationnel de la pensée humaine par une pensée

*¹ Constantin Brunner, *Die Lehre von den Geistigen und vom Volk*, Potsdam, Gustav Kiepenheuer Verlag.

*² Constantin Brunner, *Materialismus und Idealismus*, Ibid, 1928.

*³ Constantin Brunner, *Die Lehre von den Geistigen und vom Volk*, op. cit.

*⁴ Constantin Brunner, *Unser Charakter oder Ich bin der Richtige!*, Zurich, Verlag Die Liga, 1939. Cette première publication posthume est assurée par son exécuteur testamentaire, le philosophe Lothar Bickel, commentateur et continuateur de son œuvre.

plus englobante, une pensée pure qu'il dénomme soit « *esprit* », soit « *analogon* », l'analogie apparent de la démarche spirituelle, mais qui n'en est que le substitut déformé par la superstition. L'esprit (*Geist*), qui n'appartient qu'à l'homme, est le domaine des concepts absolus à l'horizon de notre pensée pratique toujours relative et bornée. Quand cet absolu qui naît de la pensée même revêt des aspects anthropomorphiques (des divinités, idoles ou des concepts incarnés à l'image de l'homme), nous nous trouvons en présence, non de l'esprit mais de son « *analogon* ».

Si la doctrine de Brunner doit une part à son ascendance juive et à sa formation religieuse, si elle contient des références au prophétisme et à l'unité fondamentale du mosaïsme (l'Un éternel), on peut légitimement avancer que l'ébranlement politique de ses propres conditions d'existence est l'élément déterminant qui l'oblige à quitter le silence de son cabinet de travail, à sortir du cocon toujours protecteur de l'abstraction philosophique. Sous le II^e Reich, l'émancipation n'est encore que formelle, des pans entiers du corps social restent inaccessibles aux Juifs :

l'armée, le professorat, l'administration. On connaît les secteurs dont ils s'empareront en compensation, car l'émancipation a libéré leur dynamisme longtemps confiné dans l'isolement du « ghetto », même si celui-ci est devenu graduellement plus social que physique. L'« antisémitisme » politique militant va plus loin : il ambitionne la régression, l'exclusion, des menaces mortifères dont on prend très tôt conscience. Je ne peux développer ici une thèse qui m'est chère, mais qui me paraît capitale pour la compréhension de la place de la prétendue « question juive » dans la politique européenne. Dans l'ère de culture germanique ébranlée par la Réforme, l'insertion des Juifs dans une nation morcelée et en formation a été élevée très tôt en problème théologico-politique : les Juifs de l'Ancienne Alliance, les Juifs du Talmud, ont-ils leur place dans un État « germano-chrétien » ? Si l'on ne prend pas la mesure de cette question dans le processus d'unification allemande, dont les contradictions économiques, sociales, religieuses sont parfaitement connues et décrites par tous les historiens actuels,*1 on se trompera lourdement sur la nature de l'antisémitisme et sur sa

place dans le débat politique. Toute la confusion et l'arbitraire qui président à la définition (impossible) « du » Juif, tiennent *exclusivement* au fait qu'il ne s'agit pas de traiter de l'objet de la haine antisémite, mais du rôle de catalyseur idéologique que leur image fantasmée est appelée à remplir : cerner le commun dénominateur de cohésion nationale d'une société qui en est structurellement dépourvue. Les plus grands penseurs, comme Brunner ou Theodor Lessing (1872-1933) par exemple, l'ont parfaitement compris, et ont tenté d'en convaincre les victimes juives potentielles, qu'ils ont souvent jugées aussi aveugles politiquement que leurs persécuteurs ou calomniateurs. L'expression de Brunner : « *Il n'y a pas de question juive, je ne connais que la question des antisémites* » est emblématique à cet égard. Il en a coûté au jeune idéaliste romantique allemand Brunner de rompre avec le nationalisme devenu chauvin et impérialiste du Reich « *qui craint Dieu et personne d'autre* ». La Première Guerre et la suspicion généralisée à l'encontre du patriotisme des Juifs achèveront sa maturation.

DES « LIVRES JUIFS » ?

Ainsi se dessine l'image d'un second Brunner, qui cautionne à sa façon sa théorie de l'unité consubstantielle de la vie, de la matière et de l'esprit. Désormais alterneront à un rythme rapide ses réflexions théoriques avec ce qu'il nomme – avec un brin d'ironie – ses livres juifs (*Judenbücher*). Le premier d'entre eux est composé à l'entame de la guerre, mais ne paraîtra qu'en 1918 : *La haine des Juifs et les Juifs*.*1 Écrit « *avec passion et colère* » par un homme blessé qui s'engage dans une lutte existentielle, le livre demeure, par-delà l'examen d'un cas d'école, une œuvre de philosophie appliquée à la psychologie de la haine, à l'antisémitisme et au sionisme, à l'État et au rôle des partis politiques, aux devoirs des Juifs dans les circonstances du moment. Le dernier chapitre de l'ouvrage reprend un texte déjà ancien mais resté inédit, qui servira d'amorce au prochain livre auquel travaille le philosophe, volet plus polémique d'un débat séculaire entre Juifs, protestants et catholiques : *Discours des Juifs : Nous voulons son retour*. Appel pressant à repenser la portée historique de

*1 Voir par exemple : Hagen Schulze, *Kleine deutsche Geschichte*, Munich, C. H. Beck, 1996, 2007, pp. 144-45.

*1 Constantin Brunner, *Der Judenhass und die Juden*, Oesterheld & Co. Verlag, 1918, réédité en 1919 avec deux préfaces, intitulées respectivement : « En guerre » (1917) et « En paix » (1919). Nouvelle édition commanditée par l'Institut international Constantin Brunner, Berlin-Vienne, Philo Verlag, 2004, sous la direction de Jürgen Stenzel, avec une préface de Hans Goetz.

la figure évangélique du Christ. En 1921, sort effectivement de presse un fort volume intitulé *Notre Christ ou la nature du génie*.^{*1}

Brunner est profondément affecté par l'assassinat de Walther Rathenau^{*2} le 24 juin 1922. Certes, en ces temps troublés, les meurtres politiques de personnalités de gauche, souvent des Juifs, ne sont pas rares. Son ami Gustav Landauer,^{*3} ce socialiste anarchiste, a été abattu en 1919, mais Brunner, foncièrement conservateur, ne peut s'empêcher de penser que ce meurtre est la conséquence de son égarement politique dans les Conseils ouvriers de Bavière. Rosa Luxemburg a été jetée dans un canal de Berlin, mais c'est aussi Rosa-la-Rouge. Hugo Haase a été assassiné, mais il appartenait également à la gauche socialiste plus radicale. Avec Rathenau, c'est cette fois le patriote allemand qui est abattu, un tournant significatif

dont Brunner est conscient. La mort de celui qui est alors ministre des Affaires étrangères et s'efforce de négocier l'allègement des charges du Traité de Versailles donne lieu à l'une des plus importantes, sinon la plus importante des manifestations républicaines de l'après-guerre. À partir de cette date, la sensibilité de Brunner au sort qui le guette personnellement est devenue plus vive. Après le putsch manqué d'Hitler, l'emprisonnement du Führer est de courte durée ; son complice Ludendorff n'est même pas inquiété. Aussi, quand prend corps en 1924 le danger d'un succès populaire du national-socialisme, Brunner devient et restera son adversaire déterminé et sans concessions. La citadelle à partir de laquelle il le combat demeure cependant la philosophie, et c'est à elle que ses principaux livres seront encore consacrés, huit volumes importants, dont la moitié ne paraîtra qu'après sa mort.

*1 Constantin Brunner, *Unser Christus oder das Wesen des Genies*, Oesterheld & Co. Verlag, 1921. Ce livre est le premier que l'Institut Brunner republiera après-guerre chez Kiepenheuer & Witsch, grâce notamment au soutien moral et financier de Yehudi Menuhin, profondément intéressé par la figure du génie inspiré. Brunner trace effectivement ici le portrait d'un Christ mystique, « *gottlos und weltlos* » (libéré de Dieu et du monde).

*2 Walther Rathenau, né en 1867, est le fils du fondateur du groupe industriel AEG, Emil Rathenau (1838-1915). Pendant la Première Guerre, il prend la direction de l'approvisionnement militaire et esquisse à cette occasion un plan de déportation de 175 000 Belges pour leur mise au travail obligatoire en Allemagne. Avec le général Ludendorff, il débat sur le front oriental de la « *question insoluble* », un euphémisme pour désigner le sort de la population juive de Pologne, à incorporer au Reich en cas de victoire militaire.

*3 Gustav Landauer (1870-1919), philosophe. Ses démarches ont permis la publication de l'ouvrage majeur de Brunner.

Cette philosophie lui procure ce que j'appellerais un optimisme de l'« esprit », mais qui n'ouvre aucune perspective à l'action politique collective, rangée dans le court terme d'une humanité immature.

Brunner a peu pénétré jusqu'ici l'espace francophone. Un seul de ses écrits a été traduit et publié avant la guerre, parce qu'il prenait pour cible une idole philosophique du moment, et c'est cette idolâtrie qu'il visait : *Spinoza contre Kant et la Cause de la Vérité spirituelle*.^{*1} Il faut attendre la parution d'un numéro des *Cahiers du Sud*,^{*2} qui lui est consacré en 1964, pour que se manifeste un certain intérêt pour ce philosophe jugé proche de Husserl, publication qui fait curieusement l'impasse sur sa condition juive allemande pourtant indissociable de sa pensée. Paraît quelques années après : *L'Amour*,^{*3} condensé d'un plus vaste ouvrage. Ensuite

l'interprétation plus distanciée et plus personnelle de Michaël Baraz.^{*4} C'est dire qu'à l'heure où toute son œuvre est à nouveau disponible et étudiée en Allemagne, peu de choses ont traversé la barrière de la langue. Dans une période où, quoi qu'on en dise, les affirmations identitaires dominant encore largement le débat idéologique, son propos universaliste doit-il rester sans écho ? Sa pensée se situe-t-elle, comme Theodor Lessing lui en adressait le reproche, dans une telle extension de l'« idéal », qu'il ne reste en l'homme plus rien de « *la nature, du sol, du sang et du peuple* ». « Si la vie était "Esprit", une philosophie pourrait faire l'histoire du monde, mais alors la conservation d'un peuple particulier parmi d'autres peuples particuliers n'aurait pas d'autre signification que la question de savoir si une espèce de fourmis devenue rare devrait être répartie dans toutes les fourmilières de la forêt ou conservée dans

*1 Traduit et précédé d'un avant-propos par Henri Lurié, Paris, Librairie philosophique Vrin, 1932. La bibliographie la plus complète à ce jour se trouve dans le volume de correspondance : *Constantin Brunner, Ausgewählte Briefe 1884-1937, herausgegeben von Jürgen Stenzel und Irene Aue-Ben-David*, Wallstein Verlag, 2012.

*2 *Les Cahiers du Sud*, Marseille, n° 375, décembre 1963-janvier 1964, « Constantin Brunner, un philosophe hors les murs (1862-1937) », avec les contributions de Ferdinand Alquie, Henri Thomas, Michaël Baraz, Robert Rovini et 90 pages de textes du philosophe.

*3 Constantin Brunner, *L'Amour*, traduit et adapté de l'allemand par Dominique Aury, Henri Thomas et Leo Sonntag, préface de Henri Thomas, Gallimard, 1968.

*4 Michaël Baraz, *La révolution inespérée, Constantin Brunner*, Librairie José Corti, 1986, qui inspirera plus tard le livre de Martin Rodan, *Notre culture européenne, cette inconnue*, Berne, Peter Lang, 2009. Une fable de « *la victoire du génie sur le monde* ».

une fourmilière particulière. »*1 Pour trancher cette question, sommes-nous encore dans la situation tragique de ces grands philosophes ? En 1933, Lessing, se rendant en août au 18^e congrès sioniste de Prague, fut assassiné au-delà de la frontière allemande par des nervis nazis lancés à sa poursuite.

Ce rappel nous ramène au texte que nous publions ici, celui de mon intervention au colloque de Berlin. Il se situait dans la demi-journée intitulée « Politische Philosophie und Praxis » (philosophie politique et pratique). Par-delà toutes les confusions et tous les amalgames linguistiques nés d'une autre constellation politique mondiale, il me paraissait important de rappeler comment le mouvement national juif, le sionisme, en réaction à l'antisémitisme européen, a constitué une rupture dans la perspective émancipatrice issue du décret français de 1794. Une rupture radicale voulue par les sionistes eux-mêmes, rejetant leurs adversaires juifs – au nombre desquels se range très tôt Brunner – sous le sobriquet infamant d'« anti-sionistes ». Peut-on penser que ce débat ait perdu de son actualité ? Je ne le crois pas, car il est inscrit au

cœur de conflits qui, s'ils se sont à nouveau déplacés dans le temps et l'espace, n'en demeurent pas moins. Le Moyen-Orient n'est-il pas l'un des rares endroits du globe dont on puisse dire que la Seconde Guerre mondiale n'y a pas encore pris fin ? Pas de frontière et pas de paix. Le sort de la Palestine n'est-il pas l'un des échecs les plus retentissants et les plus coûteux de l'ONU, c'est-à-dire en fin de compte de la communauté des nations ? Dans ce contexte aussi, il faut relire Brunner.

*1 Theodor Lessing, « Der jüdische Selbsthass », *Jüdische Rundschau*, 1930, Berlin, réédition Matthes & Seitz, 2004.

N^o2 La position du philosophe Constantin Brunner dans le cadre de l'antisionisme juif

Jacques ARON

Architecte, urbaniste, professeur honoraire d'histoire et théorie de l'architecture, chercheur, essayiste sur la condition juive européenne.

AVANT LA PREMIÈRE GUERRE

Cette contribution a pour but de comprendre quand, comment et pourquoi Constantin Brunner en est venu à accorder une place au sionisme dans ses écrits et pour tout dire dans sa philosophie. Il lui a certainement fallu un certain temps avant d'en éprouver la nécessité, sans doute parce qu'il se sentait avant tout citoyen allemand, et que ce mouvement nationaliste juif lui paraissait étranger, voire même dangereux et déstabilisant pour chaque Juif allemand.

1912 : Brunner célèbre en août son 50^e anniversaire. Il a acquis quatre ans auparavant une certaine renommée, comme philosophe et dans des cercles intellectuels, après la parution d'une œuvre importante, *Von den Geistigen und vom Volk* (Des hommes

de l'Esprit et du Peuple), une analyse des facultés humaines dans la lignée de Spinoza. Comme ce livre est d'un accès difficile au grand public, il vient d'en donner un an auparavant un court résumé*1 dans les « Archives pour une philosophie systématique » (*Archiv für systematische Philosophie*).

1912 : les différentes nations européennes s'arment en vue de la guerre. De son côté, Brunner s'attache depuis peu à une tâche nouvelle, une vaste confrontation méthodique avec le soi-disant antisémitisme, qu'il considère comme le dernier avatar d'une haine très ancienne envers les Juifs, mais dont l'objectif politique récent est d'annuler les acquis de l'émancipation. En effet, depuis 1871 tous les Juifs du Reich disposent des droits civils et politiques, bien que pour l'essentiel la fonction publique,

*1 « Kurze Rechenschaft über die Lehre von den Geistigen und vom Volk » (1911), in : Constantin Brunner, *Kunst, Philosophie, Mystik*, Zurich, Humanitas Verlag, 1940.

l'enseignement supérieur et l'armée leur demeurent fermés.

1912 : les Juifs allemands organisent la commémoration du décret d'émancipation (11 mars 1812), bien qu'il n'ait concerné que la Prusse sous l'ancienne Confédération germanique et que ses effets furent encore limités. Ils voyaient dans cet événement historique la conséquence politique de l'idéal d'égalité universelle affirmé par l'État français. C'est à cet idéal que Brunner restera indéfectiblement attaché, et les Juifs libéraux organisés au sein de l'Union centrale demeureront le public-cible de ses écrits.

1912 : Bien que l'émancipation complète apparaisse encore à l'horizon de la majorité des Juifs allemands comme un objectif accessible et incarne leur perspective politique, leur situation au sein de la société s'est transformée depuis les années 80 du siècle précédent. « Antisémisme » n'est pas seulement devenu le néologisme forgé par un journaliste*1, son concept représente une nouveauté politique d'une efficacité redoutable, un contenu « *völkisch* », à la fois nationaliste et non religieux, imprégné de la croyance

superstitieuse aux traits inaltérables de la race. Ce n'est pas par hasard que cet éloignement de l'antijudaïsme chrétien traditionnel ait été l'œuvre de libres penseurs. Un livre écrit par un professeur d'université alors très influent, Eugen Dühring, a fortement contribué à cette réorientation : « *La question juive, une question de race, de mœurs et de civilisation, avec une réponse d'importance mondiale.* » Douze ans avant l'Affaire Dreyfus, ce livre fit grosse impression sur Theodor Herzl. Dühring désirait apporter à son analyse pseudo-scientifique une réponse tout aussi irréfutable. Il avait quasiment élaboré pour cela le programme théorique du futur mouvement « *völkisch* » : remettre en question le plus rapidement possible l'égalité de principe reconnue aux Juifs, leur imposer un droit distinct et des lois d'exception à caractère racial, afin d'en diminuer le nombre et l'influence, jusqu'à parvenir à leur exclusion complète. « *La question juive est en elle-même une question sociale de première importance, à placer bien avant la question sociale générale ; car elle n'est pas seulement une question vitale pour la classe ouvrière montante, mais une question existentielle pour les peuples modernes. Se débarrasser du cauchemar juif est l'affaire des nations.* »*2

*1 Il fut forgé en 1879 par le publiciste Wilhelm Marr (1819-1904).

*2 Eugen Dühring, *Die Judenfrage als Rassen-, Sitten- und Culturfrage. Mit einer weltgeschichtlichen Antwort*, Karlsruhe et Leipzig, Reuther, 1881, p. 154.

La majorité des Juifs allemands s'est organisée pour se défendre contre cette tendance dangereuse, qui est, dès 1893, représentée au Reichstag par 16 députés. La même année ces Juifs de tendance libérale ont fondé l'Union centrale déjà mentionnée, qui s'est donné pour premier objectif cette défense, devenue rapidement populaire sous le sobriquet « Anti-Anti » et qui remporta de grands succès. Un an à peine après sa création, son dirigeant, le Dr Eugen Fuchs, plaçait son rapport aux membres sous la devise : « *C'est par la lutte que tu obtiendras tes droits.* »*1 Et avec assurance, il ajoutait : « *Ce n'est que si nous défendons l'égalité et l'émancipation, que nous pourrons nous en affirmer dignes.* »

En parallèle, une réaction anti-émancipatrice se fit sentir dans de nombreux autres pays au cours de cette période 1880-1893. Cette histoire est suffisamment connue et bien documentée ; je n'en mentionnerai donc que quelques aspects significatifs du contexte dans lequel mûrirent les pensées de Brunner sur le sujet. En 1882, après les premiers pogroms qui mirent brutalement fin à une période de timide libéralisation dans

l'empire russe, un médecin d'Odesa, Leo Pinsker, rédigea en allemand *Auto-Emancipation* (Autoémancipation), l'« Appel d'un Juif russe à ses frères de race » (*Mahnruf an seine Stammesgenossen von einem russischen Juden*), ainsi que son sous-titre le précise ; notez bien ce tournant : « *Stammesgenossen* » (frères de race) et non pas « *Glaubensgenossen* » (coreligionnaires) comme à l'accoutumée. La réponse en Allemagne se fit un peu attendre, mais pas longtemps. En 1891, un jeune avocat, quasi de la génération de Brunner, diffusa, d'abord de façon anonyme, une série d'articles et de brochures sous des titres divers : « *Sind die russischen Juden eine Nation ?* » (Les Juifs russes forment-ils une nation ?)*2 ; « *Was soll aus den russischen Juden ?* » (Que vont devenir les Juifs russes ?) ; « *Wohin mit den russischen Juden, Syrien, ein Zufluchtsort der russischen Juden ?* » (Quelle destination pour les Juifs russes, la Syrie, refuge des Juifs russes ?). Que de points d'interrogation pour un problème qui n'était pas encore apparu à cette échelle ! Les Juifs allemands déjà intégrés en appelèrent tout d'abord à leur gouvernement, dans l'espoir qu'il

*1 Eugen Fuchs (1856-1923), *Bericht der Rechtsschutz-Commission über ihre bisherige Tätigkeit, erstattet in der ordentlichen Versammlung vom 16. April 1894*, Berlin, 1894 (Rapport d'activité de la commission de protection juridique, présenté à l'assemblée générale ordinaire du 16 avril 1894).

*2 *Die Menorah*, hebdomadaire, Hambourg, 27 mars 1891.

organise à nouveau, comme l'avait fait Bismarck treize ans auparavant, un congrès international, ou qu'au moins il en soutienne le projet. Mais plus que le danger intérieur que l'on pensait encore maîtrisable, cette émigration de masse déjà amorcée suscita rapidement une vive inquiétude.

Au cours de ces années 1880-1893, sous la pression constante de l'émigration juive venue de l'Est (qui ne formait qu'une partie de l'émigration massive de diverses populations, dans et en dehors de l'Europe), les douleurs de l'enfantement d'un nouveau mouvement national se faisaient déjà entendre dans toute l'Europe centrale (Mittel-Europa), ce vaste espace entre l'Est et l'Ouest. Ce mouvement profondément atypique, dispersé, qui se cherche encore ses objectifs et ses moyens d'action, a trouvé son nom dès 1893, sous la plume d'un profond penseur viennois, Nathan Birnbaum (1864-1937) : le « sionisme ». « *Nous devons gagner la confiance du gouvernement turc, qu'il est impardonnable de n'avoir pas recherchée jusqu'ici, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrions espérer voir se développer la colonisation de la Palestine.* » *1 Mais comment faire ? « *Nous ne demandons pas l'indépendance po-*

litique pour les Juifs à établir en Syrie-Palestine ; nous ne demandons qu'une chose : que ceux-ci soient autorisés à voir en cette terre une véritable patrie (Heimat), et obtiennent pour cela des garanties légales nationales et internationales contre les expulsions à l'euro-péenne. » Un projet national certes, mais à établir sur d'autres terres et totalement dépendant du jeu politique et des intérêts des grandes puissances. Ainsi s'ouvrait un tout nouveau chapitre dans l'histoire des Juifs, dans lequel nous nous trouvons encore aujourd'hui. Quatre années plus tard, ce projet est officiellement présenté à l'opinion publique par le 1^{er} congrès sioniste.

Avant même cet évènement, et notamment au cours de sa préparation, plusieurs oppositions se sont déjà manifestées dans différents milieux juifs. Dans tous les pays où l'émancipation s'était concrétisée, la majorité des Juifs se montre très méfiante à l'égard du projet, tant pour des raisons religieuses que politiques. Le sionisme, qui ambitionne de s'exprimer au nom du « peuple » juif, a aussitôt rabaisé ses opposants en les qualifiant d'« antisionistes ». La pression sociale qui s'exerce sur les Juifs se transforme aussitôt en tensions et en oppositions

entre eux. Le judaïsme, considéré d'un point de vue religieux, s'était organisé d'abord pour se défendre d'ennemis extérieurs, les antisémites ; par contre, quand quelques années plus tard Max Nordau publie son livre *Der Zionismus und seine Gegner* (Le sionisme et ses adversaires), *1 ceux qu'il nomme ainsi sont exclusivement des Juifs. Aucune expression ne fut assez méprisante pour les déshonorer : « assimilateurs », apostats, renégats ou traîtres. Même le vocabulaire le plus odieux des antisémites leur fut immédiatement appliqué : « *Le Youpin est antisioniste ! Nous le connaissons depuis longtemps, et nous avons toujours été saisis de dégoût, dès que nous le regardions, dès que la vie nous amenait près de lui ou à son contact. [...] Or voici qu'apparut le sionisme – Juif et Youpin furent obligés de prendre position. Et maintenant, pour la première fois, le Youpin a rendu au Juif un service d'une grandeur inespérée. Le Youpin se détache de la communauté, le Youpin est – antisioniste !* » *2 Il nous faut garder à l'esprit cette agressivité du nationalisme juif, si l'on veut comprendre les réactions suscitées

quand, quelques années plus tard, la Fédération sioniste pour l'Allemagne tenta de s'emparer de la direction des communautés. Sans ce rappel la position de Brunner, vue d'aujourd'hui, serait tout à fait incompréhensible.

Sous le choc de cette insulte de « Youpin », lancée par le journal sioniste *Die Welt*, le critique viennois Karl Kraus écrivit un petit pamphlet intitulé « Une couronne pour Sion », *3 dans lequel il avançait que le slogan « Dehors les Juifs ! » trouverait immédiatement un appui enthousiaste auprès des antisémites aryens. Celui-ci ne se fit pas attendre. Au lendemain du 1^{er} congrès sioniste, le théologien protestant et professeur à l'université de Bâle Friedrich Heman écrivit *L'éveil de la nation juive ou La voie vers la solution définitive de la question juive.* *4 Il y déclare « *que d'une part les peuples seront heureux d'être débarrassés des Juifs et de leur concurrence dans leurs pays respectifs et que, d'autre part, les grandes puissances salueront comme une heureuse solution d'un problème difficile, qu'un État juif se crée en Palestine et que les Juifs soient disposés*

*1 Nathan Birnbaum, *Die nationale Wiedergeburt des jüdischen Volkes in seinem Lande, als Mittel zur Lösung der Judenfrage*, Vienne, 1893, p. 39 [La renaissance nationale du peuple juif dans son pays, comme moyen de résoudre la question juive].

*1 Max Nordau, *Der Zionismus und seine Gegner, ein Vortrag*, 3^e édition, Berlin, 1905.

*2 Theodor Herzl (Benjamin Seff) : Mauschel (Youpin), in *Die Welt*, n° 20, 15 octobre 1897.

*3 Karl Kraus, *Eine Krone für Zion*, Vienne, Verlag Moriz Frisch, 1898. Reproduit dans : Karl Kraus, *La littérature démolie*, traduit de l'allemand par Yves Kobry, précédé d'un essai de Elias Canetti, Paris, Rivages poche, 1993.

*4 Friedrich Heman (1839-1922), *Das Erwachen der jüdischen Nation oder Der Weg zur endgültigen Lösung der Judenfrage*, Bâle, P. Kober, 1897.

à l'y établir. »*1 Selon lui, on avait commis après la Révolution française l'erreur de croire « à l'établissement de droits humains universels ». Heman s'en prit violemment aux cinq grands rabbins allemands qui avaient mis en garde contre la tenue du congrès, à ceux que Herzl avait traités de « rabbins protestataires » (*Protestrabbiner*) et Nordau de « comédiens »*2. Cet antisémite officiel et de bon aloi fut accueilli avec empressement par les sionistes. Il put ainsi quelques années plus tard et sous le patronage de Nordau clarifier encore sa position : « L'antisémitisme restera ancré dans le peuple aussi longtemps qu'il y aura des assimilateurs en Allemagne. C'est dans la nature de la chose. Si des Chinois de Kiao-Tchéou [aujourd'hui Qingdao] ou des Nègres du Cameroun voulaient se donner de l'importance [sich aufspielen] en se faisant passer pour des frères allemands, alors un anti-mongolisme ou une anti-négritude s'empareraient du peuple allemand comme dans la libre Amérique. Car la nature humaine est partout la même. Dès qu'on la blesse, elle réagit partout de

même. Les différences nationales ou de race ne sont que des éléments naturels, que l'on ne peut pas ignorer. »*3

Je n'ai fait jusqu'ici qu'esquisser le climat dans lequel Brunner se forgea son concept de la haine des Juifs dès avant la Première Guerre mondiale. À cet égard, le 1^{er} congrès sioniste doit être considéré comme un important repère, tout au moins en ce qui concerne ses répercussions en Allemagne. Sur le plan international, Herzl est parvenu à faire connaître sa solution de compromis : l'exigence en Palestine d'un foyer reconnu en droit public. Les sionistes annoncent partout que le judaïsme ne doit plus être regardé désormais comme une religion, mais davantage comme l'expression d'une nation unitaire, d'une communauté de souche, d'une race, ainsi que l'on disait alors communément. Ceci ne pouvait que susciter une opposition chez les Juifs allemands. Moins de deux mois après, la réaction vint, sans ambiguïté, de l'Union centrale (CV) : « Un renforcement du sentiment d'un peuple juif et de la conscience d'être un peuple me sont inconcevables, car depuis la

destruction de l'État juif je ne connais pas de peuple juif ni de principe de nationalité. Je ne connais qu'une communauté de foi juive et je veux donc que se renforce la fidélité à la communauté confessionnelle, sans que cela porte atteinte à la fidélité à la patrie. »*1 La ligne de partage est dès lors nettement tracée.

LE COUP DE FORCE SIONISTE ET SES CONSÉQUENCES

Dans les premières années de son existence, les efforts diplomatiques du mouvement sioniste restent sans succès, et les tentatives des sionistes de prendre pied dans les communautés échouent. Leur objectif y semble dans l'ensemble trop illusoire et utopique face à la réalité allemande. Toutefois, en 1903, après le pogrom de Kichinev, le gouvernement britannique s'était dit favorable à tout plan « qui améliorerait la situation de la race juive ». En 1907, le congrès quitta Bâle pour La Haye, en vue de peser sur la conférence de la Paix ; la révolution des « Jeunes Turcs » suscita de nouveaux espoirs en 1908 ; en 1909, pour

la première fois, le congrès se tint à Hambourg. C'est ainsi que, lors des élections communautaires de 1910 en Allemagne, une véritable opposition se fit jour autour de la question nationale juive. En septembre de cette année-là, la Journée des délégués sionistes proclama sa volonté de se positionner de façon tranchée, de telle sorte que « le caractère national de notre mouvement soit souligné sans ambiguïté et trace une différence de principe entre le sionisme, le mouvement du peuple juif, et toutes les autres organisations juives ». *2 Blumenfeld, le dirigeant de la jeune génération, souligna « le tragique effrayant [des Juifs allemands] d'être obligés de penser dans une langue impropre à leurs facultés créatrices. Pour les connaisseurs, la force indestructible et l'expression propre du sang juif s'y frayaient cependant un passage, malgré toutes les tentatives d'oppression. [...] Un nouvel état de conscience se formait en eux, l'idée du sionisme politique. [...] Car seul celui qui vit selon son propre droit et sa propre loi, dans son propre pays, est un homme libre. Voilà comment on pourrait exprimer ce nouvel état de conscience ». *3

*1 *Ibid*, p. 9.

*2 *Die Welt*, 6 août 1897, p. 8.

*3 Dr F. Heman, *Was soll man vom Zionismus halten ? Gedanken eines Nichtjuden* (Que penser du sionisme ? Réflexions d'un non-Juif), in : Emil Kronberger, *Zionisten und Christen*, Leipzig, M. W. Kaufmann, 1900, p. 54. L'auteur mentionne ici l'expédition coloniale allemande de 1897 en Chine et sa colonie africaine.

*1 Eugen Fuchs, « Enquete über den Zionismus », *Berliner Vereinsbote*, 24 décembre 1897, in : Eugen Fuchs, *Im Deutschtum und Judentum, Gesammelte Reden und Aufsätze (1894-1919)*, au nom de la CV, édité par le Dr Leo Hirschfeld, Kaufmann, Francfort s. M., 1919, p. 228.

*2 Kurt Blumenfeld, « Deutscher Zionismus », *Jüdische Rundschau*, 2 septembre 1910. Repris dans le recueil : *Zionistische Betrachtungen, fünf Aufsätze von Kurt Blumenfeld* (Considérations sionistes, cinq articles de K. B.), Berlin, 1916.

*3 Kurt Blumenfeld, *Fünf Aufsätze*, *op.cit.*, p. 11.

Comment Brunner aurait-il pu se rallier à une telle vision ? Blumenfeld mettait l'accent sur une « *manière propre* » (*Sonderart*) qui devait lui paraître bien étrange : « Le sang commun *détermine les mêmes capacités créatrices, la même manière de penser et de sentir.* » Comment Brunner aurait-il pu s'identifier à un mouvement qui prétendait rassembler tous ceux « *qui s'étaient échappés de l'assimilation pour se sauver dans le judaïsme, et étaient devenus ainsi aptes au combat contre la culture de leurs maîtres à penser* » ?

Ainsi tout avait été préparé pour la division interne des Juifs allemands. L'historien Jehuda Reinharz la décrit comme suit : « À partir de la fin 1912, le combat entre sionistes et antisémites devint sans cesse plus aigu. Le camp libéral [l'Union pour le judaïsme libéral, 1908 – Verein für das liberale Judentum] entra ouvertement en conflit avec les sionistes, qu'il considérait comme un élément perturbateur. En octobre 1912, un groupe de libéraux fonda l'Association du Reich pour la lutte contre le sionisme (Reichsverband zur Bekämpfung des Zionismus), qui dès décembre prit le nom de "Comité antisémitiste" (Antizionistisches Komitee). Ce dernier apparut vite comme le porte-parole de

tout le libéralisme judéo-allemand. »*1 À ma connaissance les publications de ce comité n'ont pas été étudiées jusqu'ici. Dans la première d'entre elles, plusieurs articles de la *Jüdische Rundschau* et le programme du sionisme allemand qui venait de paraître furent violemment attaqués.

Aux yeux des Juifs allemands libéraux l'idée d'un peuple juif n'est que le fruit de l'imagination, totalement incapable d'attirer en Palestine les Juifs de tous les pays. Les auteurs des *Cahiers antisémitistes* ajoutent même : « [...] *c'est bien l'idée de la race que les sionistes ont empruntée aux courants nationalistes. Dès ses débuts, le concept de peuple du mouvement sioniste était complètement et exclusivement rempli de l'idée de la race. Cette idée tout à fait superstitieuse, produit d'un dogmatisme arrogant et de l'égoïsme le plus trouble, qui considère la vie humaine comme prédéterminée par le sang, et que ni la volonté ni l'adaptation au cours des siècles ne peuvent rien contre les prétendues dispositions innées de la race, qui ne voit de salut que dans le maintien d'une race pure, cette théorie absurde contredite par l'histoire et la pratique humaine, dut effectivement être conservée assez longtemps pour entraîner une pure exclusion des Juifs de tous les autres peuples. Et c'est en cela, dans ce*

fantasme de la force bienfaisante de la pureté absolue de la race, que repose jusqu'aujourd'hui la très dangereuse similitude de la doctrine sioniste avec celle des antisémites. »*1

L'importance que Brunner accordera dans son premier « livre juif » à la théorie raciale, alors en plein débat, nous contraint à un léger détour vers les « scientifiques » qui y ont le plus contribué. Il les a quasi tous lus avec la plus grande attention. Le plus influent d'entre eux s'appelle Ignaz Zollschan ; les 500 pages de son ouvrage *Le problème de la race**2 furent l'amorce de sa brillante carrière. Inspiré par le sionisme, il avait tenu à préciser en sous-titre : « *considéré en particulier selon les fondements théoriques de la question raciale juive* ». Jusqu'en 1925 le livre connut cinq rééditions. Zollschan partageait la plupart des préjugés raciaux et des clichés de

son temps issus de la colonisation, l'idée de races supérieures et inférieures dont le croisement était néfaste. Il aurait seulement voulu les appliquer à l'avantage des Juifs.*3 Continuateur de Chamberlain, il écrivait : « *L'histoire fournit de nombreux exemples de l'impossibilité, en cas de croisement accompli de différentes nations de races étrangères, de parvenir à un État porteur d'une culture vivante, même si chacune de ces nationalités possédait pour elle-même de hautes capacités. Et c'est là le véritable noyau de toute théorie raciale. Le livre de Chamberlain Les fondements du XIX^e siècle*4 a été attaqué avec plus de virulence que tout autre, et à bon droit dans la majorité des cas. Mais la clé de voûte de son système, à savoir l'accent mis sur l'effet ennoblissant de la pureté raciale et l'effet dévastateur du chaos racial, est incontestablement solide.* »*5 Indirectement Brunner ne

*1 Jehuda Reinharz, *Dokumente zur Geschichte des Deutschen Zionismus*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1981, p. 125.

*1 *Schriften zur Aufklärung über den Zionismus*, n° 1: « Zionistische Taktik » (La tactique sioniste), herausgegeben vom Antizionistischen Komitee, Berlin, [1912?], p. 17. Le second « écrit pour éclairer le sionisme » aura pour titre « Der Zionismus, seine Theorien, Aussichten und Wirkungen » (Le sionisme, ses théories, ses perspectives et ses effets), [1912-13?], p. 17.

*2 Ignaz Zollschan, *Das Rassenproblem, unter besonderen Berücksichtigung der theoretischen Grundlagen der jüdischen Rassenfrage* (Le problème de la race, considéré en particulier selon les fondements théoriques de la question raciale juive), Vienne, Leipzig, Wilhelm Braumüller, 1909.

*3 Voir à ce sujet, dans des éditions sionistes : Max Besser, *Die Juden in der modernen Rassenlehre*, Jüdischer Verlag, 1911 ; Alexander Schueler, *Der Rassenadel der Juden* (la noblesse de race des Juifs), Jüdischer Verlag, 1912.

*4 Houston Stewart Chamberlain, *Die Grundlagen des neunzehnten Jahrhunderts* (1898), Munich, F. Bruckmann, 1909 [9^e édition].

*5 Zollschan, *op.cit.*, p. 261.

lui répond-il pas dans son livre : « *La théorie raciale n'est jamais innocente sur le plan scientifique, en vérité elle n'est pas même une théorie, mais elle deviendra bien une pratique, et quelle pratique !* »*1 Un philosophe comme Brunner ne pouvait pas prendre au sérieux cette pseudo science dillettante : « *Misérable jugement des plus instruits ! Quels ingrédients ne mettent-ils pas dans leur cuisine, et quelle étonnante capacité n'ont-ils pas d'y ajouter avec le même sérieux du bien-fondé et de l'absurde, et de continuer à vivre ainsi instruits !* »*2 Après la guerre, les conceptions de Zollschan se radicalisèrent encore. En annexe à son dernier livre, il ajoute un texte plus court, « La voie du maximalisme », dans lequel il décrit la déclaration Balfour et les résolutions de la conférence de San Remo comme la lourde mais unique tâche historique du peuple juif. Zollschan partageait en cela les vues de Jakob Klatzkin, le grand théoricien du sionisme, selon qui il était inutile de revendiquer un nationalisme juif diasporique et d'agresser les Juifs qui n'en voulaient pas. Mais comme Klatzkin, il soutenait dans les pays

de l'« *Exil* » l'érection d'« un ghetto volontaire », cette « *forme héroïque d'existence* » dans une séparation et un déracinement voulus. Klatzkin exigeait des Juifs cheminant dans la diaspora « *l'interdiction de cultiver la langue du pays et la reconnaissance de former un corps national étranger, au risque même de se voir privés des droits civils* ». *3 Le livre de Klatzkin cité et admiré par Zollschan avait un caractère presque suicidaire : « *En tant que corps étranger, nous revendiquons une situation d'exception, avec tous ses avantages et ses inconvénients. Nous respectons le droit de la nation du pays à protéger son individualité völkisch contre les étrangers (Volksfremde).* »*4 Et ceci paraissait au même moment que le Programme du NSDAP (parti national-socialiste des travailleurs).

APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE

La haine des Juifs et les Juifs, la première intervention importante de Brunner dans cette problématique, ne put paraître qu'à la fin du premier conflit mondial. Le sionisme avait déjà pris place dans son

jugement, mais seulement d'un point de vue général, en nette opposition à l'émancipation, dans la perspective de laquelle il continuait à se situer. Il avait attentivement lu Zollschan ; il devait s'expliquer plus tard avec Klatzkin. Il n'attendait encore aucune suite concrète à la déclaration Balfour. Les deux préfaces qu'il écrivit pour les éditions de 1918 et 1919 se préoccupaient essentiellement de la situation allemande. Il jugeait donc ainsi le mouvement national juif : « *Le sionisme et la haine des Juifs sont étroitement liés, comme la cause et l'effet. Le sionisme est la fausse réactivité des Juifs, la chute du Juif dans la théorie raciale de la haine des Juifs – de ces Juifs qui ne peuvent pas se rendre compte que l'émancipation ne se fait que lentement et jamais sans reculs ; des reculs qui trouvent leur justification et leur nécessité psychologique et historique dans la nature humaine.* »*1 Pour Brunner, il n'existe qu'un seul moyen de s'y opposer : la lutte politique. Le sionisme représentait, selon lui, une espèce de fuite en avant vers un lieu où « *la continuation et la régénération de la communauté de sang* » (Zollschan) se produiraient. Cette

« *communauté de sang* » ou cette « *action de son sang propre* » ne formaient à ses yeux que l'indice d'une supersaturation scientifique moderne.*2

Comme Brunner avait donné auparavant un « court résumé » de son vaste traité théorique de 1908, il re-travailla son concept de la « haine des Juifs » dans un aperçu synthétique auquel il donna volontairement un mystérieux titre en hébreu : *Memscheleth sadon*. Ce « Règne de l'arrogance », ou « Empire du mépris », selon sa propre traduction allemande (*Die Herrschaft des Hochmuts*), représenterait, espérait-il, son « *dernier mot à propos de la haine des Juifs et des Juifs* », une haine issue des limites générales de la faculté humaine de jugement. Valable d'égale façon pour Juifs et non-Juifs, dans la vision humaniste du philosophe. L'orgueil, le mépris arrogant, est le plus grand danger qui guette une société, le premier des sept péchés capitaux. Brunner, qui se définit à présent comme athée et « Ex-Ju-deus » (puisque athée), a cependant emprunté son titre à une prière du Nouvel-an juif, pour en faire le fondement d'une éthique de la responsabilité personnelle permanente. On la trouve

*1 Constantin Brunner, *Der Judenhass und die Juden*, Im Auftrag des International-Constantin-Brunner-Instituts, mit einem Vorwort von Hans Goetz, herausgegeben von Jürgen Stenzel, Berlin-Vienne, Philo, 2004, p. 56.

*2 *Ibid*, p. 63.

*3-4 Jakob Klatzkin, *Krisis und Entscheidung im Judentum. Der Probleme des modernen Judentums*, Berlin, Jüdischer Verlag, 1921 (2^e édition), cité par Zollschan.

*1 *Der Judenhass und die Juden*, op.cit., p. 91.

*2 Zollschan avait adopté la théorie néo-Lamarckienne de Richard Semon (1859-1918), dont le livre *Die Mneme als erhaltendes Prinzip im Wechsel des organischen Geschehens* (La mnème comme principe de stabilité dans la transformation des processus organiques) avait paru en 1904. Voir à ce sujet : Veronika Lipphardt, *Biologie der Juden, Jüdische Wissenschaftler über "Rasse" und Vererbung 1900-1935*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

exprimée dans la dialectique particulière du Talmud. Par exemple dans le traité Rosh Hashanah : « L'homme sera jugé chaque jour, car il est dit : Tu le visites chaque matin. (Job, 7, 18a). Et Rabbi Nathan dit : L'homme sera jugé à toute heure, car il est dit : À tout instant, Tu le mets à l'épreuve. (Job, 7, 18b). »*1 Ainsi s'explique sa condamnation du sionisme comme réponse erronée à l'arrogance des antisémites. « Le sionisme est une erreur, aussi fatale que l'assimilation ; voilà ce qu'il faut dire, quelle que soit la célébrité que ces deux notions ont déjà acquise. L'émancipation donnait aux Juifs le devoir de s'auto-émanciper, de se sortir de l'isolement, et ce devoir, ils l'ont confondu avec celui de s'assimiler. »*2 Brunner regardait le sionisme comme une fuite vers de nouvelles illusions. « Les Juifs doivent tous sortir de leur ghetto et ne peuvent tomber ni dans la confusion d'avant le sionisme, ni dans le désespoir d'après le sionisme, d'après l'énorme et inévitable désillusion ; et de la même façon, ils se garderont de toute interprétation erronée de l'émancipation, dont la

vérité n'est pas que les Juifs s'assimilent, deviennent entièrement indistincts des non-Juifs, mais qu'ils soient généralement reconnus dans leur particularité, et qu'eux-mêmes se perçoivent dans la véritable singularité de leur être. Celle-là, les Allemands d'origine juive ne doivent pas l'abandonner davantage que les autres Allemands ne doivent abandonner la leur. »*3 En écrivant cela, Brunner demeure encore dans des considérations internes à l'Allemagne. Mais il est plus surprenant qu'il compte désormais – est-il le premier Juif allemand non sioniste à le faire ? – la « question arabe » parmi les principaux obstacles à l'avenir des Juifs par la colonisation de leur terre ancestrale : « Sion doit être recherchée partout dans le monde sauf en Palestine, là où les sionistes la cherchent. Cette Sion-là n'est plus, et il ne devrait demeurer que la Sion spirituelle, que l'esprit du judaïsme – et que peut l'esprit protecteur du judaïsme pour ces Juifs "protégés" dans le désert calcaire qui appartient d'ailleurs depuis bientôt 1 300 ans aux Arabes syriens ? »*4

*1 *Der Babylonische Talmud, ausgewählt, übersetzt und erklärt von Reinold Mayer*, Munich, Goldmanns Gelbe Taschenbücher, 1963, p. 532 [Le Talmud de Babylone, traduit et commenté par Reinhold Mayer, traduction française : J. A.].

*2 Constantin Brunner, *Memschelet sadon. Letztes Wort über den Judenhass und die Juden*, Berlin, Verlag Neues Vaterland, 1920, p. 97.

*3 *Ibid*, p. 98.

*4 *Ibid*, p. 108. Brunner oppose « Schutzgeist » (esprit protecteur) à « Schutzjuden » (Juifs protégés ou nantis de privilèges), notion très familière aux Juifs. L'article « Judenschutz » du *Jüdisches Lexikon* (tome III, 1927) définit ainsi le type de protection que les autorités civiles accordaient sous l'Ancien Régime aux Juifs en tant que particuliers ou communauté.

LE TOURNANT POLITIQUE DE BRUNNER

Il est même peu vraisemblable que Brunner ait pu prévoir que cette question serait au centre du prochain congrès sioniste. Cette première rencontre d'après-guerre, d'après la Déclaration Balfour et la Conférence de San Remo, aurait dû arrêter une attitude commune à l'égard de la puissance mandataire et des Arabes de Palestine. Avec la Fraction démocratique récemment constituée, Jakob Klatzkin (en compagnie de qui Brunner s'invitera plus tard chez Yahvé*1) avait écrit une série de thèses et de recommandations pour un programme d'action. En tête des principes affirmés on pouvait lire ceci : « La politique sioniste ne doit pas se laisser égarer par la confiance en l'honnêteté des promesses impérialistes et dans la persistance des acquis diplomatiques. Sa politique extérieure ne doit pas se placer sous le signe d'une alliance avec le pouvoir illégitime dominant mais avec les instances légitimes du peuple dominé, du peuple arabe. Le peuple juif ne peut arriver en Palestine en ennemi du peuple arabe, mais davantage en ami et en allié dans la lutte pour la libération de l'Orient. L'alliance avec le peuple arabe doit constituer la position fondamentale,

à partir de laquelle doit se concevoir la future politique étrangère du sionisme. »*2 Ce congrès se déroula à Karlsbad en septembre 1921 et fut le lieu de vives discussions. La résolution pour une entente pacifique avec les Arabes laissa rapidement place à d'autres priorités : l'attitude envers l'Angleterre, l'élargissement de l'Agence juive et l'organisation de l'économie locale juive en Palestine mandataire. Brunner de son côté se consacra à des travaux plus pressants. Après la parution en 1921 de son troisième ouvrage important, *Notre Christ ou la nature du génie*, il parut douter un instant de l'orientation de son travail futur. Le livre traitait autant de sa théorie philosophique de l'esprit que de la perception du Christ par les Juifs et les chrétiens, une préoccupation très ancienne, qui l'avait poussé à ajouter à son livre sur *La haine des Juifs et les Juifs* un dernier chapitre, le fameux « Discours des Juifs : Nous voulons son retour ! », mal articulé au restant de l'ouvrage. Aucun livre de Brunner ne témoigne à ce point de la profusion et de la diversité des pensées qui lui traversaient l'esprit que ses *Écrits de l'ermite Constantin Brunner*, ce collage de trois parties disparates, dont la dernière lui fut manifestement dictée par l'actualité et publiée aussitôt. En effet, le

*1-2 Voir plus loin *Des devoirs des Juifs et des devoirs de l'État*.

20 avril 1924, le général Ludendorff et les chefs nazis célèbrent à Weimar le 35^e anniversaire d'Hitler (alors enfermé après son putsch manqué), et en mai leur parti engrange ses premiers succès en Thuringe à l'occasion des élections au Reichstag. C'est donc très intentionnellement que Brunner fait imprimer en tête du livre : « Rédigé en juin et juillet 1924. » L'accent est ainsi mis sur le danger croissant qui menace le pays et les Juifs, « comme si toute l'Allemagne était devenue un Ludendorff et un Judendorff ».*¹ Brunner y attaque violemment ces « jeunes gens obsédés par les Juifs (Judenverrückt) », et qui tenaient leur combat pour « idéal et héroïque ». En marge de mon exemplaire, une main anonyme a noté : « Il ne te lit quand même pas. Il ne lit que les "Protocoles des Sages de Sion" et d'autres écrits semblables. »

Et cependant l'attitude de Brunner à l'égard de l'antisémitisme ne changea pas, elle s'exprima même de façon plus ferme et plus radicale. « Je ne veux pas prendre en considération les "solutions", que les antisémites et les sionistes prétendent apporter à la "question juive". Il

*n'existe pas de question juive, mais uniquement une question des antisémites, de l'injustice faite aux Juifs par la haine qu'on leur porte et de la source de cette haine. Cette haine des Juifs ne pourrait être exclue du monde qu'avec les Juifs eux-mêmes ; et effectivement les solutions des antisémites comme celles des sionistes veulent précisément les exclure du monde pour les précipiter dans une sorte de néant, dans la mesure où tous les deux veulent sortir ceux qui sont d'origine juive de leurs peuples respectifs pour les transformer en Juifs au sens politique, comme s'ils appartenaient encore toujours au peuple des Juifs. »*² Jamais la formulation de Brunner n'avait été aussi concise. En ce qui concerne la colonisation de la Palestine, il franchit encore un pas, probablement dû à la résistance nationaliste des Arabes et aux réactions qu'elle provoque en Allemagne, particulièrement dans les cercles sionistes. Il écrit : « Ils [les Juifs] ne forment pas un peuple particulier ; et même s'ils en étaient un, ils ne pourraient pas l'être, car un peuple suppose un État et un pays. Dans cette ancienne petite relique qu'est la Palestine, il*

*1-2 Constantin Brunner, *Vom Einsiedler Constantin Brunner, Mein Leben und Schaffen, Unsere scholastische Bildung, Das Unglück unseres deutschen Volkes und unsere Völkischen*, Potsdam, Gustav Kiepenheuer Verlag, 1924, p. 97. La troisième partie, traduite et présentée par moi a paru chez Didier Devillez Éditeur, Bruxelles, 2008, en collaboration avec Mémoire d'Auschwitz ASBL, sous le titre : *Le malheur de notre peuple allemand et nos « Völkisch », un philosophe allemand de l'antisémitisme, du nazisme et du sionisme.*

n'est quand même pas possible d'ériger un État moderne pour 16 millions de Juifs ! La Palestine n'est pas plus grande que ma province natale du Schleswig-Holstein, et de loin moins fertile ; elle ne compte aujourd'hui que 750 000 habitants. Elle peut d'autant moins former un État des Juifs, qu'elle ne leur appartient pas. La Palestine appartient aux Arabes syriens, et si les Juifs voulaient la leur enlever – je combattrais aux côtés des Arabes ! » Cette étonnante prise de position parmi les Juifs libéraux allemands – je n'en connais pas d'exemples comparables – ne doit pas s'interpréter à mon avis comme une provocation, mais comme l'expression d'une pensée rigoureuse.

La reprise de la croissance de l'économie allemande à partir de 1924, après l'acceptation du plan de financement américain Dawes – un crédit international à hauteur de 800 millions de Mark-or – produisit une certaine détente politique, qui permit à Brunner de revenir un moment à sa doctrine fondamentale. Il avait déjà fait, avec *Amour, mariage, homme et femme**¹ une étonnante exploration dans le domaine des relations entre les sexes. En 1928

parut *Matérialisme et Idéalisme*,*² un essai de la synthèse qu'il recherchait entre l'entendement matérialiste des choses et l'univers idéal des concepts, notion sous laquelle il condensait « le rapport particulièrement complexe entre l'expression langagière et le contenu de pensée », selon son propre vocabulaire, rapport qu'il développe aussi dans les notes libres des *Extraits de mon journal*, publiés un an auparavant. Dans cette période particulièrement féconde, la « question juive » avait été quelque peu négligée, bien que son *Journal* y consacre une vingtaine de pages sous le titre « Ceux d'origine juive ».*³ Il y exprime une fois de plus ses réticences envers l'usage peu clair du mot « Juif ». « Juif [par contre] désigne un peuple, un peuple d'exception par l'importance qu'il a pour notre civilisation [...] Mais ce peuple-là n'existe quand même plus ; et dans la mesure où l'on impose ce nom comme nom de peuple à ceux qui sont Juifs d'origine, on leur impose – par le nom tout au moins – de s'exiler de tout autre peuple. Voilà ce que voudrait bien faire la haine des Juifs – et pas seulement par le nom : exclure ceux qui sont d'origine juive de leurs peuples véritables, les priver de leurs

*1 Constantin Brunner, *Liebe, Ehe, Mann und Weib*, Potsdam, Gustav Kiepenheuer Verlag, 1924.

*2 Constantin Brunner, *Materialismus und Idealismus*, Potsdam, Gustav Kiepenheuer Verlag, 1928.

*3 Constantin Brunner, *Aus meinem Tagebuch*, Potsdam, Gustav Kiepenheuer, 1927, p. 248.

patries et en refaire le peuple-non-peuple fantomatique du ghetto. Les sionistes ont soulagé les antisémites d'une grande partie de ce travail ; et s'ils peuvent bien transformer les Juifs d'origine en peuple juif, ils font aussi tout leur possible pour les sortir de leurs patries et les reconduire au ghetto. »

AGIR AU QUOTIDIEN

Sous l'influence de la pensée de Brunner, trois hommes appartenant au cercle de ses amis et admirateurs publièrent en 1928 un petit pamphlet au titre sans équivoque : « Rompre avec le sionisme ».*¹ Bien que l'on remarque des nuances entre les contributions des trois auteurs, le ton général demeure la défense et l'approfondissement de l'émancipation, même pour l'avenir des Juifs d'Europe orientale. Ernst Pinner écrit dans sa postface : « *L'autre obstacle à l'émancipation* [en dehors de la difficile intégration des Juifs orientaux] apparaît comme au moins aussi dangereux : son propre nationalisme. Celui-ci ne s'oppose naturellement pas aux intérêts de l'État, mais il handicape intérieurement les Juifs dans leur travail sincère pour l'émancipation et mine ainsi l'efficacité de ce

travail. Il ne s'agit pas de recommander ici une espèce d'hyper-patriotisme [allemand] ridicule ou de fermer les yeux sur l'antisémitisme, ni de ces tentatives indignes de complaisances douteuses, ni de toutes ces attitudes que les sionistes attribuent généralement aux prétendus assimilateurs. [...] On peut comprendre la dignité de ceux qui disent ne pas vouloir fréquenter des hommes qui ne veulent pas de nous. Mais cette attitude en société ne doit pas être transposée à l'encontre de l'État. L'État, ce ne sont pas les autres, même s'ils en forment la majorité. Nous sommes aussi une partie de cet État, et il nous appartient aussi. L'émancipation n'est pas une question de relations sociales, mais une question de droit. Et pour son droit, il faut, il est indispensable de lutter. »*²

Nous approchons ainsi des dernières interventions publiques de Brunner en Allemagne, avant que les nazis n'y prennent le pouvoir. En 1930, avec la publication d'un nouveau « livre juif », Brunner réagit rapidement au brusque changement des directives sionistes sur le plan international. Le 16^e congrès, qui avait tenu ses travaux à Zurich en 1929, avait décidé de la création d'une Agence juive, « représentative

du judaïsme mondial » et avait résolu dans ce but de l'ouvrir aux non-sionistes. Un accord officiel fut conclu avec des personnalités connues qui n'appartenaient pas au mouvement. Des désordres se manifestèrent aussitôt en Palestine dans les milieux arabes qui exigeaient un système de gouvernement parlementaire ; une crise s'ouvrit dans le mouvement sioniste. Le livre de Brunner pourrait donner l'apparence d'une réponse à l'ouvrage programmatique de Klatzkin *Crise et décision au sein du judaïsme*.*¹ Bien plus qu'une réfutation tardive d'un ouvrage du début des années vingt, il traite de la préoccupation de Brunner devant l'élargissement de la propagande sioniste et de ses effets sur des hommes et des femmes qui auraient dû, selon lui, donner priorité à l'émancipation dans leur propre pays. « *Nous ne traiterons pas seulement des péchés du sionisme, mais de la responsabilité conjointe des partis non sionistes au sionisme, et quasiment d'une sorte de sionisme de tous les Juifs...* », écrit-il dès l'introduction.*² Le titre se comprend donc aisément : les Juifs allemands doivent remplir complètement leurs devoirs,

pour pouvoir exiger en contrepartie de l'État d'être reconnus dans tous leurs droits et pleinement défendus. Brunner reproche essentiellement à ceux qui collaborent au sionisme « *leur immaturité politique* ». « *On ne doit évidemment pas exiger de façon générale plus de maturité politique ni plus de patriotisme des citoyens d'origine juive que de ceux de toute autre origine. Mais il faut cependant attirer l'attention sur le danger qui pèse sur ceux d'origine juive et sur aucun des citoyens d'une autre origine ; c'est l'étape transitoire de leur émancipation qui en décide ainsi.* »*³ Dans cette analyse, Klatzkin ne fournit qu'une illustration permettant d'éclairer l'opposition fondamentale entre émancipation et sionisme. Il n'aurait pu choisir meilleur interlocuteur que son « *petit lutin* », comme il l'appelle, que son « *petit Juif du ghetto* ».

En même temps que son livre, Brunner écrivit une lettre à Klatzkin, dans laquelle on peut lire : « *Toi frère Klatzkin, tu es certainement convaincu de ta position et tu appartiens aux meilleurs et aux plus sincères sionistes ! Mais meilleurs sont les sionistes et les antisémites, et plus dangereux sont-ils pour la vie des Juifs ; et*

*¹ Fritz Blankenfeld, Kimchi (Emil Grünfeld), Ernst Ludwig Pinner, *Los vom Zionismus*, Francfort s. M., J. Kaufmann Verlag, 1928.

*² *Ibid.* Postface, sur la question des Juifs orientaux en particulier, p. 63.

*¹ Jakob Klatzkin, *op. cit.*

*² Constantin Brunner, *Von den Pflichten der Juden und von den Pflichten des Staates*, Gustav Kiepenheuer, Berlin, 1930, p. 7. Ce livre a été traduit et présenté par moi sous le titre *Des devoirs des Juifs et des devoirs de l'État*, Bruxelles, Éditions Aden, 2011.

*³ *Ibid.*, p. 123.

les meilleurs parmi les sionistes sont encore plus dangereux pour les Juifs que les meilleurs parmi ceux qui nous haïssent (car le sionisme ne désigne rien d'autre que le danger et le malheur que les Juifs sont pour eux-mêmes depuis près de deux mille ans – le néologisme étranger "sioniste", traduit en allemand, signifie : gardien du malheur pour les Juifs). Celui qui l'ignore encore, peut l'apprendre dans mon livre qui vient de paraître Des devoirs des Juifs et des devoirs de l'État. »*1

Mais ce livre ne semble pas encore suffisant à Brunner pour atteindre un large public de Juifs et de non-Juifs et en appeler à leur conscience civique. Il concrétise donc un an après un projet qu'il caresse depuis longtemps : dresser un impressionnant parallèle entre la chasse aux sorcières, un fantasme aujourd'hui disparu, et la chasse aux Juifs, un fantasme encore bien vivant. Il espère faire comprendre ainsi à tous que l'Inquisition n'a disparu qu'avec la disparition de la croyance superstitieuse aux sorcières et autres créatures diaboliques, mais que la persécution des

Juifs ne survit par contre que grâce à la croyance générale en des Juifs fictifs et imaginaires. Et une fois encore, Brunner implique aussi les Juifs dans la responsabilité de cette survivance. Pour lui, le nationalisme juif en fait partie. « C'est l'incroyable audace du sionisme : bien qu'il n'existe pas, il prétend apporter par son existence le bonheur aux Juifs qui souffrent ; il arrive à faire ce que je n'arrive pas à comprendre et que je devrais donc, béat d'admiration, apprécier davantage, – il arrive à désincarner les Juifs et à dévisser leur âme juive de leur corps pour la transporter dans un foyer plus chaleureux – à l'exemple de cet homme qui ronflait tellement fort, qu'il fut obligé, sur les conseils de son médecin, de louer une chambre loin de son habitation, afin de pouvoir enfin dormir en paix. »*2 Et, faisant allusion aux résolutions du dernier congrès sioniste de 1929, Brunner ajoute : « Les Juifs peuvent donc dormir en paix. Le même docteur, qui apaisa les souffrances de notre ronfleur, un certain docteur Weizmann*3, a loué une chambre pour l'ensemble des Juifs, sans doute un peu petite et

un peu chère, mais suffisamment loin de leur foyer, une magnifique situation et quelques Arabes pour la cure d'amaigrissement des patients – bref, le plus désirable et le plus chaleureux des foyers. »

En août 1931 un article de Brunner parut encore dans les *Annales prussiennes*, « De la nécessaire auto-émancipation des Juifs allemands », sa dernière intervention publique dans son pays.*1 Il y décrivait encore le « séparatisme sioniste » comme le principal danger pour l'émancipation, en soulignant qu'il ne parlait pas particulièrement « des Juifs sionistes, mais du sionisme latent de ceux qui ne se considéraient pas comme sionistes ». Une réponse parut dans le journal de l'Union centrale (CV) sous la plume de son idéologue la plus marquante, Eva Reichmann.*2 Elle écrivait : « On n'est pas Juif au sens völkisch, parce que l'on ressent son être judéo-allemand, le fait de faire partie de son environnement allemand tout en étant différent de lui, comme positif et valant d'être vécu ; parce que l'on se reconnaît dans cette étonnante communauté de

destin, rabaissée et relevée, mille fois anéantie et toujours ressuscitée. » Brunner n'avait pas mis en cause l'existence d'une « communauté de destin », mais la collaboration de non-sionistes de l'Union centrale à une politique qu'il jugeait d'autant plus dangereuse que les nationaux-socialistes « völkisch » gagnaient rapidement du terrain. Et tel était bien le cas. À l'analyse politique de Brunner, Eva Reichmann opposait des considérations psychologiques à propos d'une indéfinissable altérité.

D'INQUIÉTANTS COMPROMIS

Ce que Brunner observait avec inquiétude, c'était le rapprochement des thèses sionistes et nationales-socialistes, leurs convergences dans un vocabulaire commun ; ils s'affirmaient tous deux en véritables défenseurs nationalistes de leurs peuples respectifs. Cette tendance qui s'emparait déjà des confrontations publiques apparut sans détours dès que les nazis parvinrent au pouvoir. Déjà en 1932, Robert Weltsch, rédacteur en chef influent du *Jüdische Rundschau*,

*1 Constantin Brunner, lettre à Jakob Klatzkin, 1930, Brunner-Institut.

*2 Constantin Brunner, *Höre Israel und Höre Nicht-Israel (Die Hexen)*, Gustav Kiepenheuer, Berlin, 1931, p. 30. Ce livre, traduit et présenté par moi, a été publié sous le titre *Écoute Israël, Écoute aussi Non-Israël (Les sorcières)*, Didier Devillez Éditeur, Bruxelles, 2011. L'ouvrage contient aussi *La nécessaire auto-émancipation des Juifs allemands*, dont il sera question plus loin.

*3 Haim Weizmann (1874-1952), président de l'organisation sioniste de 1920 à 1929, fut le principal artisan de son élargissement à de non-sionistes.

*1 *Preußische Jahrbücher*, August-Heft 1931, repris dans : Constantin Brunner, *Vermächtnis* (Testament spirituel), Martinus Nijhoff, Den Haag, 1952, p. 114.

*2 « Leben oder Untergang ? Eine Antwort an Constantin Brunner » von Dr Eva Reichmann-Jungmann, dans le *Central-Verein-Zeitung*, 16 octobre 1931, p. 495. Voir aussi : Avraham Barkai, *"Wehr Dich!", Der Central-Verein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens 1893-1938*, Munich, C. H. Beck, 2002, p. 243.

déclarait : « Les Juifs... forment... un incomparable "Hapax legomenon"*1 de l'histoire universelle... Le sionisme est très conscient de vouloir accomplir une tâche historique sans précédent. Il en appelle à la compréhension et à l'aide des peuples, qui eux-mêmes souffrent de la question juive. [...] Le sentiment qu'il éprouve pour sa propre nationalité, pour la valeur irremplaçable de la communauté de sang qui détermine la nature la plus profonde avec tous ses impondérables, rend précisément le Juif national capable de comprendre le vrai sentiment national en tant que tel. [...] Ce n'est que si l'on parvient à insérer les Juifs dans l'État comme un groupe caractéristique, sans le blesser intérieurement, que la vie commune des Allemands et des Juifs sera saine et possible dans le Reich futur, quelle que soit la forme qu'il prendra. Peut-être suffit-il pour cela d'un peu plus de confiance en soi de part et d'autre. »*2

Quand Hitler devint chancelier, la presse sioniste développa une vaste campagne dans le but de démontrer

que les sionistes étaient les seuls interlocuteurs juifs fiables, avec lesquels un accord politique pouvait être conclu, une sorte de concordat juif. Vingt éditoriaux du journal sioniste furent édités sous forme de livre. Dans sa préface, Robert Weltsch écrivit : « Dans un monde qui se présente en opposition totale au libéralisme, cela n'a pas de sens de vouloir vivre en Juif "libéral". Il convient de bâtir du nouveau. La condition première d'une telle reconstruction est de connaître la réalité. [...] Nous tenons pour infructueux de vouloir rejeter sur d'autres la responsabilité de nos amères expériences ; il est bien plus important de reconnaître la nôtre, car là où nous avons failli, nous devrions pouvoir y remédier nous-mêmes. Les événements n'ont fait de nous des Juifs qu'au sens formel ; faire de ce judaïsme une réalité intérieure est notre affaire. Ces articles veulent y appeler. »*3 Le cours des choses entraîna les sionistes à se faire accepter « des instances responsables du nouvel État allemand ». Weltsch : « Un principe du sionisme fut toujours la volonté de prendre pleinement en considération

les difficultés du monde non juif résultant de la question juive et de faire des Juifs un partenaire de négociation, qui, en édifiant une nouvelle vie juive, apporterait aux autres peuples une aide active au règlement de "leur" question juive. » On voit immédiatement à quelle distance nous nous situons déjà du combat des Juifs émancipés, cible privilégiée des nazis. Lorsque, en juin 1933, une discussion s'engagea dans les milieux juifs autour de l'idée d'une « nouvelle émancipation » sous l'hégémonie nationale-socialiste, Brunner avait déjà dû chercher refuge en Hollande pour assurer sa sécurité.

Avec quel malin plaisir les nazis n'ont-ils pas dû lire cette série d'articles de propagande sioniste dans lesquels les soi-disant « assimilateurs » de l'Union centrale, la majorité organisée des Juifs allemands, était traitée avec un tel mépris : « Les Juifs allemands dans leur grande majorité cherchaient leur salut dans l'assimilation et avaient coupé derrière eux tous les ponts avec le judaïsme. Le sentiment d'appartenance historique fut miné, le mur de séparation entre les Juifs et leur environnement sembla devenu invivable. De nombreux Juifs, en parvenus

rassasiés, ne voulaient plus avoir affaire avec les choses juives, pour ne plus rappeler les différences qui les distinguaient de leur entourage. [...] Les Juifs allemands, dans la croyance injustifiée en leur supériorité intellectuelle, vivaient en vérité dans un monde complètement fictif et irréel. Et avec cela il fallait que, dès l'apparition du sionisme, l'on niât avec arrogance tout rapport avec la nationalité juive et la Palestine. La responsabilité la plus lourde et la plus tragique des Juifs allemands résidait dans le fait qu'ils ne voulaient pas voir la question juive. On entendait sans cesse cette phrase banale : il n'y a pas de question juive, et sans cesse des dirigeants à courte vue cherchaient à faire croire que quelques petites brochures apologétiques permettraient progressivement de tout régler. Des milliers, peut-être des millions de Marks d'argent juif furent probablement gaspillés de cette façon, non pour une cause juive d'avenir, mais pour s'illusionner et se faire plaisir à soi-même. [...] Si l'on avait consacré ne fût-ce qu'une partie de l'argent dépensé en pure perte pour l'inutile "propagande défensive" à des entreprises constructives en Palestine, alors des centaines et des milliers de Juifs obligés d'émigrer trouveraient aujourd'hui un appui. »*1

*1 Exemple unique.

*2 Robert Weltsch, « Judenfrage und Zionismus », dans : *Klärung. Zwölf Autoren und Politiker über die Judenfrage* (Éclaircissements. Douze auteurs et politiciens à propos de la question juive), Berlin, Verlag Tradition Wilhelm Kolk, 1932, cité dans Robert Weltsch, *An der Wende des modernen Judentums*, Tübingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1972.

*3 « Ja-sagen zum Judentum, eine Aufsatzreihe der Jüdischen Rundschau zur Lage der deutschen Juden » (Affirmer le judaïsme, une série d'articles de la *Revue juive* sur la situation des Juifs allemands), Berlin, Verlag der *Jüdischen Rundschau*, 1933.

*1 *Ibid.* « Deutsche Juden und Palästina », 28 mars 1933, avant même le boycott des commerces juifs du 1^{er} avril.

Il n'entre pas dans notre propos d'approfondir ici toutes les contradictions internes du monde juif. Des textes de Brunner, publiés après-guerre dans son *Testament spirituel*, témoignent du profond ébranlement qu'il vécut en ces jours tragiques : « À présent je suis atteint (Jetzt bin ich gebissen) », écrivit-il au début d'un article entamé le 6 mars après les élections au Reichstag et achevé en exil à La Haye en juin 1933.*1

Je terminerai cette contribution sur quelques considérations au départ d'un questionnement presque rhétorique de Lothar Bickel, l'exécuteur testamentaire de Brunner. Dans sa préface au livre posthume *L'homme démasqué*, ce fidèle disciple du philosophe écrivait : « Sa vie durant, Brunner n'a pratiquement pas modifié sa position sur la prétendue question juive. Même dans le présent ouvrage il voit la solution du problème dans une assimilation radicale des Juifs. Nous pouvons cependant supposer que Brunner, s'il avait vécu la création d'un État juif indépendant, rendu nécessaire par le déracinement d'une grande partie de la judéité européenne et rendu possible dans une nouvelle configuration his-

torique, l'aurait saluée avec joie. Il est cependant certain qu'il se serait encore efforcé de convaincre les Juifs vivant et continuant à vivre en dehors d'Israël de la nécessité d'une complète assimilation. Sans doute aurait-il cependant tenu compte du fait que les Juifs ont aujourd'hui le choix, soit de s'assimiler à la nation dans laquelle ils vivent, soit de s'enraciner en Israël. »*2

Il est toujours risqué de formuler de telles suppositions. Selon ses principes universalistes, Brunner aurait certainement pris acte de la naissance d'un nouvel État, qui aurait les mêmes problèmes à résoudre que ceux existant. Si Israël entend s'assurer un avenir de paix pour ses citoyens et avec ses voisins, les leçons de l'histoire, et pas seulement de l'histoire des Juifs, vaudraient pour lui aussi. Dans ce beau livre introduit par Bickel, un véritable traité sur le peuple, l'État et la démocratie, Brunner écrit : « L'Allemagne est encore bien jeune. »*3 Bien plus jeune encore est Israël, et d'autant plus menacé par un patriotisme arrogant. À la place de la « teutomanie » qu'il redoutait, n'aurait-il pas inventé le mot « judomanie » ? Et n'aurait-il remplacé « national-allemand »

par « national-juif » ? N'aurait-il pas transposé ainsi pour Israël sa réflexion si juste sur l'Allemagne ? Israël est bien la preuve que, comme au temps de Brunner, il n'existe pas de question juive qui puisse être « résolue » par la séparation des peuples ; les questions mal posées sont des pièges fatals. L'émancipation et la tolérance, malgré toutes leurs limites bien mises en évidence par Brunner, restent pourtant la meilleure solution possible aux conflits sociaux. Avec cette restriction sur laquelle il insistait : « L'émancipation étatique, d'une remarquable structure anatomique, ne suffit pas, si la fonction physiologique est en défaut ; seule la complète immersion dans l'organisme qu'est le peuple produit la vraie vie et la liberté. »*1 Mais qu'arrive-t-il si la société se bloque et s'y refuse ? Il ne reste alors pour Brunner que le long travail de « modification » de la nature humaine, de la nature de l'« animal dénaturé avec sa demi-raison et sa demi-folie ».

POUR CONCLURE

Combien Brunner est resté fidèle à ses fondements universalistes, voilà ce qui se constate aisément à sa réaction au moment où fut évoquée

pour la première fois avec un certain réalisme la possibilité d'un État des Juifs en Palestine. C'était peu avant la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917. Sans doute était-il au courant des tentatives sionistes de persuader à la fois l'Allemagne et l'Angleterre d'accepter un protectorat sur la Palestine. Dans la première préface à *La Haine des Juifs et les Juifs*, il écrivait en septembre 1917 : « S'il devait se produire que la guerre secouât à ce point le caléidoscope que dans l'image du monde apparaisse en effet un nouvel État juif en Palestine, alors il y aurait dorénavant dans le monde deux sortes de Juifs, les Juifs de Palestine probablement moins juifs que ceux en dehors de la Palestine, – car ils se seraient retirés de leur combat dans le monde ; n'ayant pu s'imprégner de la profondeur de leur destin, ils ont voulu le déterminer eux-mêmes. Le destin n'arrive pas comme on l'appelle. Eh bien non – les nouveaux Juifs protégés et privilégiés en Palestine seront quelque chose de pire qu'un "peuple juif". »*2 Son diagnostic s'est révélé tragiquement juste.

*1 « Am 6. März », dans : *Vermächtnis*, op. cit., p. 49.

*2 Constantin Brunner, *Der entlarvte Mensch*, herausgegeben und eingeleitet von Lothar Bickel, La Haye, Martinus Nijhoff, 1951, p. VI.

*3 *Ibid*, p. 131.

*1 *Ibid*, p. 143.

*2 Constantin Brunner, *Der Judenhass und die Juden*, Oesterheld & CO, Berlin, 1918, p. XXXI. On ignore pourquoi Brunner n'a pas repris la dernière phrase dans la réédition de 1919.

VIE
ASSOCIATIVE

Fondation pour la mémoire de la Déportation

Un Conseil représentatif de la mémoire de la déportation (CRMD), nouvelle instance consultative statutaire de la Fondation, dont le champ de compétence s'étend à ce qui touche à l'histoire et à la mémoire de la déportation, de l'internement et des crimes et génocides nazis, a été réuni pour la première fois le 13 mai 2013. Son pouvoir de proposition, de réflexion ou de critique s'exerce notamment dans les domaines suivants :

- commémorations nationales ou internationales liées à la déportation et à l'internement,
- conservation des sites de mémoire en France et à l'étranger,
- pédagogie développée et traitement de l'histoire sur les sites et les lieux de mémoire dédiés à la déportation ou à l'internement (musées, mémoriaux, centres de documentation et d'interprétation nationaux, régionaux et départementaux, etc.),
- évolution du monde associatif de la déportation et de l'internement,
- enjeux historiographiques et culturels liés à l'histoire et à la mémoire,
- projets culturels ou pédagogiques d'envergure nationale, voire internationale, dont le Concours national de la Résistance et de la Déportation.

- surveillance et dénonciation des menées négationnistes et des mouvements néonazis.

Les avis et propositions du CRMD sont envoyés aux différentes instances décisionnelles de la Fondation et des associations qui en délibèrent et y apportent les réponses adaptées motivées.

L'un des premiers sujets mis à l'ordre du jour concerne l'expression de propositions communes au président de la République, au gouvernement et au ministre délégué aux anciens combattants dans la perspective du 70^e anniversaire de la libération des camps de 2015.

Le rapport moral et d'activité de la Fondation est par ailleurs accessible sur le site internet www.fmd.asso.fr.

Association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation

La création d'une association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, évoquée pour la première fois au conseil d'administration de la Fondation le 2 octobre 1992 par Charles Joineau, puis à nouveau le 31 mai 1994 par Marie-Claude Vaillant-Couturier, remonte au 4 mai 1994, après qu'un groupe de travail, constitué de Maurice Cling, Charles Joineau, Henri Lerognon (coordinateur) et Denise Vernay, en a élaboré les

statuts, avec pour objectif de créer un réseau relais à la Fondation dans les différents départements français.

L'association a été présentée à Bercy à l'ensemble des associations et amicales d'anciens déportés le 17 janvier 1995. Elles ont été appelées à cette occasion à la parrainer.

Aujourd'hui, forte de 3 000 adhérents, répartis en 76 délégations territoriales (ou départementales), l'Association a tenu, du 7 au 9 juin 2013, à Saint-Malo, son congrès annuel. Michèle Gabert, secrétaire générale, a présenté le rapport d'activités de l'année 2012 et Serge Chupin, président national, le rapport moral.

Il en est ressorti en premier lieu que la plupart des délégations ont coopéré à l'animation et la préparation des candidats au Concours national de la Résistance de la Déportation (CNRD) par l'organisation de journées d'information, la recherche et l'accompagnement de témoins dans les classes, l'ouverture de leur fonds documentaire. Chaque délégation est, par ailleurs, membre de droit du jury départemental et participe à ce titre à l'élaboration du sujet, à la correction des travaux, puis à la remise des prix, parfois suivie de voyages de mémoire offerts aux nouveaux lauréats sur les anciens sites concentrationnaires de France, d'Allemagne, d'Autriche ou de Pologne.

Certaines délégations ont organisé des journées d'études ou des conférences tous publics sur des sujets en rapport avec l'internement et la déportation, parfois en coopération avec le monde universitaire (cas des départements du Nord, des Pyrénées-Orientales ou du Cher). Celles de l'Isère et du Maine-et-Loire ont réalisé des documents pédagogiques destinés à aider à la visite des camps, ou édité des ouvrages relatant des événements locaux ou des parcours individuels de déportés-résistants. D'autres ont créé ou présenté des expositions sur la déportation (Dordogne, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Haute-Savoie), organisé des spectacles (Isère, Jura, Loire-Atlantique, Marne, Pyrénées-Orientales). En Meurthe-et-Moselle, la délégation s'est associée aux autorités communales et intercommunales pour la conception et l'animation d'un « chemin de mémoire » et œuvré à l'installation d'une stèle à la mémoire des fusillés de La Malpierre. Plusieurs projets ont impliqué des classes de lycée, comme dans le Rhône autour du site de Montluc, ou dans le Haut-Rhin (lycée de Guebwiller) autour de l'histoire du tunnel d'Urbès. En Dordogne, une dynamique interassociative, initiée par la délégation locale des Amis de la Fondation et soutenue par la municipalité, permet la

tenue annuelle du salon « Périgord-Histoire-Mémoire » de Périgueux, sur un vaste espace d'exposition où sont évoqués des thèmes liés à la résistance et à la déportation. D'autres délégations ont contribué à la création de spectacles, par exemple dans la Marne avec *Le convoi des 3100*, en hommage à Charlotte Delbo, dans l'Isère, avec la création du spectacle *Le procès*, évoquant Nuremberg, ou encore dans les Pyrénées-Orientales, avec *Ma vie entre parenthèses*.

À Mayenne, la mairie a financé un mémorial des Déportés, conçu et animé avec le concours de la délégation locale des Amis de la Fondation. Ce mémorial propose aujourd'hui des activités périscolaires et éducatives.

La délégation des Bouches-du-Rhône rappelle que 2013 est l'année du 70^e anniversaire de l'une des plus grandes rafles de France après celle du Vel'd'Hiv (opération *Sultan* du 22 au 28 janvier 2013) et celui de la destruction par les Allemands des quartiers historiques du Vieux Port de Marseille. Elle en rappelle le déroulement et publie la liste de 116 personnes (étrangères pour la plupart) passées par le centre de criblage de Fréjus avant d'être déportées. L'association s'est mobilisée récemment pour que des lieux de mémoire, touchés par des travaux entrepris dans le cadre du programme « Marseille,

capitale européenne de la Culture », soient respectés et rendus à leur vocation initiale : il s'agissait du monument des déportés de la place Daviel, partiellement disparu en raison des travaux d'aménagement d'un parking et du Mémorial des camps de la mort, fermé pour la durée des travaux au Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. La mairie de Marseille semble avoir entendu favorablement ces requêtes.

Dans la perspective de 2015, année du 70^e anniversaire de la libération des camps, et à l'initiative de la délégation du Val-de-Marne des Amis de la Fondation (DT 94), une demi-journée d'information-présentation a été organisée le 16 mai 2013, à l'intention des élus locaux et des acteurs culturels, à la médiathèque d'Alfortville. Les délégations d'Île-de-France et la plupart des Amicales s'y sont associées. Des extraits d'environ 15 minutes de différents spectacles, lectures, expositions et films, évoquant la déportation, formant autant de ressources potentielles pour 2015 ont pu être présentés. L'ensemble des délégations est invité à reprendre cette idée partout en France. Les coordonnées des différentes troupes qui se sont produites peuvent être obtenues en s'adressant par mail à l'adresse suivante : afmd94.depf@orange.fr.

QUELQUES VUES DES PRÉSENTATIONS D'ALFORTVILLE LE 16 MAI 2013



Extrait de *Une opérette à Ravensbrück*, de Germaine Tillion. Compagnie du théâtre de la Petite Montagne.



Extrait de *Auschwitz et après*, de Charlotte Delbo. Compagnie des Hauts de Scène.





Extrait de *L'Espèce Humaine*, de Robert Antelme.
Compagnie Aberratio mentalis.



Lecture d'extraits du livre *De l'enfer à la lune*
par l'auteur, Jean-Pierre Thiercelin, comédien.

Un réseau conforme aux buts initiaux de l'Association des Amis s'est ainsi constitué et se propose de faire connaître et comprendre l'histoire et la mémoire de la déportation, dans sa double manifestation répressive et génocidaire, autour de laquelle se pose, aujourd'hui encore, un problème de civilisation qui ne peut laisser personne indifférent.

**31, bd Saint-Germain
75005 Paris**

www.afmd.asso.fr

Bulletin : Mémoire et vigilance.

■ FNDIRP

Le numéro 876 du *Patriote Résistant*, périodique de la Fédération nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes (FNDIRP), rend compte des résultats de l'assemblée générale qui s'est déroulée les 30 et 31 mai 2013 à l'hôtel de ville de Paris. La FNDIRP, principale Fédération de déportés, internés et résistants de l'après-guerre, qui fut à l'origine de la création de la Fondation et de son ouverture à tous les courants de la déportation, devait, à cette assemblée générale, décider de son avenir : se dissoudre ou prolonger son existence. Les conditions dans lesquelles le choix de la poursuite l'a emporté, avec un nombre toujours plus restreint d'acteurs historiques et un nombre croissant

d'adhérents non « déportés, internés, résistants », est à l'origine de tensions internes qui font entrer la Fédération dans une période de turbulences dont il est encore difficile de mesurer les conséquences à plus ou moins longue échéance.

Le compte rendu de cette assemblée générale occupe une part prépondérante dans ce numéro du *Patriote Résistant*, dans lequel on trouvera également une présentation de l'exposition « *La spoliation des biens juifs : une politique d'État 1940-1944* », actuellement visible au Mémorial de la Shoah à Paris et une étude intéressante de la liberté d'action des correspondants de presse étrangers à Berlin sous le régime nazi, due à Jean-Luc Bellanger.

10, rue Leroux

75116 Paris

www.fndirp.asso.fr

Tél. 01 44 17 37 38

Le *Patriote Résistant*, n° 876, juin 2013.

■ UNADIF

L'Union nationale des associations de Déportés, Internés et familles de disparus (UNADIF) poursuit sa mutation et son adaptation aux nouvelles générations. Le relais passé par les déportés à leurs descendants fait de cet ensemble un cercle familial de passeurs de mémoire, actif et engagé, dont le président, Jean-Marie

Muller, entretient le souvenir d'un courant précis de la résistance et de la déportation. Sa politique mémorielle s'inscrit dans une triple démarche inspirée par la tradition, la mémoire et l'histoire particulière des fondateurs de cette fédération.

Le bulletin *Le Déporté*, d'avril 2013, porte un regard, un peu dispersé, sur le passé et sur une actualité, parfois complaisamment présentée.

Le récit-témoignage de Jacques Morizet, ancien Français Libre, ambassadeur de France, et le rappel historique des événements de l'année 1943, par Jean-Luc Fournier, constituent l'ossature et le centre d'intérêt principal du dernier bulletin.

**49 rue du Faubourg du Temple
75010 Paris
Tél. : 01 53 70 47 00
www.unadif.fr**

Le Déporté, n° 575, avril 2013.

Union des déportés d'Auschwitz (UDA) et Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah

Le président de l'UDA, Raphaël Esrail, dresse un bilan très positif de l'intervention des survivants (environ 250) dans les établissements scolaires à la demande des enseignants. Il souligne les liens privilégiés développés par son association avec les enseignants auxquels sont régulièrement proposés des voyages

à Auschwitz-Birkenau (depuis 1993, plus de 1 000 enseignants ont été concernés). Dans son rapport moral, il évoque la parution du DVD *Mémoire Demain*, publié aux éditions Hatier, réalisé par l'UDA, et qui combine histoire et mémoire d'Auschwitz. Il annonce la préparation d'un projet de multimédia réalisé en coopération avec l'ensemble des amicales de camps. Enfin, il fait part des difficultés rencontrées sur place par le projet de création d'un dispositif muséographique particulier sur le camp de Birkenau.

Présidente du Cercle d'études de la Déportation et de la Shoah, Marie-Paule Hervieu expose dans ce même bulletin les activités de son association, dont elle présente les réalisations pédagogiques et les conférences, organisées régulièrement au lycée Edgar-Quinet.

Dans ce même numéro, sous la rubrique approche historique, figure une communication de Georges Hauptmann, professeur honoraire de la faculté de médecine de Strasbourg, sur les observations médicales et biologiques faites par Robert Waitz, Georges Wellers et leurs collègues déportés, dans les camps d'Auschwitz, Monowitz et Buchenwald.

**39, bd Beaumarchais
75003 Paris
Tél. : 01 49 96 48 48**

Après Auschwitz, n° 325, avril 2013.

**Association française
Buchenwald Dora et Kommandos**

Créée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale pour apporter sa contribution à la mémoire de la déportation, aider les déportés rentrés et participer à la préservation et à l'amélioration et à l'animation du site de Buchenwald en Allemagne, près de Weimar, cette association est, avec environ 1 000 adhérents, l'une des plus importantes amicales de camp. Elle conduit de nombreuses activités culturelles liées à la déportation à l'intention d'un public diversifié, souvent scolaire, autour notamment de l'art concentrationnaire, en tant que « preuve d'une humanité persistante et résistante dans les camps » et aujourd'hui vecteur de mémoire. L'exposition des dessins du jeune Thomas Geve, tous réalisés après sa libération de Buchenwald, et détenue par l'association, en est un exemple. Parmi ses outils de communication, l'association édite un bulletin trimestriel, *Le Serment*, possède son site internet et met en vente DVD et brochures diverses. Elle détient en outre un fonds d'archives très important. Enfin, elle organise chaque année des voyages baptisés « action-mémoire » au camp de Buchenwald.

**16, rue Demarquay
75010 Paris
www.buchenwald-dora.fr**

Le Serment, n° 348, 1^{er} trim. 2013.

Amicale de Dachau

L'Amicale de Dachau rend un hommage particulier à Stéphane Hessel et à son opuscule *Indignez-vous*, dans son bulletin du premier trimestre 2013. Le président de l'Amicale rappelle que de nombreux mouvements « d'indignation pacifique » récents ont parcouru la planète, aux États-Unis, en Tunisie, au Mexique, au Sénégal, en Chine, en Irlande, en Espagne, mais que la répression demeure aussi hélas une réalité vivante, comme le montre la condamnation à 11 ans de prison en Iran de l'avocate Nasrin Sotoudeh, en raison de ses prises de position en faveur du respect des droits de l'homme.

Outre les communications propres à la vie de l'association, ce bulletin présente de façon détaillée le nouveau musée-mémorial implanté dans le village de Neckarelz et appelé *KZ-Gedenkstätte Neckarelz*, évoquant les camps de la vallée du Neckar, ayant tous été des annexes du camp de Natzweiler-Struthof.

**2, rue Chauchat
75009 Paris
Tél. : 01 45 23 39 99
contact@dachau.fr**

Dachau, n° 726, janv.-fév.-mars 2013.

Amicale de Flossenbürg et Kommandos

Depuis 1998, l'Amicale de Flossenbürg a participé aux différentes réunions (19 au total) du comité scientifique constitué en Allemagne et qui devait décider des aménagements et du contenu des salles de l'exposition permanente présentée aux visiteurs sur le site de l'ancien camp. Elle se bat aujourd'hui pour obtenir des autorités locales la réinstallation, à leur emplacement d'origine, des colonnes de granit qui servaient d'encadrement au portail d'entrée de l'ancien camp, ainsi qu'un nouvel aménagement d'infrastructure mieux adapté aux visiteurs.

Le camp de Flossenbürg avait été utilisé pour accueillir des repliés allemands des territoires des Sudètes. Les baraques d'origine, détruites ou pillées, ont fait place avec le temps à des logements neufs en dur, faisant disparaître les vestiges du camp et laissant peu de place au souvenir. La détermination des anciens déportés et certains concours locaux heureux ont permis des avancées notables, bien que toujours précaires en raison du climat local, davantage porté à s'appesantir sur le sort des populations allemandes repliées que sur les victimes du nazisme, dont on ferait volontiers table rase.

L'Amicale a entrepris par ailleurs, avec le concours de la Fondation, un recensement des déportés de France à Flossenbürg et établi des fiches biographiques sommaires pour chacun d'eux. Ce travail important (environ 6 000 fiches) sera très bientôt consultable sur le site internet de l'Amicale.

**15, rue de Richelieu
75001 Paris**

Message, n° 73, janvier 2013.

Amicale de Mauthausen

L'Amicale de Mauthausen précise ses orientations mémorielles dans son bulletin d'avril 2013, aux accents parfois pathétiques, et rend compte d'une intéressante table ronde, organisée avec plusieurs amicales en 2012, à l'occasion de son 44^e congrès, sur le thème des « *voyages dans les anciens sites concentrationnaires ou d'extermination, leur conception, leur rôle et leurs pratiques dans le processus de transmission mémorielle* ». Les points de vue exposés par les intervenants ne se recoupent pas forcément et mettent en lumière des approches différentes selon les problèmes rencontrés sur place et les publics visés. Une dominante en ressort : ces visites sont nécessaires pour faire comprendre ce qu'a été un camp de concentration ou d'extermination et nouer des liens avec des militants de la mémoire d'autres

pays. Le recours à des témoignages enregistrés s'impose de plus en plus comme une solution pédagogique complémentaire aux explications techniques et historiques, compte tenu de la difficulté croissante de faire venir des témoins.

Par ailleurs, l'Amicale signale la création d'un nouveau musée au camp central de Mauthausen, inauguré le 5 mai dernier. Dans les chroniques diverses, on trouvera un article intéressant sur le passé nazi de l'Orchestre philharmonique de Vienne, dont certains membres, très engagés, voire compromis au sein du NSDAP, ont pu poursuivre leur carrière sans problème après la guerre.

31, bd Saint-Germain

75005 Paris

mauthausen@orange.fr

www.campmauthausen.org

Mauthausen, n° 332, avril 2013.

Amicale de Neuengamme

Dans son bulletin *N'oublions Jamais* d'avril 2013, l'Amicale déclare 694 adhérents. Elle évoque l'inauguration, le 29 avril 2013, d'une exposition permanente sur l'histoire du *Stalag X B* de Sandbostel, camp de prisonniers de guerre, devenu en 1945 un lieu d'évacuation et un mouvoir pour les détenus de Neuengamme et de ses Kommandos. Parallèlement, elle rend

compte des cérémonies internationales qui se sont déroulées les 3 et 4 mai 2013 à Lübeck, en souvenir du « drame de la baie de Lübeck », survenu à la suite d'une attaque aérienne de la RAF qui coula des navires battant pavillon à croix gammée, dans lesquels avaient été entassés par la SS, des détenus, dont près de 8 000 périrent dans les eaux glacées de la Baltique.

L'Amicale tiendra son assemblée générale ordinaire le samedi 5 octobre 2013, au Novotel de Paris-Bercy.

Elle mentionne par ailleurs le projet de création d'une Union des amicales de camps, dont le rôle serait de mettre en commun certains projets, non encore explicites.

6, place Myron Herrick

51100 Reims

Site internet en cours de refonte.

Amicale de Ravensbrück

L'Amicale de Ravensbrück a entrepris de constituer un fonds d'archives avec les biographies et témoignages qu'elle n'avait pas encore pu recueillir de toutes les anciennes déportées survivantes.

À son initiative avait été lancée en 1973 l'idée de créer une rose dédiée à la mémoire des disparues et symbole du rejet de la barbarie. Cette rose a vu le jour en 1974, grâce à un horticulteur, et fut baptisée

« *Résurrection* ». Aux quatre coins de la France, *au pied des monuments et dans les espaces de souvenir elle devient porteuse d'un message de paix et de rejet de la guerre et du fascisme*. Cependant, l'élan est retombé. Puis l'opération a été relancée en 2008-2009 avec le concours du lycée horticole de Guérande et la société Orard, qui a repris la production et la commercialisation des rosiers. L'Amicale, en liaison avec le Comité international de Ravensbrück, poursuit pour 2015 le projet de planter des rosiers « *Résurrection* » au pied du mur des nations de l'ancien camp de Ravensbrück.

**10, rue Leroux
75116 Paris**

Ravensbrück, n° 182, 1^{er} sem. 2013.

Amicale d'Oranienburg-Sachsen-Hausen

Le n° 205 du bulletin de l'Amicale, *Souvenez-vous Oranienburg-Sachsenhausen*, rend compte du dernier conseil d'administration tenu le 22 mars 2013, et fait part de la faculté de participer au stage de formation initié par le musée-mémorial à Oranienburg (Gedenkstätte und Museum Sachsenhausen) du 8 au 13 octobre 2013.

On lira avec intérêt dans ce numéro les exposés de Michel

Claverie, historien, sur le parcours de son père Albert Claverie, arrêté à la frontière espagnole alors qu'il tentait de rejoindre les Forces Françaises Libres et déporté au camp de Sachsenhausen le 8 mai 1943, ainsi que le témoignage de Serge Schneider, également déporté à Sachsenhausen, le 24 janvier 1943. Enfin, une évocation du convoi du 23 janvier 1944 vers Sachsenhausen, s'appuyant sur les travaux de la Fondation pour la mémoire de la Déportation menés à Caen, relate les circonstances de sa constitution et sa composition sociologique.

**77, av. Jean Jaurès
75019 Paris
Tél. : 01 42 45 74 88**

www.campsachsenhausen.org
Souvenez-vous, n° 205.

Association Eysses Dachau

Le président, Jules Bloch, rappelle que le projet majeur de l'association est la création d'un musée à Eysses, prison « en résistance », où fut commémorée, les 23 et 24 février 2013, le 69^e anniversaire de l'insurrection d'Eysses.

**10, rue Leroux
75116 Paris
Tél. : 01 44 17 38 27**

www.eysses.fr
Unis comme à Eysses, n° 263, janv. 2013.

Société des familles et amis de l'ADIR (SFAADIR)

Dans le n° 6 d'octobre 2012 de la lettre de la SFAADIR, la présidente, Claude du Granrut, résume les objectifs de son association, qu'elle inscrit dans la fidélité « à nos mères, parentes et amies » dont elle entend relayer l'œuvre :

- rester au plus près des témoignages des femmes déportées de l'ADIR : écrits, interviews, souvenirs personnels,

- situer leur engagement dans la Résistance dans son contexte historique avec l'aide des historiens,

- prendre en considération, notamment auprès des enseignants, les attentes des jeunes générations pour qu'elles intègrent cet engagement exemplaire dans leur compréhension de l'histoire et de leur comportement.

Le bulletin rend compte également de divers événements et inaugurations.

**Contact : Claude du Granrut
Présidente**

**28, rue de Montpensier
75001 Paris**

La lettre de la SFAADIR, n° 6, oct. 2012.

Association Les « Oublié-e-s » de la Mémoire

Cette association mémorielle nationale, reconnue par les pouvoirs publics et les institutions, œuvre à la connaissance de la déportation pour

motif d'homosexualité et sa reconnaissance en France et au-delà. Elle est organisée en délégations territoriales et compte une centaine de membres. Son action concerne les autorités publiques et éducatives, ainsi que les acteurs de la Mémoire et du tissu LGBT.

Résolument ancrée dans le présent, sa démarche se traduit également au quotidien par la lutte solidaire contre toutes discriminations.

L'association mène un travail d'approfondissement historique pour une meilleure connaissance de cette déportation, en liaison avec la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Elle vient de réaliser une exposition sur la déportation pour motif d'homosexualité présentée récemment (du 22 avril au 3 mai) à la mairie du 4^e arrondissement de Paris.

www.devoiretmemoire.org

Amicale du camp de Gurs

L'Amicale du camp de Gurs effectue un travail éducatif et pédagogique en animant bénévolement les visites du site de l'ancien camp d'internement de Gurs pour des établissements scolaires du département des Pyrénées-Atlantiques et des départements limitrophes (Landes, Aveyron, Gard, Gironde). Entre le 11 octobre 2012 et le 13 juin 2013, 22 classes de lycées et collèges ont fait le déplacement.

Le dernier bulletin de l'Amicale présente une intéressante collection d'aquarelles réalisées dans le camp par des artistes inconnus, qui les avaient remises à un poète juif provençal, décédé depuis, Emmanuel Eydoux, lequel les avait conservées chez lui. Sa famille en avait à son tour confié la conservation à un libraire de Saint-Martin-de-Castillon (Vaucluse), Philippe Subrini, qui les a prêtées à l'Amicale.

Par ailleurs, on peut lire une étude historique intéressante de Jacky Tronel sur l'histoire et les circonstances d'arrivée de catégories d'internés à Gurs.

Bulletin trimestriel de l'amicale du camp de Gurs, n° 130, mars 2013.

www.campgurs.org

Mémoire Vive, association des « 45000 » et des « 31000 » d'Auschwitz-Birkenau

L'association *Mémoire Vive*, créée en 1996 par les survivants des deux convois de déportés politiques et d'otages envoyés à Auschwitz-Birkenau, le convoi des « 45000 » et le convoi des « 31000 », a, comme beaucoup, confié le relais de la transmission de la mémoire aux générations suivantes. Avec près de 150 membres, l'association travaille à l'approfondissement des connaissances de cette période de l'histoire, met en circulation des outils de transmission (site internet, exposition, brochures, bul-

letin périodique) et complète un travail précieux d'élaboration de fiches biographiques des hommes et des femmes des deux convois.

Dans la formulation de ses objectifs, l'association indique qu'elle entend « intégrer l'histoire des convois à celle des engagements de ses membres », optant par là pour une démarche de transmission clairement politico-historique.

**Contact : Yvette Ducastel
91, avenue Joliot Curie, apt 408
92000 Nanterre
www.memoirevive.org**

Amicale des déportés « tatoués » du convoi du 27 avril 1944

Dans son bulletin de décembre 2012, l'amicale dresse l'inventaire de tous les ouvrages et témoignages écrits depuis la Libération par les survivants de ce convoi de déportés politiques également envoyé à Auschwitz.

www.27avril44.org

Amicale des déportés à Neu-Stassfurt

L'Amicale, formée par les rescapés de ce Kommando de Buchenwald à leur retour de déportation, s'efforce de maintenir des liens entre ses membres et organise quelques activités culturelles et touristiques au profit des déportés et de leur famille.

www.kommandodeneustassfurt

COMMENT SE PROCURER LA REVUE

ABONNEMENT ANNUEL - 2 NUMÉROS

Prix (frais de port inclus) : **30 €**⁽¹⁾

Règlement :

- **par virement direct** en indiquant l'objet : « ABONNEMENT REVUE EN JEU »

Compte La Banque Postale

Code IBAN : FR82 2004 1000 0119 5002 3W02 060

Code BIC : PSSTFRPPPAR

ou

- **par chèque**, à l'ordre de la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

⁽¹⁾ Les personnes physiques ou morales ayant déjà acquitté, pour l'année 2013, 35 €, se verront rembourser la différence.

ACHAT À L'UNITÉ

Prix au numéro : **17 €**

En vente à la Fondation.

Pour toute commande de librairie, s'adresser directement à la Fondation.

Fondation pour la mémoire de la Déportation

30, bd des Invalides - 75007 Paris

www.fmd.asso.fr - revue.en.jeu@gmail.com - tél. : 01 47 05 81 50.

ISSN en cours.